



Larissa Zakharova

S'habiller à la soviétique

La mode
et le Dégel
en URSS

CNRS EDITIONS

Платье
кого и
ственного шелка.

Платье прямое,
большим фигурным
ником из белого
вытачки втачан по
ткани. Карманы пр
ками. На спинке
ка, по талии выта

Пальто прямое,
ложным воротник
ми втачными рука
у проймы, вытачки
ишие, накладные. Г
ронная складка. Г
ни платья.

Расход ткани
III рост, на платье
рине 90 см, на п
ширине 90 см, на
при ширине 70 см.
РЕКИНА.

Модель № 247, ра

Présentation de l'éditeur



Moscou, juin 1959. Les mannequins de la Maison Dior défilent au Palais des sports. Pendant ce temps, les Soviétiques ordinaires font la queue des heures durant devant les magasins et cherchent désespérément de quoi se vêtir. La mode a pourtant droit de cité au pays du socialisme. Des revues spécialisées existent, les nouvelles tendances lancées par les créateurs moscovites passent aux actualités cinématographiques, tandis que les zazous soviétiques arborent pantalons moulants, vestes bariolées et cravates lacets...

L'univers de la mode reflète toutes les contradictions du Dégel et de la déstalinisation. Les tentatives pour « éduquer le goût » des Soviétiques, les efforts pour adapter la production vestimentaire à la demande, la timide ouverture de la société vers l'Occident cohabitent avec un système fortement hiérarchisé et centralisé. À partir d'archives inédites, Larissa Zakharova dresse un tableau passionnant de la vie quotidienne de millions de Soviétiques. Et montre que, dans une société qui se proclame égalitaire, la distinction sociale passe d'abord et surtout par la façon de s'habiller.

Docteur en histoire et civilisations, Larissa Zakharova est maître de conférences à l'EHESS, rattachée au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen.

S'habiller à la soviétique

La mode et le Dégel en URSS

Direction fédérale des Archives de Russie.
Archives d'État de la Fédération de Russie (Moscou).
Centre d'Études du Monde russe, soviétique et post-soviétique (EHESS/CNRS, Paris).
Centre de recherche d'histoire quantitative (CNRS, Caen).
Centre Roland Mousnier, Université Paris Sorbonne (Paris IV).

MONDES RUSSES et EST-EUROPÉENS

SOUS LA DIRECTION DE
Wladimir Berelowitch
Francine-Dominique Liechtenhan
Sergeï V. Mironenko

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Boris Ananitch, Alexandre Avdeev, Roger Bartleet, Alexis Berelowitch, André Berelowitch, Daniel Beauvois, Alain Blum, Yves Cohen, François-Xavier Coquin, Sarah Davies, Sabine Dullin, Marc Ferro, Sheila Fitzpatrick, Alexandre Foursenko, Catherine Goussef, Andrea Graziosi, Suzan Gross-Salomon, Peter Holquist, Andreas Kappeler, Sergeï Karp, Vladimir Kozlov, Moshe Lewin, Martine Mespoulet, Claire Mouradian, Vladislav Nazarov, Marie-Pierre Rey, Antonella Salomoni, Jutta Scherrer, Alesandro Stanziani, Piotr Stegny, Norman Stone, Alexandre Tchouïbarian, Antonello Venturi, Nicolas Werth, Piotr Zaborov.

La collection « Mondes russes et est-européens. États, Sociétés, Nations » est consacrée à l'histoire de la Russie et de l'URSS, ainsi que des autres pays d'Europe centrale et orientale, à l'époque moderne et contemporaine, jusqu'au temps présent. Elle répond à une situation nouvelle qui a modifié en profondeur le travail de l'historien de cette aire. L'ouverture de fonds d'archives qui, encore récemment, étaient fermés, voire ignorés, l'accès facilité de ces pays, dont certains ont rejoint la Communauté européenne conduit l'historien à se poser des questions nouvelles sur leur passé. Les thèmes de recherche dont on commence seulement à entrevoir la richesse se multiplient ainsi, de sorte que, peu à peu, se précisent les contours d'une histoire qui n'est connue encore qu'en pointillé. Issue de ces situations nouvelles et favorables, sur le plan intellectuel comme sur le plan documentaire, la collection est en grande partie le fruit d'une collaboration avec les chercheurs des pays d'Europe centrale et orientale. Elle comprend aussi bien des monographies que des recueils de documents d'archives inédits et des ouvrages collectifs.

Larissa Zakharova

S’habiller à la soviétique

La mode et le Dégel en URSS

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Légendes des illustrations de la couverture

Page 1

Odežda i byt, 1961, n° 1, pp. 12-13.

Page 2

Les trois photos de gauche représentent des vêtements de travail (*Žurnal mod*, 1957, n° 2, p. 8), de haut en bas création des artistes de Tchécoslovaquie, du GOUM et de la Maison des modèles de l'URSS ; à droite créations des artistes de la Maison des modèles de l'URSS, de haut en bas, robe du soir (*ibid.*, n° 3, p. 23) et robe accessoirisée (*ibid.* n° 4, p. 14).

Page 3

De gauche à droite et de bas en haut : Minsk, 1964 ; le GOUM, 1964 ; plage de Novorossisk, 1964 ; boutique sur la route de Toula, 1956 ; le GOUM, 1964 (toutes archives Jacques Dupâquier reproduites avec l'autorisation de l'auteur).

Page 4

Tailleur créé par les artistes de la Maison des modèles de l'URSS, *Žurnal mod*, 1957, n° 1, p. 12.

Sommaire

Liste des abréviations.....	7
Introduction.....	9

PREMIÈRE PARTIE

Conception de la mode soviétique

Chapitre 1. La mode « dite » : débats entre professionnels et dilettantes...	25
Chapitre 2. Gestion et fonctionnement du système de production vestimentaire	73

DEUXIÈME PARTIE

Transferts des pratiques vestimentaires occidentales en URSS

Chapitre 3. Canaux officiels des transferts économiques et culturels : milieux composites et logiques croisées.....	135
Chapitre 4. Les canaux informels des transferts de la mode occidentale en URSS.....	197

TROISIÈME PARTIE

Tactiques d'acquisition de vêtements et cultures de consommation

Chapitre 5. Les tactiques légales et illégales d'acquisition de vêtements...	255
Chapitre 6. Les cultures de consommation	321
Conclusion.....	369
Annexes.....	375
Sources et bibliographie.....	381
Remerciements	403

Introduction

En juin 1959, à l'occasion des présentations publiques de la nouvelle collection Dior à Moscou, le directeur de la Maison Dior, Jacques Rouët, rend visite à la Maison des modèles de vêtements (MdM¹). Il assiste aux présentations des mannequins soviétiques dont il dit qu'elles sont « de très belles filles qui se déplacent remarquablement² ». Mais il est surpris de les voir coiffées d'un chapeau-cloche qui ressemble à l'un des modèles de la collection Dior³. Au premier regard, ces événements peuvent paraître surprenants. En effet, que signifie l'existence d'une institution qui élabore des tendances de la mode et crée des modèles de vêtements, alors que manquent les articles vestimentaires de première nécessité ? En outre, comment comprendre la présence de Dior en URSS, qui y expose ses collections ?

Pendant longtemps, il paraissait absurde de parler de mode vestimentaire en Union soviétique, dont l'économie planifiée était marquée par la pénurie permanente des biens de consommation et où la société était voulue égalitaire. Pourtant, des revues de mode y existaient bel et bien et délivraient d'un ton didactique des conseils sur les manières de s'habiller à la mode et avec bon goût, accompagnés d'illustrations et de patrons pour la couture, élaborés par les créateurs soviétiques. Ces publications critiquaient la mode bourgeoise « baroque », « inutile », « qui passe d'un extrême à l'autre », en même temps qu'elles vantaient les avantages de la mode socialiste, « rationnelle », « fonctionnelle » et « d'une simplicité élégante ». Dès la fin des années 1940, ces textes alternaient avec des critiques violentes à l'endroit des jeunes gens désignés comme *stiliagui*⁴ (appellation péjorative formée à partir du mot russe *stil*, « style »), accusés de transgresser les normes de représentation et de comportement.

Pourquoi les modèles de vêtements présentés dans la presse ne faisaient-ils pas partie de l'offre des magasins d'État ? À quoi servait cette rhétorique de la mode si la distinction était prohibée en URSS et si l'appareil productif n'assurait pas l'approvisionnement des consommateurs en biens de première nécessité ? Pourquoi une mode était-elle promue, tandis qu'une autre, celle des *stiliagui*, était critiquée ? Comment expliquer la contradiction entre, d'un côté, le discours critique à l'égard de la mode occidentale et, de l'autre, l'invitation de la Maison Dior à Moscou et la similitude des tendances de mode française et soviétique ? Quelles réalités se cachent derrière le phénomène de la mode soviétique ? Ce livre vise à apporter des réponses à toutes ces questions.

LA MODE EN RUSSIE IMPÉRIALE ET EN URSS AVANT 1953

L'événement majeur de l'histoire de la mode en Russie impériale est le décret de Pierre le Grand ordonnant à la noblesse russe de s'habiller à la manière occidentale. Les hommes sont obligés d'abandonner les caftans et les femmes voient leurs épaules se dénuder. L'influence de la mode européenne commence alors à s'étendre sur la Russie, suscitant le développement du commerce de vêtements. À Moscou, la plupart des boutiques de mode sont concentrées autour des rues Tverskaïa et Kouznetski Most. Un quartier de mode y apparaît. L'essentiel des investissements provient de l'étranger, notamment de France. Ces boutiques de mode européenne coexistent paisiblement avec les marchés traditionnels russes. Deux types de commerce correspondent donc à la différenciation sociale de la clientèle, car la mode française n'est accessible qu'aux couches les plus aisées de la société⁵.

Au XIX^e siècle, le discours sur la mode et la consommation s'agence autour de trois grandes oppositions : homme/femme, Russie/Occident, ville/campagne. Les boutiques sont associées à la modernisation et à l'occidentalisation du commerce russe, tandis que les kiosques des marchands (*lavki*) sont considérés comme l'incarnation de la tradition commerciale, avec les pratiques spécifiques de marchandage et de négociation à la russe. Les consommateurs qui s'habillent à la mode cherchent à la fois à paraître Européens et à se distinguer des ruraux considérés comme « arriérés ». Les femmes se renseignent sur les nouveautés grâce à la presse de mode qui se développe en Russie. Beaucoup de périodiques, telles que *Niva* (« Le Champ »), *Vsemirnaja ilustracija* (« L'Illustration mondiale ») ou encore *Ženskoe delo* (« L'Affaire des femmes »), ont des suppléments qui reproduisent les dernières tendances. Ainsi, le supplément de *Niva*, *Parižskie mody* (« Les Modes parisiennes »), propose des patrons qui permettent de coudre des vêtements à la maison⁶.

Au lendemain de la révolution d'Octobre, le secteur du vêtement est l'apanage des artisans et la proportion des vêtements produits industriellement n'excède pas 3 % du total de la confection, entre autres à cause de la baisse de la production due à la Première Guerre mondiale. Le contexte de la guerre civile (1918-1920) couplé avec les idéaux ascétiques défendus par les bolcheviks, ne favorise pas le développement de l'industrie vestimentaire. Au début des années 1920, la production des vêtements et des textiles chute brusquement, provoquant une pénurie inédite dans l'approvisionnement de la population⁷.

Dans les années 1920, la mode est associée au style de vie des « nepmen » ou des petits bourgeois (*mechtchané*). Le terme même de « mode » est concurrencé par des tournures du type « l'art de s'habiller ». Les filles qui appartiennent aux Jeunesses communistes (le Komsomol) ne doivent pas s'intéresser à la bonne manière de s'habiller ; elles sont censées aimer plutôt

la lecture que la mode⁸. Le maquillage ou le port de la cravate est critiqué en tant qu'il caractérise l'individualisme, opposé au collectivisme. Ces pratiques corporelles et vestimentaires sont désapprouvées parce qu'elles soulignent les inégalités implicites entre ceux qui peuvent porter des bracelets en or et ceux qui n'ont pas grand-chose à porter⁹. L'attitude négative envers la mode fait partie intégrante du processus général d'émancipation des femmes. Cette tendance peut conduire à une apparence négligée. Mais cette austérité suscite à son tour des critiques, comme celles du commissaire de la Santé, Nikolai Semachko, qui souligne la différence de nature et de fonctions sociales de la femme par rapport à l'homme¹⁰. Finalement, pour éviter toute outrance, le consensus s'est établi autour d'un «habillement propre et attractif, mais pas luxueux pour ne pas se distinguer des larges masses des travailleurs¹¹».

Les premières revues de mode soviétiques sont aussi apparues sous la NEP (la Nouvelle Politique économique, 1921-1927), alors qu'il est de nouveau possible d'accéder à la mode parisienne par certains magazines français en vente en URSS. En 1922 paraît *Novosti mod. Hudožestvennyj ežemesjačnyj žurnal poslednih parižskih mod* («Les nouvelles de la mode. Revue d'art mensuelle des dernières tendances parisiennes»); en 1923, *Poslednie mody. Žurnal dlja ženščin* («Les dernières tendances de mode. Magazine pour femmes»); et en 1924, *Mody* («La Mode»). Ces magazines soviétiques proposent des robes chères et luxueuses destinées aux femmes de «nepmen». En 1923, un nouveau magazine, *Atel'e* («L'Atelier»), est publié par l'ancêtre de la MdM, l'Atelier de la mode, créé la même année. Le comité de rédaction est composé d'artistes, de critiques d'art et de poètes célèbres dont beaucoup de femmes: Boris Koustodiev, Igor Grabar, Vera Moukhina, Kouzma Petrov-Vodkine, Evguenia Pribylskaïa, Nadejda Lamanova, Aleksandra Ekster, Anna Akhmatova, Olga Forch ou Marietta Chaguinian. Les illustrations présentent des robes créées par les couturières et artistes avant-gardistes Lamanova, Ekster, Pribylskaïa, Moukhina. Il y a un grand décalage entre le contenu des articles et les illustrations. Les articles appellent les artistes à créer des vêtements susceptibles d'être reproduits à grande échelle pour les travailleurs. Mais les illustrations montrent des robes chères que l'industrie soviétique ne peut pas produire. Cette revue ne dure qu'un an en raison de son élitisme¹².

Ses fonctions sont alors assurées par les journaux *Iskusstvo* («L'Art») et *Krasnaja niva* («Le Champ rouge»). Ces éditions commencent à formuler le concept de «mode soviétique», qui apparaît pour la première fois dans l'album *Iskusstvo v bytu* («L'Art dans la vie quotidienne») publié par Lamanova en collaboration avec Moukhina en 1925. Cet ouvrage est destiné aux femmes qui cousent leurs vêtements elles-mêmes; il leur propose des modèles et des patrons de vêtements qui peuvent être portés à la maison, dans la rue et au travail. En 1928, un nouveau magazine de mode apparaît, *Iskusstvo odevat'sja* («L'Art de s'habiller»), dont le titre traduit la thématique: la place de la mode dans la société socialiste et l'attitude à adopter à son égard. Le

premier numéro de la revue est inauguré par un article du commissaire du peuple à l'Instruction, Anatoli Lounatcharski, qui se demande si le moment de penser à l'art de se vêtir est venu. Le même numéro propose cinq réponses à Lounatcharski, toutes en faveur des vêtements fonctionnels et confortables, Semachko insistant sur le costume hygiénique inspiré des vêtements paysans russes. *Iskusstvo odevat'sja* est aussi la première revue à présenter des vêtements pour enfants qui sont dans la plupart des cas des copies des vêtements d'adultes, sans référence aux noms des auteurs. Ces modèles ressemblent beaucoup aux propositions des magazines de mode français. Cette revue n'est éditée que pendant un an, jusqu'en 1929 où elle est fermée pour avoir publié un nombre trop élevé de modèles occidentaux¹³.

L'arrêt de cette publication correspond à une nouvelle page dans l'histoire des pratiques vestimentaires en URSS. Après une relative amélioration de la situation durant la NEP, grâce à la renaissance des activités des couturiers privés, la grave pénurie du vêtement est de retour pendant le premier plan quinquennal (1929-1932). Avant guerre, les produits alimentaires absorbent la majorité du revenu des ouvriers – plus de 50 %. En 1932-1933, les familles ouvrières achètent en moyenne neuf mètres de tissus en coton par personne, ce qui permet de coudre deux robes d'été et deux ou trois chemises par an. Les tissus en laine sont pratiquement absents : quarante centimètres par an et par personne. En ce qui concerne les chaussures en cuir, les membres d'une famille ouvrière en achètent moins d'une paire par an et par personne en moyenne (0,9). Les caoutchoucs sont renouvelés tous les deux ans¹⁴.

Le marché de la revente des vêtements d'occasion devient une tactique de survie pour beaucoup de Soviétiques. En 1932, la vente de biens d'occasion est autorisée au marché, contre une taxe quotidienne de 20 kopecks¹⁵. Cependant, la revente des produits neufs à un prix supérieur au prix d'achat est interdite et qualifiée de spéculation. La résolution du 22 août 1932 prévoit, pour la spéculation, une peine de cinq à dix ans de camps sans possibilité d'amnistie. Mais la sévérité de la punition nuit à la lutte contre la spéculation, les tribunaux n'osant pas appliquer des peines si lourdes aux petits spéculateurs qui inondent les marchés. Aussi s'en sortent-ils avec de légères amendes. En 1934, le NKVD demande d'instituer une peine administrative pour les petits spéculateurs sous la forme d'amende de cinq cents roubles ou de trois mois de travaux forcés avec confiscation des biens. Mais la loi de 1932 garde toute sa force pour les grands spéculateurs¹⁶. En août 1934, une commission gouvernementale pour la lutte contre la spéculation est créée. Les forces du NKVD, de l'inspection des finances, de la milice sont mobilisées à cette occasion. La milice étudie alors 10 000 cas de spéculation par mois, sans compter la grande spéculation laissée à la charge de la direction économique de l'OGPOU. Pendant la première moitié de l'année 1934, 58 000 personnes sont accusées de spéculation ; en 1935 leur nombre est de 105 000 individus. Le Politburo exige l'organisation de procès exemplaires où les accusés sont

condamnés à être fusillés. Cependant, ces mesures ne contribuent pas à la réduction de la spéculation¹⁷. En mars 1936, un nouveau corpus législatif précise que la vente des produits neufs à des prix supérieurs à ceux d'État est punie d'au moins cinq ans de prison. Néanmoins, à la fin des années trente, les revendeurs circulent toujours dans les marchés où ils offrent des articles achetés dans les magasins. En août 1940, un décret est adopté sur la liquidation du commerce de main à main des produits industriels dans les marchés de Moscou¹⁸. Cependant, ces actes juridiques ne donnent pas les résultats attendus, le revendeur restant une figure incontournable du marché, contrairement à l'artisan qui est voué à disparaître à partir de la fin de la NEP (1928-1929).

Lors du XVII^e Congrès du Parti en 1934, il est prévu de « liquider définitivement les artisans indépendants », classés depuis peu dans la catégorie des « éléments capitalistes ». À la fin de l'année 1935, le gouvernement interdit d'accorder les licences pour activités artisanales à ceux qui produisent, à partir de leurs propres matières premières, des biens de consommation destinés à la vente au marché. Seule l'exécution des commandes de tissus apportés par les clients, en dehors des heures officielles du travail et avec une autorisation écrite du directeur de l'établissement où l'artisan est employé, reste légale¹⁹. Mais dès mars 1936, la production de vêtements et de chaussures en cuir par les artisans est complètement prohibée²⁰. Les règles d'enregistrement des artisans non membres de coopératives, ratifiées par une résolution du Conseil des ministres de l'URSS le 30 juin 1949, interdisent définitivement la production de vêtements, de sous-vêtements, de jersey, de couvre-chefs et de chaussures en matériaux appartenant aux artisans, pour la vente au marché et sur commandes individuelles²¹.

Malgré cet assaut contre le secteur privé, le changement décisif des autorités envers les biens de consommation a lieu au milieu des années 1930. Même si la pénurie reste chronique à cause de la médiocrité des investissements dans l'industrie légère, le pouvoir réhabilite, légitime et démocratise la sphère de la consommation et reconnaît le citoyen soviétique en tant que consommateur. Pour lever la contradiction, la pénurie est présentée comme un signe de prospérité, d'accroissement du pouvoir d'achat de la population²². Ce tournant est motivé par des raisons politiques. Après la déclaration sur l'achèvement de la construction du socialisme en 1934, Staline et son entourage rejettent les normes austères de la vie quotidienne en faveur de la consommation et de la prospérité, pensées comme un acquis du socialisme²³. Commence alors la campagne de lutte pour la *koultournost* (du mot russe *koultournyï*, « éduqué ») liée à la volonté de « civiliser » les Soviétiques. La *koultournost* à la soviétique dépasse largement dans sa signification la notion de capital culturel, puisqu'elle ne se réduit pas à des connaissances dans le domaine des arts ou de la littérature. La *koultournost* a une forte dimension hygiénique (l'aspect propre, l'apparence soignée). Elle comprend également les bonnes manières (gestes, expressions verbales, etc.), le bon goût,

le sens esthétique, etc.²⁴. La création de la première MdM à Moscou en 1934 apparaît comme le signe d'un changement de jalons, les prémices de la lutte pour la *koultournost* qui légitime de nouveau la mode.

En 1944, plusieurs institutions coordinatrices de la production et de la distribution vestimentaire sont fondées, parmi lesquelles un établissement intermédiaire entre la science et l'industrie, le Cabinet central de la gamme des produits de consommation (*Tsentralnyi' assortimentnyi' kabinet*) créé le 10 juin 1944 et attaché au ministère de l'Industrie textile de l'URSS. En mars 1958, le Cabinet est rebaptisé Institut de la gamme des produits de l'industrie légère et de la culture des vêtements (*Vsessoiouznyi' institout assortimenta izdeli' legkoï promyšlennosti i koultoury odejdy, VIALEGPROM*). Cette instance juge de la qualité et de l'avenir réel des expérimentations des Instituts de recherches scientifiques travaillant pour l'industrie de consommation, tel l'Institut central de la recherche sur la soie ou encore l'Institut central de l'information scientifique et technique de l'industrie légère. Les tâches principales de l'Institut portent sur l'étude de la gamme des produits fabriqués par les entreprises de l'industrie légère soviétique, sur la sélection des meilleurs modèles et sur la rédaction des recommandations pour leur introduction dans la production de masse. L'Institut doit aussi élaborer et déterminer les nouvelles orientations de la mode.

La décision d'institutionnaliser le système de production de vêtements en 1944, alors que la guerre n'est pas encore achevée, s'explique par plusieurs raisons. D'une part, un système fortement hiérarchisé et centralisé permet une meilleure gestion en situation de pénurie. D'autre part, le gouvernement entend montrer à la population, éprouvée par l'effort de guerre, qu'il se préoccupe de ses conditions matérielles²⁵. Enfin, cette mesure doit permettre d'enrayer l'infiltration des styles vestimentaires d'origine étrangère. En effet, pendant la guerre, des milliers des Soviétiques ont vu pour la première fois de leurs propres yeux le niveau de vie dans les pays capitalistes et comparé les réalités des deux systèmes par eux-mêmes, sans le prisme de la propagande²⁶. Les *stiliagui* apparaissent au lendemain de la guerre, en conséquence de la rencontre avec le monde occidental. La centralisation du système de la production vestimentaire relève donc de l'aspiration à un meilleur contrôle, à une réglementation de l'aspect extérieur des Soviétiques et à une domination de la mode socialiste.

En 1949, la MdM de Moscou est transformée en MdM de vêtements de toute l'Union. Elle devient le maillon central du réseau entier d'institutions similaires, apparues dans les capitales des Républiques soviétiques et dans quelques grandes villes de Russie. De 1960 à 1962, de nouvelles Maisons des modèles doivent encore être fondées à Barnaoul, à Kemerovo, à Kouïbychev, à Oufa, à Khabarovsk dans la République de Russie ; à Dniepropetrovsk, Odessa et Stalino en Ukraine ; à Stalinabad au Tadjikistan ; à Erevan en Arménie ; et à Achkhabad au Turkménistan. En 1962, il existe déjà dix-sept MdM dans la République de Russie et trente-six dans toute l'URSS²⁷.

Les réunions périodiques des créateurs à Moscou et les comptes rendus annuels de leurs activités rendent ce système transparent aux dirigeants de tous les niveaux et garantissent l'uniformité des tendances de la mode dans les différentes régions de l'URSS.

HISTORIOGRAPHIE DE LA MODE SOVIÉTIQUE

Les historiens commencent à étudier les pratiques vestimentaires des Soviétiques dans les années 1990, portés par la vague d'intérêt pour l'histoire du quotidien. L'accès aux archives favorise un changement de paradigme historiographique des recherches consacrées à l'URSS. Si en Occident les chercheurs s'efforcent de dépasser l'opposition entre l'histoire du quotidien et la grande histoire événementielle, en observant le quotidien en lien direct avec des sphères d'action économique et politique de l'État²⁸, les premiers travaux en Russie sont plutôt des descriptions formelles et statiques des manières de vivre, des énumérations d'actes routiniers où domine le répétitif. Certains historiens décrivent l'apparence des citoyens (des Leningradois en occurrence) dans un contexte où, à la suite de la révolution de 1917, les normes sont bousculées. Ils considèrent les vêtements en tant que symboles indiquant le positionnement de leurs propriétaires dans la nouvelle hiérarchie sociale²⁹. Cette manière d'écrire l'histoire « d'en bas » les pousse à négliger tout l'aspect institutionnel, lié à l'élaboration des modèles de vêtements, aux politiques dans le domaine de la production et de la distribution des biens vestimentaires.

Le fossé qui s'est creusé dans l'historiographie entre l'histoire « d'en haut » et celle « d'en bas » fait que les travaux consacrés à la création de la mode en URSS n'abordent pas, quant à eux, les pratiques vestimentaires des Soviétiques ordinaires³⁰. Ce sont des historiens américains, avant tout Sheila Fitzpatrick et ses élèves, qui analysent à la fois les deux aspects : d'un côté, les politiques sociales et économiques régissant les conditions de vie des Soviétiques sous Staline, et de l'autre, les tactiques de survie déployées par les individus en réponse à ces politiques, y compris dans le domaine d'acquisition des vêtements et des chaussures³¹. Cette approche l'emporte progressivement et les travaux consacrés à la politique dans le domaine de la consommation et aux pratiques vestimentaires en URSS se multiplient, éclairant tantôt les fluctuations dans l'attitude envers la mode d'une décennie à l'autre, tantôt les pratiques vestimentaires des jeunes en rapport avec ces attitudes changeantes, ou encore les tentatives de créer des produits de consommation de luxe spécifiquement soviétiques³².

Parallèlement, des études sur ce sujet sont menées pour les pays de l'Europe centrale et orientale³³. Djurdja Bartlett a examiné la mode dans la Russie soviétique dès 1917 et dans toute l'Europe socialiste de l'après-guerre

jusqu'à la fin des années 1980. L'analyse d'un phénomène social aussi complexe que la mode, essentiellement à partir des revues, l'a amenée à la conclusion que la mode socialiste n'était rien de plus qu'un discours ayant peu à voir avec la réalité³⁴. L'ouvrage de Judd Stitzel dédié à la mode en Allemagne de l'Est, le plus exhaustif, traite de toutes les facettes du phénomène : le discours sur la mode et la consommation vestimentaire sous le socialisme, la création des modèles, la production et la distribution des habits, ainsi que les tactiques d'approvisionnement en vêtements dans un contexte de pénurie. Jusqu'à présent, aucun travail de cette envergure n'a été effectué sur la mode soviétique pour l'ensemble de la période d'existence du régime³⁵. Une grande partie de l'historiographie de la mode en URSS concerne essentiellement les années vingt et trente. En effet, la période de l'entre-deux-guerres a fait l'objet d'une attention soutenue de la part des chercheurs ces vingt dernières années, renouvelant ainsi en profondeur la manière de comprendre les dynamiques qui l'ont traversée. En ce qui concerne la période dite du Dégel qui suit la mort de Staline (1953) et s'étend à l'éviction de Nikita Khrouchtchev (1964), elle n'a été que récemment, depuis le début des années 2000, investie par les historiens. Ceux-ci s'intéressent de plus en plus aux relations entre les dynamiques politiques et les transformations sociales, aux formes de contrôle et à leurs conséquences au niveau local. L'accent est mis sur une approche complexe des organisations politiques et sociales qui interagissent pour déterminer une activité et une décision, approche qui privilégie une étude fine des acteurs qui y participent³⁶.

LE DÉGEL EN UNION SOVIÉTIQUE

Pendant la période du Dégel, le système soviétique subit des transformations à la suite du changement des rapports de forces politiques à l'intérieur du pays et sur la scène internationale. La prétention de rompre avec les «abus des années précédentes» engendre la déstalinisation et conduit à la formulation d'un nouveau paradigme politique qui redéfinit les fondements théoriques du socialisme au nom du retour aux normes léninistes. La vision nouvelle des relations avec le monde extérieur se forme à partir de deux principes. Le premier est fondé sur l'idée de la coexistence pacifique avec les pays capitalistes, ce qui permet d'intensifier les contacts et les échanges avec eux. Le deuxième est celui de la compétition entre deux systèmes politiques. D'une part, cette vision oriente les tentatives d'élargissement de la zone d'influence de l'URSS sur la scène internationale et de conversion des pays du Tiers Monde au socialisme tout en reconnaissant des voies spécifiques de sa formation. D'autre part, la compétition avec les pays capitalistes dynamise le projet de réformes censé rehausser le prestige du socialisme, qui a été

fortement endommagé par la déstalinisation. Le programme de la construction du communisme adopté lors du XXII^e Congrès du PC de l'URSS en 1961 devient la quintessence de ce mouvement réformiste qui tâche de modeler la société du futur.

L'évolution de la mode et de l'industrie du vêtement constitue alors un point d'observation privilégié des profondes mutations que connaît la société soviétique après l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev. Le programme de réformes censé élever le niveau de vie, l'ouverture de la société soviétique vers l'extérieur ainsi que la compétition entre les deux blocs changent le paysage social en URSS selon des modalités que rendent visibles les pratiques vestimentaires. De la sorte, ce livre vise à évaluer l'impact de la conjoncture politique et économique sur la société soviétique et la vie quotidienne à travers différents registres : politique, social, culturel et économique. Pour y parvenir, il reconstitue le système complet de la mode soviétique, à savoir la conception, la production, la distribution, la consommation d'articles vestimentaires, les transferts en provenance de l'Occident, ainsi que les représentations verbales et iconographiques de la mode.

SOURCES SUR LA MODE SOVIÉTIQUE

Des sources très diverses aident à découvrir la mode en URSS sous toutes ses facettes. Puisqu'il s'agit d'un système politique qui entend organiser la vie de ses sujets de façon autoritaire, il est impossible de considérer la mode en dehors du politique. L'État-Parti tient à contrôler et à réglementer toutes les sphères de la vie quotidienne, y compris les pratiques vestimentaires. Une telle réglementation s'effectue par le biais de dispositions et d'une rhétorique qui contient des prescriptions strictes dans le domaine de la mode et de la consommation. Les résolutions du Comité Central du PCUS et du gouvernement, la presse générale et spécialisée (des revues de mode et des magazines pour femmes), les publications des créateurs et des économistes imposent les normes dans l'apparence et dans la consommation. Elles définissent ainsi la place de la mode dans la société soviétique et dans l'économie planifiée.

Les archives des MdM permettent d'entrevoir le travail des créateurs soviétiques. Elles contiennent la documentation relative à l'exécution des directives des autorités centrales et locales, des comptes rendus des réunions du conseil artistique chargé du choix des modèles pour la production, des rapports annuels d'activité, de l'accomplissement du plan, des originaux des croquis de modèles créés et introduits dans la production de masse dans les fabriques attachées aux Maisons. Le fonds de la MdM centrale, ainsi que les archives du CC du PCUS (RGANI) conservent des matériaux sur les voyages des créateurs soviétiques en Europe.

Ces missions des spécialistes font partie des canaux de transfert des technologies industrielles, des méthodes et des tendances de la mode occidentale vers l'URSS. Les documents produits par des organismes qui supervisent ces transferts aident à découvrir l'influence occidentale sur la mode soviétique institutionnelle. Du côté soviétique, il s'agit des fonds du Comité d'État pour la Science et la Technique (GNTK), de la Chambre de commerce de l'URSS et du ministère du Commerce extérieur. Du côté français, ces documents proviennent des archives des Ministères des Affaires étrangères, de l'Économie et des Finances, ainsi que de la Maison Christian Dior.

Les archives institutionnelles sont aussi utiles pour reconstituer les transferts informels des pratiques et des biens vestimentaires de l'Occident vers l'URSS. Les matériaux de la Commission pour les départs à l'étranger du CC du Parti, du Komsomol et des organes judiciaires, ainsi que les rapports du ministère de l'Intérieur conservés dans le dossier secret de Khrouchtchev (*Osobaïa papka*) aux Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), révèlent les moyens de répression des agents des transferts et de leurs clients. Tout ce qui échappe au contrôle officiel reste dans les sources personnelles, notamment dans les mémoires.

Les mémoires sont également précieux pour découvrir la palette des tactiques que les Soviétiques ordinaires utilisent pour contourner la pénurie. Les manuels de coupe et de couture, les archives du réseau commercial, des ateliers de couture sur mesure et de la Direction de la Statistiques montrent les efforts déployés par les dirigeants pour approvisionner la population en vêtements. En revanche, les dossiers judiciaires des revendeurs et des couturiers clandestins issus des fonds des tribunaux et du Parquet indiquent, quant à eux, les raisons pour lesquelles les individus ne pouvaient pas se satisfaire des moyens légaux d'acquisition des biens de consommation. Les enquêtes individuelles sur les budgets des ménages, ainsi que les sources orales (des entretiens avec les consommateurs des années 1950-1960) renseignent sur les disparités dans les modèles de consommation de milieux différents et donc sur les dynamiques sociales.

STRUCTURE DE L'OUVRAGE

Ce livre est composé de six chapitres organisés autour de trois axes. La première partie porte sur la conception de la mode soviétique. Elle commence par l'analyse des débats publics menés au cours de la période du Dégel sur la légitimité de l'existence de la mode, considérée comme un phénomène bourgeois, dans une société socialiste. Le deuxième chapitre est consacré à l'application du concept de mode socialiste par les organismes qui font partie du système de production et de distribution vestimentaire, notamment à travers une étude de cas consacrée à la MdM de Leningrad.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur les canaux de transfert officiels et informels des biens et des pratiques vestimentaires en URSS. Le troisième chapitre est consacré aux transferts officiels : les importations d'équipements pour l'industrie de production vestimentaire, de textile et de vêtements ; les missions des spécialistes soviétiques à l'étranger ; les expositions étrangères en URSS avec les défilés de mode. Quant au quatrième chapitre, il concerne les canaux informels de transferts des biens et des pratiques vestimentaires : les missions professionnelles et les voyages touristiques à l'étranger, les films occidentaux censurés, la présence de touristes étrangers en URSS et la contrebande.

La dernière partie porte sur les tactiques d'acquisition de vêtements et les cultures de consommation, autrement dit, sur les expériences et les pratiques individuelles et les manières dont celles-ci s'inscrivent dans des modèles de comportements collectifs. Le cinquième chapitre présente un éventail des tactiques de consommation liées aux modes de production légaux et illégaux. Le livre se termine par un tableau des cultures de consommation qui se constituent à partir de la combinaison des tactiques d'acquisition de vêtements.

Notes

1. En russe : *Dom modelei' odejdy*. Les artistes du vêtement s'appellent en russe : *khoudojnik-modelier*. Le dictionnaire russe-français de L. V. Ščerba et M. I. Matusievič propose comme traduction le mot « modéliste ». Pour éviter toute confusion avec le modélisme d'avion et de voiture, ils seront ici nommés, à la manière occidentale, « créateurs de mode », « artistes » ou « couturiers ».

2. Centre des Archives diplomatiques à Nantes. Fonds : Ambassade de France à Moscou. Série B, carton 271 « Opérations commerciales privées (URSS-France) 1951-1964 ». Deux télégrammes sans dates : de M. Rouët à l'Ambassade de France et du conseiller commercial de l'Ambassade à M. Rouët.

3. *Jours de France*, samedi 27 juin 1959, n° 241, p. 31.

4. Le dictionnaire russe-français de L. B. Ščerba et M. I. Matusievič propose de traduire le mot « stiliaga » par « zazou ». Je discute plus loin de la légitimité de l'égalisation de ces deux phénomènes. La mode zazou est apparue en France sous l'occupation et est portée par des jeunes dépolitisés qui ne se souciaient pas du devoir civique imposant une manière de se vêtir. Les zazous refusaient de respecter les restrictions en matière de tissus et de cuir, portant des pantalons larges et des chaussures aux épaisses semelles en cuir. Ils lançaient un défi à la morale ascétique de leurs compatriotes par leur mode de vie festif au mépris de la situation. (Patrice Bollon, *Morale du masque. Merveilleux, Zazous, Dandys, Punks, etc.*, Paris, Seuil, 1990, pp. 117-118 ; Dominique Veillon, *La Mode sous l'Occupation : débrouillardise et coquetterie dans la France en guerre, 1939-1945*, Paris, Payot, 1990.) Après la Seconde Guerre mondiale, un style semblable s'est répandu en URSS auprès des jeunes qui voulaient se distinguer par des vêtements à la coupe originale et aux couleurs bariolées. Ils écoutaient de la musique occidentale censurée (du jazz initialement) et dansaient à la manière « occidentale ». Leur surnom « stiliagui », terme péjoratif formé à partir du mot style, a été popularisé par la publication en 1949 d'un

feuilleton sur les adhérents de cette mode stigmatisés comme « parasites » sociaux. La mode des « *stiliagui* » évolue au début des années 1950 : les pantalons extrêmement étroits sont préférés au pantalon large d'après-guerre.

5. Christine Ruane, « Clothes Shopping in Imperial Russia : The Development of a Consumer Culture », *Journal of Social History*, vol. 28, 4, été 1995, pp. 765-782.

6. *Idem.*

7. Tatiana Strijenova, *La Mode en Union soviétique. 1917-1945. (Soviet Costume and Textiles)*, Paris, Flammarion, 1991, pp. 9, 37 ; Elena Osokina, *Za fasadom « stalinskogo izobilija »*. *Raspredelenie i rynek v snabženii naselenija v gody industrializacii, 1927-1941*, Moscou, Rosspen, 1998, p. 39 ; N. B. Lebina, *Povsednevnaia žizn' sovetskogo goroda : normy i anomalii. 1920-1930 gody*, Saint-Petersbourg, Kikimora, 1999, pp. 209-211 ; Julie Hessler, *A Social History of Soviet Trade. Trade Policy, Retail Practices, and Consumption, 1917-1953*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2004, p. 123.

8. Anne E. Gorsuch, « “A Woman is not a Man” : The Culture of Gender and Generation in Soviet Russia, 1921-1928 », *Slavic Review*, 55, 3, automne 1996, p. 656.

9. Anne E. Gorsuch, « NEP be damned ! Young Militants in the 1920s and the Culture of Civil War », *The Russian Review*, 56, octobre 1997, pp. 576-577.

10. *Ibid.*, p. 658.

11. A. Stratonickij, *Voprosy byta v Komsomole*, Leningrad, 1926, p. 19, cité par Anne E. Gorsuch, « NEP be damned ! », p. 577.

12. Tatiana Strijenova, *La mode en Union soviétique...*, *op. cit.*, pp. 59-67 ; Djurdja Bartlett, *Fashion East. The Spectre that Haunted Socialism*, Cambridge, London, the MIT Press, 2010, pp. 26-29.

13. *Ibid.*, pp. 67-211.

14. Elena Osokina, *op. cit.*, p. 124.

15. Julie Hessler, *A Social History of Soviet Trade*, *op. cit.*, p. 259.

16. Elena Osokina, *op. cit.*, p. 153.

17. *Ibid.*, p. 147.

18. *Ibid.*, pp. 263, 267.

19. Elena Osokina, *op. cit.*, p. 153.

20. Julie Hessler, *A Social History of Soviet Trade*, *op. cit.*, p. 262.

21. LOGAV, f. 4380 « Parquet de Leningrad », op. 3, d. 411 « Dossier de requête de pourvoi en révision de l'affaire de Gurevič Abel Genrihovič, de Rivlin Abram Natanovič et de Raduškevič Lev Izrailevič selon les articles 107 et 99 du Code pénal de la RSFSR. 7.3.-13.5.57 », ll. 31-32.

22. Julie Hessler, *A Social History of Soviet Trade...*, *op. cit.*, p. 308.

23. David L. Hoffmann, *Stalinist Values. The Cultural Norms of Soviet Modernity (1917-1941)*, Ithaca, Londres, Cornell University Press, 2003, pp. 10, 134-135 ; Julie Hessler « Cultures trade. The stalinist turn towards consumerism », Sheila Fitzpatrick (éd.), *Stalinism. New Directions*, Londres, New York, Routledge, 2000, p. 96 ; Julie Hessler, *A Social History of Soviet Trade...*, *op. cit.*, p. 209-210, 212-214.

24. Sheila Fitzpatrick, *Le stalinisme au quotidien. La Russie Soviétique dans les années 30*, Paris, Flammarion, 2002, p. 122.

25. A. V. Pyžikov, *Hruščevskaja ottepel'*, Moscou, Olma-press, 2002, p. 18.

26. *Idem.*

27. RGAE, f. 523, op. 1, d. 111, l. 82; RGANI, f. 5, op. 43, d. 69, l. 102; V. I. Popkov, «Modelirovanie i konstruirovanie odeždy v uslovijah massovogo proizvodstva», *Vnedrenie novyh metodov konstruirovaniya odeždy v massovoe proizvodstvo*, Moscou, 1962, pp. 8, 77.

28. Alfred Schütz, *Le chercheur et le quotidien : phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994; Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994; Michel de Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990; Alf Lüdtke, *Histoire du quotidien*, Éditions de la MSH, 1994.

29. N. B. Lebina, *Povsednevnaia žizn' sovetskogo goroda: normy i anomalii. 1920-1930 gody*, Saint-Petersbourg, Kikimora, 1999, pp. 204-228.

30. Tatiana Strijenova, *La Mode en Union soviétique. 1917-1945. (Soviet Costume and Textiles)*, Paris, Flammarion, 1991.

31. Sheila Fitzpatrick, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*, Paris, Flammarion, 2002 (la première parution en anglais en 1999 chez Oxford University Press); Sheila Fitzpatrick (éd.), *Stalinism. New Directions*, Londres, New York, Routledge, 2000; Julie Hessler, *A Social History of Soviet Trade. Trade Policy, Retail Practices, and Consumption, 1917-1953*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2004.

32. Anne E. Gorsuch, «“A Woman Is Not a Man”», *op. cit.*, pp. 636-660; Anne E. Gorsuch, «NEP be damned!», *op. cit.*, pp. 564-580; Elena Osokina, *Za fasadom «stalinskogo izobilja»*. *Raspredelenie i rynek v snabženii naselenia v gody industrializacii, 1927-1941*, Moscou, Rosspen, 1998; Raisa Kirsanova, «Stiljagi: zapadnaja moda v SSSR 40-50-h godov», *Rodina*, 8, 1998, pp. 72-75; Susan E. Reid, «Cold War in the Kitchen: Gender and the De-Stalinization of Consumer Taste in the Soviet Union under Khrushchev», *Slavic Review*, 61, 2, été 2002, pp. 211-252; Mark Edele, «Strange Young Man in Stalin's Moscow: the Birth and Life of the Stiliagi, 1945-1953», *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 50, 2002 (1), pp. 37-61; N. B. Lebina, A. N. Čistikov, *Obyvatel' i reformy. Kartiny povsednevnoj žizni gorozan*, Saint-Petersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003; Jukka Gronow, *Caviar with Champagne: Common Luxury and the Ideals of the Good Life in Stalin's Russia*, Oxford Berg Publishers, 2003; Kristin Roth-Ey, «Kto na piedestale, a kto v tolpe? Stiljagi i ideja sovetskoj “molodežnoj kul'tury” v epohu “ottepeli”», *NZ*, 36 (4-2004), <http://www.nz-online.ru/index.phtml?aid=25011077>; Sergej Žuravl'ev, Jukka Gronow, «Vlast' mody i sovetskaja vlast': istorija protivostojanija», *Istorik i hudožnik*, 1(7), 2006, pp. 133-147; 3(9), 2006, pp. 100-113; 4(10), 2006, pp. 106-116.

33. Susan E. Reid, David Crowley (éd.), *Style and Socialism. Modernity and Material Culture in Post-War Eastern Europe*, Oxford, New-York, Berg, 2000; Judd Stitzel, *Fashioning Socialism. Clothing, Politics and Consumer Culture in East Germany*, Oxford, New-York, Berg, 2005; Djurdja Bartlett, «Davajte odenem ih v bež: melkoburžuaznyj mirok oficial'nogo socialističeskogo kostjuma», *Teorija mody*, 3, 2007, pp. 187-233; Djurdja Bartlett, *Fashion East. The Spectre that Haunted Socialism*, Cambridge, London, the MIT Press, 2010; Anna Tikhomirova, «“Modno odevat'sja – ešče ne značit byt' sovremennoj!”: socialističeskij proekt “al'ternativnoj sovremenosti” 1960-h godov (na primere žurnala Sibylle)», *Teorija mody*, 3, 2007, pp. 234-250.

34. Djurdja Bartlett, *Fashion East. The Spectre that Haunted Socialism*, Cambridge, London, the MIT Press, 2010, p. 8.

35. Les recherches dans le cadre de la thèse de doctorat dont ce livre est issu ont été menées parallèlement au travail de thèse de Judd Stitzel. Je n'ai accédé aux résultats de sa recherche qu'après la soutenance de ma thèse.

36. La conférence tenue en mai 2005 à l'Université de Californie à Berkeley consacrée au « Dégel : la société et la culture soviétique » a marqué un renouvellement des approches. Voir également, Eléonory Gilburd, Larissa Zakharova (dir.), *Repenser le « Dégel », Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique*, numéro spécial des *Cahiers du monde russe*, 47 (1-2), 2006 ; Polly Jones (éd.), *The Dilemmas of De-Stalinisation. Negotiating cultural and social change in the Khrushchev era*, Londres, Routledge, 2006.

Chapitre 4

Les canaux informels des transferts de la mode occidentale en URSS

Comme toute activité sociale, la mode est un phénomène à la fois holiste et individualiste : l'individu qui suit la mode veut adhérer à un certain groupe de consommateurs de vêtements de même style, mais en même temps il est poussé par l'envie de se distinguer des autres, d'être remarqué. Grâce à sa composante individualiste, c'est un phénomène purement urbain, car la communauté villageoise ne tolère pas les déviances. C'est précisément cet aspect individualiste de la mode, contraire aux valeurs collectivistes de la société soviétique, qui devient un prétexte de remise en question de la légitimité de l'existence de la mode en URSS. Mais puisque les créateurs prouvent l'importance de la mode socialiste pour l'éducation du goût, ils obtiennent le droit d'imposer des normes dans les pratiques vestimentaires. Des divergences avec cette normalité deviennent automatiquement des déviances. Les normes vestimentaires sont appropriées par une partie des consommateurs. Quand, grâce au Dégel, un flux d'images des styles de vie occidentaux arrive en URSS, certains Soviétiques changent leurs repères dans la mode. Ils essayent de contourner la norme officielle et cherchent à obtenir des biens de consommation étrangers.

Les séjours de Soviétiques à l'étranger constituent un des premiers canaux de transfert informel des pratiques vestimentaires occidentales en URSS. La découverte de l'Occident passe également par l'intermédiaire des films et des enregistrements de jazz que les militaires apportent de l'Europe après la guerre en guise de butin. Ces canaux donnent naissance à une mode jeune, celle des *stiliagui*, qui devient une expression de l'adhésion à la culture de consommation alternative. Cependant, les films étrangers achetés par l'URSS dans le cadre des accords bilatéraux permettent d'imiter des modèles conformes au bon goût soviétique. Tout se joue alors autour des critères de l'admissible dans le cinéma occidental.

À la différence de ces canaux indirects, le VI^e Festival Mondial de la Jeunesse et des Etudiants, qui se tient à Moscou en 1957, dévoile à un grand nombre de Soviétiques les pratiques vestimentaires occidentales réelles et contemporaines. La vente de vêtements par les hôtes du Festival met en lumière la forte demande de ces biens au sein de la société, ainsi que les capacités limitées des dirigeants de faire face à ces transactions informelles de grande envergure. Cette expérience devient un précédent pour les années suivantes et forme un mécanisme de transfert des vêtements par le biais des touristes étrangers. La

norme officielle vestimentaire est mise à l'épreuve, et la lutte contre les consommateurs de vêtements étrangers amène au discrédit des orientations du programme khrouchtchévien de satisfaction des besoins des Soviétiques en biens de consommation. La demande en marchandises de production occidentale est contentée non seulement grâce aux étrangers, mais aussi par l'intermédiaire des Soviétiques dont la présence systématique à l'étranger est liée à leurs fonctions professionnelles. Pour s'opposer à ces transferts massifs, l'État définit des normes quantitatives d'importation de produits par des personnes privées, au-delà desquelles le transport est qualifié de contrebande.

Ces multiples canaux d'acquisition de biens étrangers permettent aux Soviétiques issus de milieux sociaux très divers de satisfaire leurs désirs. Les repères dans la mode occidentale et les motivations d'adhésion ou de distinction sont différents chez les utilisateurs de ces canaux. Le comportement et le type de tenue occidentale finalement adoptés déterminent à leur tour les réactions de l'entourage. Enfin, la tolérance ou la poursuite de ces pratiques vestimentaires dépendent non seulement des motivations des consommateurs de ces biens, mais aussi de la position sociale des individus en question.

UN CANAL ÉLITISTE : LES SÉJOURS DES SOVIÉTIQUES À L'ÉTRANGER

Le moment de la grande découverte de la mode occidentale par les Soviétiques est lié à la Deuxième Guerre Mondiale. Les représentations mythiques de l'étranger d'avant-guerre, essentiellement des États-Unis, cèdent la place à d'autres beaucoup plus concrètes, car des millions de Soviétiques, et non seulement des militaires, ont visité l'Occident¹. Des vêtements étrangers font ainsi partie du butin de l'Armée soviétique². L'importance de cette rencontre avec les artefacts de la culture occidentale et de la mode est décisive pour toute une catégorie de consommateurs qui vont par la suite employer de multiples tactiques pour se procurer des vêtements étrangers. La question cruciale dans cette quête des biens occidentaux porte sur les motivations qui poussent les gens à y accéder : est-ce une envie de se distinguer des consommateurs qui portent des vêtements de production soviétique, ou l'envie d'appartenir à une autre culture de consommation et de mettre en scène un style vestimentaire particulier ?

« La culture des réparations » touche des couches larges de consommateurs grâce à la circulation de ces vêtements de trophée, amenés, offerts, vendus, échangés à plusieurs reprises. L'usage de ces biens conduit à la « sub-européanisation », à la formation d'un goût nouveau³. C'est le goût pour les artefacts de luxe, mais la méconnaissance amène à un usage détourné, parfois caricatural et absurde de certaines pièces, comme le port par les femmes des officiers soviétiques de chemises de nuit en soie et en dentelles

en guise de robes du soir pour les sorties au théâtre⁴. Ces biens de trophée, intégrés dans le quotidien des Soviétiques, changent les représentations et font éclater le style monolithique de l'époque stalinienne⁵. La quête de biens occidentaux, jugés meilleurs que les produits soviétiques, commence au sommet de la société. Les créateurs légitiment les orientations au sein de la mode occidentale. Lors de la visite de Khrouchtchev en France, en 1960, sa femme et ses filles assistent au défilé de la Maison Dior le 1^{er} avril. Le sujet passe à la télévision française dans le journal de nuit⁶. La première femme cosmonaute Valentina Terechkova exprime également son intérêt pour la haute couture parisienne, en assistant à la présentation de la collection printemps-été de la Maison Molyneux lors de sa visite officielle en France en 1965⁷. Chaque voyage à l'étranger, surtout dans un pays capitaliste, est d'emblée associé à la possibilité d'accéder facilement aux vêtements occidentaux. L'historien de l'art Mikhaïl Guerman, fils de l'écrivain Iouri Guerman, se souvient de son professeur Levinson-Lessing revenu de Belgique et de Hollande en costume gris très à la mode, ainsi que du retour de Tchécoslovaquie de Iossif Brodski coiffé d'un béret et vêtu d'un imperméable en vogue⁸.

En raison de l'opposition entre mode soviétique et mode bourgeoise, la passion pour les vêtements étrangers est désapprouvée. Elle est considérée comme le trait d'un comportement amoral, indigne d'un Soviétique. En conséquence, il est impossible d'avouer publiquement qu'un tel péché est propre aux personnalités haut placées. Les restrictions portant sur le montant des devises autorisées lors des voyages à l'étranger sont une mesure appelée à réduire les possibilités d'accès aux vêtements occidentaux. Néanmoins, les touristes arrivent à contourner ces restrictions. Une dirigeante de l'industrie textile de Moscou dissimule à la douane des bouteilles de vodka pour les vendre ensuite en Finlande et acheter avec l'argent ainsi gagné des articles difficilement accessibles en URSS⁹. D'autres voyageurs vendent des montres, des parfums et des produits soviétiques divers¹⁰. Une artiste trouve une tactique originale de contournement des restrictions. Durant sa tournée en France en 1959, elle commande dans les ateliers de couture sur mesure parisiens plusieurs robes, et selon le rapport de la commission aux missions à l'étranger du CC du PCUS, les frais des ateliers sont couverts par quelques personnes de l'émigration blanche. De retour à Moscou l'artiste rembourse les frais aux familles de ces personnes habitant la capitale de l'URSS¹¹.

Il ne reste à la Commission pour les départs à l'étranger qu'à déplorer discrètement « des insuffisances sérieuses dans le travail du ministère de la Culture lors de l'envoi de personnalités de l'art à l'étranger », car « partent à l'étranger des artistes qui, par leur comportement indigne, affaiblissent l'efficacité de la propagande de la culture soviétique, minent notre autorité et laissent aux yeux des étrangers une idée fausse de ce que sont les Soviétiques ». Les fonctionnaires du CC trouvent inadmissible que les artistes une fois à l'étranger, « perdent le respect de soi-même, font preuve de mesquinerie, s'engagent dans des transactions douteuses à caractère matériel et donnent

prétexte aux élucubrations de toute sorte sur notre réalité»¹². En 1964, le premier secrétaire du CC du Komsomol, Sergueï Pavlov, attire aussi l'attention sur la passion des voyageurs soviétiques pour les produits de consommation : « Certains jeunes gens, en se heurtant pour la première fois à la façade colorée du capitalisme, aux vitrines voyantes des magasins, commencent à gémir, en oubliant la dignité de l'homme soviétique¹³. » Ce n'est donc pas le port de vêtements étrangers qui provoque le mécontentement des fonctionnaires du Parti, mais le fait que les Occidentaux voient les Soviétiques rechercher avec acharnement des vêtements, battant ainsi en brèche les représentations du bien-être et de la suffisance en URSS.

Les séjours dans les pays capitalistes sont assez rares et difficiles à obtenir. La procédure de sélection des candidats se distingue par la lourdeur et les ambiguïtés. Pour pouvoir prétendre à un séjour dans un pays capitaliste, il faut avoir voyagé dans une démocratie populaire et ne pas s'être comporté de façon « compromettante ». Ensuite, il faut s'inscrire sur une liste d'attente de l'institution employeuse. Après des années d'attente, le demandeur peut se voir refusé de quitter le pays¹⁴. Le refus est donné aux personnes qualifiées d'« instables du point de vue moral », « ayant manifesté des états d'esprit antisoviétiques », « jugées pour des crimes divers », « dissimulant leur passé social », « ayant une parenté avec des personnes jugées pour une activité antisoviétique », « entretenant des liens suspects avec l'étranger et des éléments antisoviétiques¹⁵ ». La pratique courante consiste à présenter trois candidats pour un voyage dans un pays capitaliste sachant que l'un d'entre eux sera écarté. La maîtrise d'une langue étrangère ne présente pas un avantage, mais un inconvénient : il arrive que ceux qui parlent allemand soient envoyés dans n'importe quel pays, sauf germanophone. L'obtention d'une autorisation de séjourner dans un pays capitaliste ne garantit pas la réalisation du voyage. La liberté qu'a la bureaucratie soviétique de revenir sur une décision prise frappe par son caractère arbitraire : le nom de la personne concernée peut être ajouté aux signataires d'une fausse lettre de protestation contre des actions des autorités du pays de destination, publiée dans la presse, ce qui signifie que le candidat refuserait de partir de son propre gré¹⁶.

La crainte que les gens « peu sûrs » se comportent de manière indésirable aggrave les inégalités des chances et les possibilités d'approvisionnement à l'étranger. Dans la deuxième moitié des années 1950, le ministère de la Culture envoie toujours les mêmes personnalités dans les tournées : les cinéastes Sergueï Guerassimov (le réalisateur du *Don paisible*) et Sergueï Ioutkevitch (le réalisateur d'une série de films sur Lénine) sont allés à l'étranger respectivement 49 et 24 fois, l'acteur Nikolaï Tcherkassov 35 fois, les pianistes Makarov et Valter 54 et 45 fois respectivement, un autre pianiste Erokhine a visité 42 pays où il a passé 37 mois au total ; un couple de danseurs de ballet, Sokolova et Pomazkov, a été envoyé dans 18 pays¹⁷. Cette pratique sélective crée un milieu élitiste qui dispose d'un accès facile aux articles de mode occidentale. Et comme leur position statutaire les protège des critiques

Tableau n° 7. – DEMANDES DES SOVIÉTIQUES DE SÉJOURNER À L'ÉTRANGER
(tous pays confondus – pays capitalistes et démocraties populaires)

<i>Années</i>	<i>Spécialistes</i>				<i>Personnes privées</i>			
	<i>Nombre de demandes</i>	<i>Autorisés</i>		<i>Refusés</i>	<i>Rappelés</i>	<i>Nombre de demandes</i>	<i>Autorisés</i>	<i>Refusés</i>
		<i>Spécialistes</i>	<i>Membres de famille, adultes</i>	<i>Enfants</i>				
1953	84 233	51 380	16 886	15 200	457	210	2 710	379
1955	52 836	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	19 997	Données inconnues
1957	67 863	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	28 128	Données inconnues
1960	68 587	51 227	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	Données inconnues	19 285	Données inconnues

Sources : RGANI, f. 5 « Appareil du Comité Central », op. 14 « Commission pour les départs à l'étranger attachée au CC PCUS (1949-1962) », rolik 5333, d. 15, l. 85-86 (pour l'année 1953); d. 17, l. 78 (pour l'année 1955); d. 18, l. 7 (pour l'année 1957); d. 20, l. 7 (pour l'année 1960).

ouvertes, rien n'empêche qu'ils ne deviennent ainsi des repères dans la mode pour des citoyens ordinaires n'ayant jamais vu l'étranger de leurs propres yeux. L'acteur Nikolai Tcherkassov ramène des toilettes parisiennes pour sa femme qui est une référence en matière d'élégance pour les consommatrices soviétiques. Une d'entre elles reconnaît dans un entretien que les actrices soviétiques ou les femmes des acteurs, à l'instar de la femme de Tcherkassov, aimaient la mode française, tandis qu'elles, « des simples gens », ne savaient pas ce que l'on portait à Paris et imitaient donc les actrices¹⁸. Ainsi, l'existence du milieu élitiste favorisait la diffusion de la mode du haut vers le bas.

La tendance à l'ouverture vers l'Ouest se mesure aussi par l'augmentation des demandes venant de personnes privées. Le désir de découvrir les pays étrangers l'emporte sur la lourdeur de la procédure bureaucratique d'examen de la probité des demandeurs, ainsi que sur la crainte du refus.

Si le nombre de demandes de mission pour les spécialistes baisse en 1955 par rapport à 1953, la quantité de départs autorisés pour les experts reste relativement stable de 1953 à 1960. L'optimisme d'ouverture de l'URSS à ses débuts se heurte rapidement aux hésitations de la procédure expérimentale bureaucratique de sélection et de vérification des candidats. Cela provoque un certain degré de méfiance. La réduction de l'écart entre le nombre de demandes déposées et satisfaites témoigne du pragmatisme croissant de la procédure. En ce qui concerne l'augmentation brusque de demandes émanant de personnes privées entre 1953 et 1955, elle est révélatrice de la rapidité de réaction de la population à la nouvelle conjoncture politique. Le changement de climat se voit dans le fait que les individus osent massivement demander des séjours à l'étranger. Le record de demandes en 1957 s'explique par l'atmosphère du VI^e Festival de la jeunesse et des étudiants qui a créé une impression d'ouverture sans précédent, avec la venue à Moscou de milliers d'étrangers. L'intensification du tourisme étranger en URSS n'est pas suivie au même rythme par les voyages privés des Soviétiques à l'étranger.

Les autorités soviétiques cherchent cependant à produire cette impression d'équilibre dans les flux touristiques. En 1960, lors d'une conférence de presse étrangère à Moscou, le directeur de l'*Intourist* (l'organisme chargé de l'accueil des touristes étrangers en URSS), Vladimir Ankoudinov, communique des chiffres repris ensuite dans le *Monde* du 30 juillet 1960 : 11 870 Français ont visité l'URSS au cours de l'année 1959 et 11 405 Soviétiques se sont rendus en France. Or, l'Ambassade française délivre en 1959 un total de 4 610 visas (contre 2 863 en 1957 et 4 371 en 1958), dont seulement 4 457 accordés aux Soviétiques, y compris 876 visas de transit (48 heures de présence au maximum sur le territoire français) et 3 581 visas d'entrée en France. Le nombre de Soviétiques ayant véritablement séjourné en France en 1959 ne dépasse donc pas 3 581. Ce chiffre comprend aussi bien les missions officielles que les touristes¹⁹.

La composition sociale des touristes soviétiques est assez homogène et peu représentative de la société dans son ensemble. En 1960, les premiers

secrétaires du Komsomol déplorent le fait que sur 6 000 jeunes soviétiques ayant visité des pays étrangers au cours de l'année, il n'y ait que 1 144 ouvriers et 151 ruraux. Sur 215 jeunes touristes géorgiens, 21 sont ouvriers et aucun kolkhozien. Parmi 540 jeunes moscovites qui ont la chance d'aller à l'étranger, on compte 40 ouvriers. Même dans le groupe des 58 touristes de Voronej, il n'y a que 6 ouvriers et 5 kolkhoziens²⁰. Les dirigeants du Komsomol ne définissent pas explicitement le profil social de la majorité de jeunes touristes soviétiques.

La méfiance vis-à-vis des voyageurs soviétiques ne s'arrête pas à l'étape de la sélection des candidats. L'appareil de la Commission organise, à l'aide du ministère de l'Intérieur, des « vérifications spécifiques » des spécialistes soviétiques qui travaillent à l'étranger. En 1953, des matériaux compromettants sont reçus concernant 44 % d'entre eux. Ils sont alors rappelés de l'étranger pour leur « comportement indigne et les liens hors affaires avec la population locale²¹ ». Le Komsomol contrôle également le comportement des jeunes Soviétiques à l'étranger. Ceux-ci sont censés être « bien préparés, politiquement mûrs, dignes » et relater « d'une manière convaincante les succès de l'Union soviétique ». En réalité, les dirigeants du Komsomol constatent qu'une partie des touristes « fait de la spéculation au cours de leurs séjours à l'étranger ». L'apparence de ces jeunes ne correspond pas non plus aux récits sur les bonnes conditions de vie qu'ils doivent raconter : certains touristes sont « négligemment habillés, avec des valises en bois, en bottes de feutre et en chaussure de cuir artificiel ». La faute est imputée aux responsables du Komsomol des niveaux différents qui « ne prêtent pas assez d'attention à l'apparence des jeunes partant à l'étranger²² ». Le souci du prestige de l'URSS à l'étranger préoccupe les dirigeants. Pour cette raison les touristes soviétiques doivent correspondre à l'image que les fonctionnaires hauts placés projettent sur eux. Néanmoins, la tendance générale est celle d'une tolérance croissante et d'une intensification des contacts avec les pays capitalistes.

Tableau n° 8. – NOMBRE DE SOVIÉTIQUES AYANT SÉJOURNÉ
DANS LES PAYS CAPITALISTES, 1953-1960

<i>Années</i>	<i>Nombre de personnes</i>
<i>1953</i>	10 079
<i>1955</i>	12 786
<i>1957</i>	19 121
<i>1960</i>	23 630
Sources : RGANI, f. 5 « Appareil du Comité Central », op. 14 « Commission pour les départs à l'étranger attachée au CC PCUS (1949-1962) », rolik 5333, d. 15, l. 88 (pour l'année 1953), d. 17, l. 78 (pour l'année 1955) ; d. 18, l. 7 (pour l'année 1957) ; d. 20, l. 7 (pour l'année 1960).	

En 1953, un plus grand nombre de Soviétiques est envoyé en Autriche et en Norvège, tandis qu'en 1957 la France et l'Angleterre sont les pays les plus visités par les Soviétiques, ce qui correspond à l'évolution des relations économiques de l'URSS avec les pays capitalistes. Si pour les élites artistiques, il s'agit d'une quête de distinction à travers les vêtements, il n'est pas de même pour les fonctionnaires du Parti. Ceux-ci passent régulièrement leurs vacances dans les pays socialistes. Le secrétariat du CC approuve les listes des dirigeants du Parti des républiques de l'Union qui veulent partir en vacances en Europe centrale et orientale, en compagnie de leurs épouses²³. Ces individus profitent alors de ces voyages pour compléter leurs garde-robes, la qualité de la confection étant le critère principal lors du choix des articles. Les détenteurs de tels vêtements ne subissent pas de blâme public car la mode des pays socialistes est théoriquement construite sur les mêmes principes que ceux de la mode soviétique. Même en admettant un écart entre la théorie et la pratique, les fonctionnaires du Parti ne cherchent pas à dévier de la norme établie. Ils intériorisent les valeurs véhiculées par les créateurs soviétiques et cherchent des vêtements correspondant aux représentations du bon goût soviétique.

Ainsi, au cours des séjours des Soviétiques à l'étranger, il se construit une échelle de références pour les représentants de milieux différents mais toujours élitistes, qui n'entraîne pas de blâme public. Or, il n'en est pas de même pour ceux qui cherchent des repères dans la mode occidentale par le biais d'autres canaux, en particulier grâce au cinéma.

LA MUSIQUE ET LES FILMS ÉTRANGERS. LA MODE DES *STILIAGUI*

Parmi les trophées importés en URSS après la guerre, les films américains et allemands représentent une ouverture vers un système sémantique alternatif. Plusieurs d'entre eux, véritables films cultes, influencent les valeurs de la nouvelle génération²⁴. Le CC autorise la projection de certains de ces films par une série de résolutions en 1948 et en 1949, en pleine période de crise de la production cinématographique soviétique (*period malokartinia*). Mais ces résolutions ne font que légaliser une pratique existante à grande échelle dans des petites salles²⁵. Un de ces films-trophées est particulièrement formateur pour le look des *stiliagui*. Il s'agit du film *Tarzan in New York* avec Johnny Weissmuller, montré pour la première fois en 1951. Les *stiliagui* lui empruntent la coiffure – le toupet (*kok*) – et le style de cravates surnommées « incendie dans la jungle »²⁶.

Le *stiliagisme* n'est pas un transfert direct d'une mode des jeunes occidentaux, notamment des zazous français, en URSS, mais plutôt un phénomène de bricolage à partir des bribes et des échos de la culture vestimentaire

jeune, sur le sol soviétique. Cette contextualisation, conjuguée aux difficultés d'accès aux vêtements de production étrangère, détermine les traits distincts et spécifiques du look des *stiliagui*. Néanmoins, il existe quelques points communs entre les deux mouvements²⁷. Les *stiliagui*, tout comme les zazous français, sont motivés par un anticonformisme exacerbé, la revendication individualiste, l'envie d'épater, de provoquer, de transgresser les normes courantes d'apparence et de se distinguer sur le fond gris de la foule, en diffusant des valeurs hédonistes. Leur amour des couleurs vives justifie leur surnom de perroquets. La satire pousse à l'extrême l'aspect bariolé de leurs costumes. Ainsi, le premier feuilleton qualifiant les adhérents de cette mode de *stiliagui*, publié le 10 mars 1949 dans la revue satirique *Krokodil* par Dmitri Beliaev, ridiculise leur tenue excentrique : un veston orange et vert aux épaules rembourrées, un pantalon de couleur de canari, des chaussures avec des grosses semelles rouges et noires, et même des chaussettes aux couleurs du drapeau américain²⁸.

L'article de Beliaev est paru dans le numéro de la revue qui lance la campagne anti-cosmopolite. Un tel voisinage est symptomatique de la manière dont les *stiliagui* seront par la suite traités. La mode vestimentaire contestataire est présentée comme une manifestation de l'antisoviétisme, une trahison des valeurs socialistes. Or, comme dans le cas des zazous français, ce mouvement se distingue par un apolitisme conscient qui façonne tout un style de vie avec des lieux de socialisation et des loisirs spécifiques, de la musique et de la danse. L'assignation d'un sens politique peut être liée au profil social des *stiliagui*. Les étudiants composent le groupe le plus propice à l'influence occidentale non sanctionnée par les autorités. Le fait d'échapper au contrôle présente le plus grave danger qui mêle des accusations de différents registres. Le comportement amoral et l'état d'esprit malsain sont attribués aux étudiants politiquement opposés au régime, ainsi qu'aux jeunes franchement apolitiques.

En raison de ce profil social, le *stiliaguisme* préoccupe le département de la science, des écoles et de la culture du CC PCUS qui envoie ses fonctionnaires dans les régions où se trouvent des universités « à problèmes » (dans les organisations du Parti de Sverdlovsk, Molotov, Gorki, Kouïbychev, Voronej, Kabarde)²⁹. L'exclusion de certains *stiliagui* des universités et du Komsomol, moyen d'éradication de ce phénomène, témoigne du peu de laxisme à leur égard³⁰. Ces exclusions se passent lors des réunions du Komsomol où des discours au ton courroucé sont prononcés afin de lutter contre « l'idolâtrie du mode de vie étranger » et d'« augmenter le rejet par la jeunesse des différentes manifestations de l'idéologie bourgeoise³¹ ». Le caractère flou et imprécis de ces formules permet d'associer l'opposition politique avec la contestation des normes vestimentaires.

Le blâme public comme moyen de lutte contre de telles expressions d'individualisme fait écho aux procès staliniens. Effectué devant un collectif, le rituel de l'aveu forcé est censé humilier et accentuer la marginalité des *stiliagui*³². La satire est aussi largement utilisée par la presse du Kom-

somol : des journaux comme *Komsomol'skaja pravda*, *Moskovskij komсомолец*, *Smena* et d'autres publient des feuillets utilisant les vrais prénoms et parfois même les noms des *stiliagui*³³. Ces feuillets sont, en général, signés par les agents de l'Intérieur chargés de l'instruction des affaires des *stiliagui*. Ces publications sont richement accompagnées de caricatures qui présentent les *stiliagui* tantôt sous des airs de perroquet, tantôt comme des champignons vénéneux³⁴. Le ton des écrits satiriques varie du neutre au violent et qualifie les *stiliagui* de « parasites », de « moisissure », de « diables », de « monstres »³⁵.

La dénonciation et le blâme publics s'ajoutent au jugement de certaines de ces personnes par le tribunal. Le numéro de *Smena* paru le 28 avril 1961 résume dans un feuillet intitulé « Une tête de mort sur un doigt » l'affaire d'un groupe d'entrepreneurs qui fabriquaient et diffusaient dans leur milieu de *stiliagui* des bagues avec des reliefs atypiques pour l'art décoratif soviétique : des crânes, des femmes dénudées, des inscriptions en langues étrangères. Ce feuillet dénonce d'un coup seize personnes, y compris les consommateurs des bagues clairement stigmatisés pour avoir recherché des biens de fabrication occidentale : des chewing-gums et des cravates lacets. L'enquête judiciaire conduit à l'accusation des membres du groupe pour escroqueries. Il leur est imputé d'avoir emprunté de l'argent à quelques personnes avec la promesse de leur procurer des vêtements importés³⁶. Le caractère précis des informations dans le feuillet est frappant : les entrepreneurs sont identifiés et repérables non seulement par leurs noms, mais aussi par leur lieu de travail (la fabrique de joaillerie de Leningrad dont l'adresse exacte est mentionnée) et par leurs fonctions professionnelles. Tout le réseau est reconstitué et inscrit dans la géographie de Leningrad : les lieux de rencontres et de transactions sont indiqués. Le point d'orgue du feuillet – le moment de révélation des entrepreneurs par les membres des services volontaires (*droujinniki*) – symbolise l'apothéose de la justice populaire et accentue la stigmatisation et la marginalisation des fabricants. L'aspect symbolique de leur « crime » est souligné par un appel à la responsabilité morale : « Il leur faudra répondre de beaucoup de choses, y compris de ce qui n'est pas prévu par des articles du Code, mais qui contredit notre société – l'imposition de la vulgarité³⁷. »

Cette dénonciation publique a de lourdes conséquences pour la socialisation des personnes qui ne sont pas condamnées à l'emprisonnement, mais qui s'en sortent avec un licenciement ou une réprimande sévère. Paradoxalement, même ceux qui plaident en faveur du membre de ce groupe condamné à être fusillé pour avoir blessé un *droujinnik*, le font tout en continuant à stigmatiser le coupable en tant que *stiliaga*. Ainsi, l'avocat Likhtermann écrit dans la plainte de cassation du 31 août 1961 que son client « se comportait dignement à la maison, mais quand il se retrouvait dans le milieu de ses copains *stiliagui* et parasites, il tombait sous leur influence pernicieuse ». Les voisins de l'accusé, six familles habitant le même appartement commu-

nautaire, plaident aussi pour lui à la Cour Suprême de la RSFSR. Ils estiment qu'«une justice sévère a lieu à l'égard du jeune homme dont l'enfance fût mutilée dès l'âge de neuf ans» et que la faute revient aux *stiliagui* qui l'ont entraîné dans leur compagnie³⁸. Le principe des associations typiques, tant imposé par le discours officiel, se trouve complètement intériorisé et devient opératoire pour juger les caractéristiques morales des individus. Les activités d'entrepreneuriat privé, le parasitisme, les escroqueries et le stiliaguisme sont indissociables et forment le stéréotype d'une marginalité sociale. Ces déviances sont assignées à un milieu qui doit assumer la responsabilité du déroutement de «bons citoyens».

Une telle profusion d'images et de textes critiques dans la presse permet de mobiliser la société qui assure le contrôle social et condamne les déviances. Ainsi, la «surveillance mutuelle horizontale» contribue à la persécution des marginalités³⁹. Le discours officiel blâmant les *stiliagui* est intégré par les Soviétiques ordinaires qui acceptent également la norme vestimentaire imposée d'en haut. Pour attaquer les *stiliagui*, ils articulent les mêmes clichés et énoncés politisés. Un élève de seize ans de la ville de Sotchi écrit dans le magazine pour la jeunesse *Junost'*: «Je méprise les *stiliagui*, car ce sont, dans leur majorité, des gens légers et frivoles [...] pétris d'amour-propre et vaniteux qui, faute d'autres moyens de se distinguer, tels que l'esprit profond, l'effort constant vers un but, le caractère gai, etc., ont trouvé une solution dans des vêtements⁴⁰.» Le radicalisme des jugements, tels que «il existe une distance microscopique du *stiliaga* au criminel», certifie le bas degré de tolérance de la société. La qualification de cette mode en tant qu'amorale facilite les condamnations à caractère général, comme celle que fait un des participants de l'interrogatoire sociologique de l'Institut de l'opinion publique de *Komsomol'skaja pravda*, un ouvrier de Tachkent, étudiant par correspondance :

«Je crois que les *stiliagui* ne sont pas ceux qui s'habillent à la mode (le pantalon étroit n'est pas encore un signe de *stiliaga*), mais ceux qui font leur honneur, leur conscience aussi étroits que leur pantalon. Ces gens imposent le je-m'en-foutisme au travail, dans la vie, dans tout ce qui est sacré. Ils ne sont pas dangereux seuls, ils ne sont pas nombreux, et à chaque moment on peut les exclure. Mais ils sont un mauvais exemple par leur désœuvrement, leur dandysme, leur débauche; ils influencent mal la jeunesse. C'est tout à fait comme la grippe virulente qui n'est pas dangereuse toute seule, mais par ses conséquences. Je vois les conséquences dans le parasitisme affiché, le voyouisme, le banditisme⁴¹.»

Au début des années soixante, parmi les 17 446 jeunes de 15 à 30 ans répondant à la question «Que pensez-vous de votre génération?», posée dans le cadre d'une enquête entreprise par cet Institut, 2 900 interviewés (1/6) mentionnent le stiliaguisme comme un trait négatif. Il occupe la deuxième place dans la liste des défauts, juste après l'alcoolisme.

Tableau n° 9. – ÉVALUATION NÉGATIVE DU STILIAGUISME
DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE DE L'INSTITUT DE L'OPINION PUBLIQUE
(en % par rapport au nombre total des enquêtés)

<i>Groupes par âge</i>	Moins de 17 ans – 26,4 18-22 ans – 17,3 30-43 ans – 13,6	<i>Groupes par types d'activité</i>	Ouvriers – 15,0 Ingénieurs – 9,5 Kolkhoziens – 8,9 Employés – 14,8 Étudiants – 15,6 Militaires – 19,8 Professions libérales – 7,3 Écoliers – 27,9 Sans emplois – 11,7
<i>Groupes par niveau d'études</i>	8 classes (<i>nepolnoe srednee</i>) – 18,7 Baccalauréat – 16,6 Supérieur – 9,5		
<i>Groupes par lieu d'habitation</i>	Moscou – 13,4 D'autres villes – 17,3 Campagne – 13,4		
Sources : B. A. Grušin, V. V. Čikin, <i>Ispoved'pokolenija</i> , Moscou, 1962, p. 245. Les données reprises dans un ouvrage récent : B. A. Grušin, <i>Četyre žizni Rossii v zerkale oprosov obščestvennogo mnenija. Očerki massovogo soznaniia rossijan vremen Hruščeva, Brežneva, Gorbačeva i El'cina v 4-h knigah. Žizn' 1-ja. Epoha Hruščeva</i> , Moscou, Progress-Tradicija, 2001, p. 182.			

Plus le niveau d'étude est élevé et l'âge avancé, moins les interrogés évaluent le stiliaguisme comme un mal absolu. Les autorités utilisent ainsi habilement le peu d'esprit critique et de capacité d'analyse des plus jeunes qui assimilent facilement les clichés du discours officiel. Le clivage à l'intérieur de la jeunesse soviétique est ainsi aggravé par les attaques que les jeunes conformes à la norme font à l'encontre des *stiliagui*. Parmi 600 jeunes kolkhoziens, le stiliaguisme est mentionné par 54 personnes ; sur 1 933 jeunes ruraux 255 indiquent le problème des *stiliagui*⁴². Cette faible proportion ne signifie pas un degré de tolérance plus élevé à la campagne qu'à la ville. Elle est due à la nature urbaine de cette culture alternative.

Du point de vue des organisateurs, les résultats de cette enquête prouvent que les jeunes définissent vaguement et avec beaucoup de divergences le phénomène de *stiliagui*. Les critères récurrents correspondent au discours stéréotypé officiel : les *stiliagui* sont « des parasites qui s'affichent » (*otkrovennyé tuneiadtsy*) et qui mènent sur le dos des autres un mode de vie « luxueux » (*chikarny obraz žizni*), ou ce sont des « fans du style occidental », esclaves des « fringues » à la mode et des jugements « originaux ». Ils provoquent par leur « attitude hautaine et méprisante » leur entourage. Ils sont encore définis comme « de misérables spéculateurs (*jalkié fartsovhitchiki*) qui vendent leur honneur au prix des chaussettes et des shorts d'occasion »⁴³. La connotation sociale l'emporte donc sur la définition culturelle. Dans l'analyse des résultats, les organisateurs de l'enquête expriment également leur avis. Ils semblent privilégier une telle stigmatisation car ils protestent contre une

définition «étroite» du phénomène des *stiliagui* à partir des seuls signes vestimentaires. Pour eux, le fait d'écouter du jazz et de s'habiller à la mode occidentale n'évoque pas forcément un danger social. Ces sociologues associent intrinsèquement le stiliaguisme avec le parasitisme, non pas dans le but d'intensifier la lutte, mais uniquement pour préserver des attaques des adhérents de la sub-culture. Ainsi, ils accrochent l'étiquette de *stiliagui* aux déviants sociaux, en légitimant la passion pour la mode occidentale («pourquoi ne pas porter un pantalon du Texas?»)⁴⁴. Les sociologues qualifient d'aberration non pas l'association entre des déviations sociales et culturelles, mais les condamnations ciblées sur l'apparence. Elles sont, d'après eux, dues à l'analyse superficielle des *stiliagui* dans la presse, ainsi qu'«à l'absence de sentiment de mesure chez certains travailleurs du Komsomol et à leur passion pour les “campagnes” (*kampaneichtchina*) qui est une méthode vicieuse de travail idéologique⁴⁵».

Ces offenses spontanées collectives à l'encontre de l'individualisme qui s'exprime à travers les signes vestimentaires des *stiliagui* prennent une forme structurelle avec la formation des services d'ordre volontaire – les *droujinniki*. Organisés pour la première fois pendant la guerre civile⁴⁶, ils réapparaissent à la suite de la résolution du CC du PCUS et du Conseil des ministres du 2 mars 1959 «Sur la participation des travailleurs dans la protection de l'ordre social dans le pays⁴⁷». Théoriquement, c'est une forme de manifestation d'activisme social, une des expressions du programme de Khrouchtchev pour le renouvellement du socialisme en URSS, la formation de l'État du peuple (*obchtchenarodnoé gossoudarstvo*). Mais en réalité, ils deviennent vite un instrument du pouvoir arbitraire, un moyen d'appliquer la violence sous couvert d'un statut légitime. Le contrôle social se transforme en contrôle policier car les *droujinniki* abusent de leur droit pour punir les déviations. Ils amènent les *stiliagui* à la milice, en les présentant comme des éléments antisociaux et parasites, ce qui peut entraîner une sentence criminelle⁴⁸.

Les *droujinniki* et les membres du Komsomol doivent surveiller les lieux de socialisation des *stiliagui*. Leurs persécutions portent non seulement sur la manière de s'habiller (ils coupent les cheveux, les cravates et les pantalons des *stiliagui*⁴⁹), mais aussi sur la musique que ceux-ci écoutent et sur leurs danses. Le jazz occupe une place centrale dans leur culture. Au début des années 1950, ils écoutent des enregistrements trophées, ainsi que des morceaux d'avant-guerre de Tsafman, Outessov, Varlamov, Skomorovski qui sont interdits après 1946, mais continuent à être copiés, enregistrés et diffusés grâce à la production clandestine des disques de phonographes faits à partir de films radiographiques.

Les individus arrêtés pour l'enregistrement et la diffusion de la musique interdite sont jugés selon l'article 99 (artisanat interdit – *zaprechtchennyé promysly*) et 107 (spéculation) du Code pénal de la RSFSR. Ainsi, en 1954, un groupe de onze personnes est arrêté à Leningrad pour l'enregistrement clandestin et la diffusion de musique relevant du «répertoire interdit». Un

complet de 616 disques, y compris de la musique allemande, est saisi au domicile d'un des membres⁵⁰. En 1960, un entrepreneur de même profil, né en 1932, est pris en faute à Leningrad. Son dossier d'instruction insiste sur ses liens avec le milieu des *stiliagui* : en 1954 il a été exclu du Komsomol et de l'Institut pour «dépravation morale⁵¹». La tendance à stigmatiser les déviances existe même dans le système judiciaire. L'avis des voisins habitant le même appartement communautaire qui se plaignent des bruits en provenance d'une pièce utilisée pour les enregistrements, est mis en valeur. Le fait que l'accusé soit un invalide du troisième groupe et qu'il ait à sa charge sa femme et un enfant de trois ans et demi, est constaté seulement à l'étape de l'émission de l'accusation, au moment de la déclaration de l'identité de l'accusé. Les résultats de l'investigation attirent l'attention sur le fait qu'à partir de 1958 l'accusé s'est lancé dans le copiage pour la vente de morceaux de jazz ouest-européen et de «chansons vulgaires par un émigrant blanc, P. Lechtchenko, idéologiquement étrangères à l'auditeur soviétique⁵²». Une telle conclusion est faite lors d'une expertise par les critiques d'art incluse dans la procédure d'investigation judiciaire des affaires de fabricants et de vendeurs de ces disques.

Les termes dans lesquels ces expertises sont faites, ne varient pas beaucoup d'un dossier à l'autre. Le statut de certaines chansons, censurées et interdites, explique leurs caractéristiques figées. Ainsi, lors de l'instruction du dossier d'un certain Boris Lapine, qui pratique de 1957 à 1960 la production et la vente des disques faits de film celluloid, les «experts en art» soulignent que des autocollants pour les disques de phonographe et des clichés pour leur reproduction, confisqués à Lapine, contiennent des images publicitaires de femmes en positions «séduisantes», empruntées à des magazines étrangers. Ils qualifient ces enregistrements de jazz ouest-européen et des chansons «d'un émigrant blanc P. Lechtchenko» comme de «la musique typique des restaurants, clubs de danse et cabarets des pays capitalistes d'orientation américaine». D'après eux, ces morceaux «ne peuvent en aucun cas contribuer au développement culturel et moral des auditeurs⁵³». Cependant, les disques des films radiographiques ne sont pas le seul moyen d'accès à la musique alternative. Ceux qui arrivent à recevoir l'émission *Music USA* sur leurs postes de radio, malgré les tentatives officielles de restreindre l'accès aux chaînes américaines, ont la chance d'écouter les morceaux des maîtres du jazz, tels que Glenn Miller, Ella Fitzgerald et d'autres.

Quant aux danses, les premiers *stiliagui* connaissent le fox-trot, le tango, la rumba, le lindy-hop, le boogie-woogie et quelques autres d'invention soviétique, telles que l'atomique (*atomny*) et la canadienne (*kanadski*) qui sont des adaptations du jitterbug, du lindy-hop et du boogie-woogie, ainsi que le triple de Hambourg (*troïnoi gambourgski*) qui ressemble à un fox-trot au ralenti⁵⁴. Mais ce bricolage se passe à deux niveaux : officiel et informel. La lutte contre ces activités se conjugue à l'envie de les connaître. Les interventions violentes des «patrouilles de danses» dans les soirées s'accompagnent

de tentatives de créations de danses et de jazz « proprement soviétiques » et convenables pour les jeunes. À Leningrad, la Maison des activités artistiques amateurs et le Conseil des danses de bal attaché au Comité du Komsomol de la ville supervisent l'affaire. Ce dernier prévoit de fonder, en septembre 1964, une école de danse pour les secrétaires et militants du Komsomol. Un cycle de conférence sur « l'esthétique de la danse et de la musique » doit compléter une formation qui se place dans la lignée de la lutte pour la *koulournost*. Or, l'extension du concept de la *koulournost* à la sphère des danses pose quelques problèmes aux dirigeants du Komsomol. Notamment, le rapport entre la « culture générale » et « la culture de la danse » provoque des désaccords. Quand un des responsables du Komsomol affirme que « la culture de la danse dépend de la culture générale de l'homme », le chef d'une patrouille de danse cherche à le contredire à partir de l'exemple d'étudiants d'un institut contrôlé par la patrouille : ceux-ci ont de la culture et brillent d'intelligence, mais dansent « d'une manière horrible et vulgaire⁵⁵ ». Le refus de reconnaître publiquement que les étudiants composent la majorité des *stiliagui* conduit les surveillants de l'ordre public à ne voir les adeptes de ce mouvement que comme des personnes pauvres d'esprit. Par là, ils sont pris au piège de la rhétorique stigmatisante. L'interprétation figée de la *koulournost* reconnaît seulement la culture soviétique, officielle, imposée d'en haut. Pour cette raison, les personnes formées dans les universités soviétiques et qui intègrent des modes d'expression de la culture alternative, non soviétique, deviennent inclassables.

Le slogan officiel, justifiant cette campagne, « Nous ne sommes pas contre la musique de jazz, mais nous sommes pour le bon jazz⁵⁶ », est une quintessence de la volonté d'imposition d'en haut d'une norme dans la société. Or, les résultats de ces actions correspondent rarement aux ambitions annoncées. Les dirigeants du Komsomol affirment que « l'apparition d'une nouvelle danse est un processus très pénible, qui prend approximativement six mois ». L'école des amateurs de danse contemporaine, ouverte à Leningrad, enseigne le fox-trot, le tango, une danse de bal hongroise, la polka. Mais même ces danses « vérifiées et revérifiées » sont jugées comme « archi-occidentales » et leurs initiateurs sont qualifiés des contre-révolutionnaires⁵⁷. Et même si les militants apprennent quelques danses « politiquement correctes », d'autres membres du Komsomol continuent à « copier l'Occident ». Le rapport du Comité du Komsomol sur l'organisation des « patrouilles de culture » pour le contrôle des salles de danse de Leningrad en 1962, constate que des instructeurs de danse sont rarement présents. Ceux qui sont sur place, comme dans la Maison de culture Kapranov, apprennent le charleston, une danse interdite⁵⁸. Pour les dirigeants du Komsomol, la popularité du charleston est liée aux films étrangers « qui n'éduquent pas la jeunesse, mais qui au contraire font la publicité de choses qui ne sont pas admissibles pour notre jeunesse⁵⁹ ». Lors du plénum du Komsomol de Leningrad en mai 1963, il s'avère qu'une danse nommée *positron*, inventée dans le club de l'un des instituts de Lenin-

grad en tant que danse idéale pour la jeunesse soviétique, est une combinaison du twist, du rock and roll et du madison. Or, c'est précisément ces danses qui sont prohibées et qualifiées de vulgaires, bourgeoises et créées pour pervertir la jeunesse. Le Comité du Parti de Leningrad décide que le Comité du Komsomol a commis une erreur, en admettant l'apparition d'une telle danse dans ce club. Une autre expérience d'apprentissage des « bonnes » danses aux étudiants échoue également, car ceux qui essaient de les pratiquer subissent des moqueries de la part de leur entourage⁶⁰. En conséquence, le secrétaire du Comité du Komsomol de Leningrad, Kalioujny, reconnaît en 1964 que la fréquentation des pistes de danse a considérablement baissé en deux ans, à la suite de l'adoption des « lois draconiennes⁶¹ ». Apparemment, cette politique déplace les adeptes des danses occidentales des lieux publics vers des lieux privés.

Comme pour les danses, la lutte contre l'habillement des *stiliagui* passe aussi par la voie de sa supplantation et de l'imposition d'une mode « créée spécialement pour la jeunesse soviétique ». Le IX^e Congrès International de la mode ayant lieu à Bucarest en 1958 est consacré à cette tâche. Le Conseil général des Congrès, siégeant à Prague, décide qu'une attention particulière doit être accordée aux vêtements pour la jeunesse. L'enjeu est d'« isoler les jeunes de l'influence de l'américanisme et corriger les défauts du goût dans leurs vêtements⁶² ». Le style vestimentaire proposé aux jeunes doit refléter les principes du réalisme socialiste. Un des exposés discuté pendant le IX^e Congrès porte sur « l'expression de ce courant des beaux-arts dans la mode⁶³ ». Finalement, le style proposé pour la jeunesse des pays socialistes inclut des tendances de la haute couture parisienne : des robes cintrées à jupe en cloche.

Le problème de la mode des *stiliagui* préoccupe non seulement les créateurs, mais aussi d'autres milieux professionnels du système de production et de distribution vestimentaire, notamment les vendeurs. Leurs discussions à ce sujet témoignent de l'hétérogénéité du milieu dont certains représentants arrivent à briser les cadres des clichés officiels. Ainsi, lors de la réunion des dirigeants des magasins moscovites de vêtements, le 24 janvier 1957, un intervenant associe l'imitation de la mode occidentale par les Soviétiques à une absence de fierté nationale. D'après lui, les jeunes cherchent à s'habiller comme en Occident – en pantalons étroits et en imperméables blancs avec des pattes d'épaule – car ils trouvent honteux le fait que les Soviétiques soient reconnaissables à l'étranger à cause de leurs pantalons larges. Cet intervenant sous-entend que la différence entre les régimes politiques doit se manifester jusque dans l'habillement. Cette opinion se confronte à une autre qui fait appel au pragmatisme des fonctionnaires d'État, toujours contraints par le régime à l'économie des matières premières : le président adjoint de la Direction du trust des magasins de vêtements, Ozerov, demande aux participants à la réunion combien de mètres de tissus ils peuvent économiser grâce à la confection des pantalons étroits. Cette

question qui provoque des rires dans la salle et tourne la justification en dérision s'accompagne d'un autre argument en faveur des pantalons étroits : ceux-ci « forcent l'homme à acheter de belles chaussures et à prendre soin de lui ». En fin de compte, le deuxième intervenant reste pour autant réaliste car il tente de prendre en compte la demande variée des consommateurs, au lieu de blâmer les *stiliagui* ou d'essayer de leur imposer par tous les moyens une norme officielle. Il suggère de faire des pantalons larges « pour ceux qui en veulent » en même temps que des pantalons étroits car la jeunesse de Moscou et certains adultes, notamment « tous les directeurs des départements au Conseil des ministres portent des pantalons étroits⁶⁴ ». Cependant, il n'est pas possible de faire une telle défense en public. Les négociations au sujet du stiliaguisme, qui reste un phénomène connoté et voué à la disparition, ne sont pas envisageables.

Le non-conformisme des *stiliagui* a ses limites. Ceux incapables de supporter la pression de la part de la majorité adoptent une double face : ils portent leurs vêtements « de style » dans les lieux de socialisation des *stiliagui* – dans les clubs, au café, pour les concerts de jazz, et dans les endroits de leurs promenades habituelles – la rue Gorki à Moscou et la perspective Nevski à Leningrad, surnommées Broadway. Mais ils cachent leur appartenance à ce groupe au travail ou à l'Université. Ils sont incapables d'assumer individuellement leur choix d'apparence qui a une nature plutôt holiste. Ils n'existent pas en tant que *stiliagui* sans leur milieu. Le saxophoniste Alekseï Kozlov, leader du groupe jazz-rock *Arsenal*, fils de professeur et secrétaire de la cellule du Parti d'Université, avoue que ce comportement double lui était propre au début de son adhésion au stiliaguisme. C'est seulement en terminale qu'il a osé venir en classe habillé en vêtements « de style⁶⁵ ».

Par ailleurs, les gens qui optent pour un style vestimentaire particulier ne veulent pas toujours appartenir au milieu des *stiliagui*. Pour eux, l'envie de distinction l'emporte sur le besoin d'identification avec un groupe. Pour cette raison, quand ils sont traités de *stiliagui*, ils déconstruisent le discours officiel confondant le politique, la morale et le vestimentaire et essaient de prouver que le style individuel n'entraîne pas forcément une prise de position politique spécifique et qu'il faut faire la part des choses. Ainsi, en 1958, un jeune homme de Novossibirsk écrit une lettre à la *Komsomol'skaja pravda*, pour exprimer son mécontentement pour les persécutions qu'il subit en raison de son style personnel d'habillement. Son pantalon noir étroit (de vingt-cinq centimètres, comme il le souligne dans sa lettre) dérange d'autres étudiants de l'institut agricole où il fait ses études. Une réunion du Komsomol est organisée pour discuter de son cas, et une menace d'expulsion de l'institut est prononcée. Pour se justifier, il extrait du discours officiel les accusations de médiocrité qu'il présente comme des traits caractéristiques des *stiliagui* et dont il cherche à se distinguer :

« Les *stiliagui* sont justement méprisés dans notre société. Je comprends qu'un *stiliaga* est celui qui a une âme mesquine et vile. C'est un homme dont les rêves se

limitent à une robe avec un label étranger et une danse gaie accompagnée d'un jazz de mauvais aloi. Mais est-ce vraiment possible d'appeler *stiliaga* un homme qui a un but dans la vie, qui aspire à étudier et qui s'habille peu cher, mais bien, à la mode ? Est-ce que je suis vraiment un *stiliaga* et faut-il lutter contre moi⁶⁶ ? »

La référence à la norme, la largeur du pantalon acceptée officiellement, est donc nécessaire pour la construction d'une défense. L'individualisme vestimentaire se combine ainsi avec l'affirmation du partage des valeurs collectives socialistes et de l'avancement individuel qui doit apporter une contribution aux enjeux collectifs.

Les attaques ne concernent pas tous les *stiliagui*. Ceux d'entre eux qui appartiennent à la jeunesse dorée (enfants des hauts responsables politiques, des savants, des personnalités de l'art, comme le fils du compositeur Igor Dunaevski, Jenia) jouissent non seulement du privilège d'un accès aux vêtements étrangers recherchés, mais aussi du statut de leurs parents, lequel en fait des intouchables et les protège de toute offense publique⁶⁷. Mais ceux qui les imitent, dépourvus d'une quelconque protection statutaire, deviennent les cibles prioritaires du mécontentement populaire. Ils sont accusés de « servilité face à l'Occident » (*nizkopoklonstvo pered zapadom*)⁶⁸.

Le phénomène de *stiliagui* est complexe et hétérogène en raison du profil social et ses traits stylistiques significatifs. C'est un phénomène essentiellement masculin. Les filles sont rares dans ce milieu. Comme se souvient Aleksēi Kozlov, si une fille se risquait à se couper les cheveux pour avoir une coiffure de style, à mettre une minijupe à fente, des bas en capron avec une couture derrière, à danser avec style et à communiquer avec des *stiliagui*, elle était automatiquement inscrite dans la catégorie des filles légères⁶⁹. La morale publique est beaucoup plus sévère à l'égard des filles, comme le montrent des textes de réunions des dirigeants du Komsomol. L'habillement provocateur (« un turban sur la tête », un décolleté) est accusé d'« éveiller la sexualité trop tôt » et de « troubler les esprits » ce qui contredit l'image des jeunes Soviétiques sérieux et décents⁷⁰.

Les critères de la normalité pour les filles résident dans la modération. Un aspect trop soigné, la recherche visible de distinction est une cible potentielle de critique et l'objet de désapprobation. Chaque campagne officielle de répression des éléments « antisoviétiques et hostiles » renforce la surveillance de l'apparence des filles. Celles-ci n'ont pas droit d'être « trop sapées » (*ras-foufyrennyé*) au risque de produire une mauvaise impression⁷¹. Les filles qui transgressent la norme du port du pantalon, qui doit se porter uniquement pour les activités sportives ou vacancières, et le mettent en ville, sont considérées comme des *stiliagui*⁷². La perception de soi par les autres et la crainte du blâme public empêchent ainsi plus particulièrement les filles d'adhérer à la minorité.

Les premiers *stiliagui* sont des représentants de la jeunesse dorée⁷³. Les documents officiels internes insistent sur leur origine sociale privilégiée. Les

organes judiciaires de Leningrad, lors de la préparation d'un document secret pour le CC sur l'état de la lutte contre les éléments anti-sociaux et parasites en 1956, évoquent le problème des *stiliagui* à plusieurs reprises, en le plaçant toujours dans le contexte des milieux sociaux favorisés. Les exemples cités dressent un profil-type de *stiliaga* oisif, qui profite de l'argent de ses parents. Un certain Alexandre Goutman, fils unique et « bien pourvu » d'un couple d'ingénieurs, qui a raté à deux reprises les examens d'entrée dans une école technique, « ne travaille nulle part, lit peu, se passionne pour les danses, imite les *stiliagui*⁷⁴ ». Le département de l'Éducation nationale de Leningrad considère également les *stiliagui* comme des enfants gâtés qui ont échoué à l'entrée des établissements d'éducation supérieure. Puisque ceux-ci n'envisagent pas de travailler après l'école, ils vivent forcément des moyens de leurs parents. Cette attitude, qualifiée de « parasitique », est utilisée pour expliquer l'intérêt excessif de ces jeunes pour la mode : une certaine Nina Bogdanova qui termine l'école « avec des notes médiocres » et n'est pas admise à l'Institut d'Hydrométéorologie, « s'intéresse beaucoup à la mode et aux danses, mais lit peu ». Vitali Mirochnikov, le fils unique d'un colonel professeur à l'Institut Pédagogique Militaire Kalinine, finit avec peine sa dixième année d'école, ne travaille pas, passe ses vacances avec sa mère dans le Sud et « essaie de se comporter comme les *stiliagui*⁷⁵ ».

Apparemment, les fonctionnaires de l'Éducation nationale sont confrontés au problème des inégalités sociales et à leurs conséquences. Les élites soviétiques – produits de la révolution culturelle stalinienne et de l'ascension sociale rapide – incarnent un « rêve soviétique » où le zèle et l'effort sont récompensés par de bons revenus et un niveau de vie élevé. Cependant, cette différenciation sociale ainsi légitimée ne s'étend pas aux enfants des parents aisés. La morale soviétique des années khrouchtchéviennes ne reconnaît pas l'hérédité de statuts sociaux. Comme dans l'éthique protestante, le travail et la réussite personnelle restent la seule condition qui autorise une distinction sociale et une certaine prospérité. Dans cette perspective, les parents ne doivent pas permettre aux enfants de profiter de fruits de leur succès professionnel. Les jeunes sont obligés de déployer les mêmes efforts par le travail pour accéder au niveau d'aisance de leurs parents. Certains pédagogues proposent ainsi d'interdire le droit d'habiter les grands centres industriels aux adolescents qui ne veulent ni travailler ni faire des études⁷⁶. Les parents sont implicitement reconnus coupables de l'inactivité de leurs enfants, ainsi que du phénomène de *stiliaguisme*.

Les jeunes qui imitent la jeunesse dorée ont plus de difficultés pour obtenir des vêtements étrangers. Ils cherchent donc à les reproduire à la maison ou grâce aux artisans⁷⁷. C'est probablement cette vague d'imitation qui pousse les premiers *stiliagui* à faire évoluer leur style. Le phénomène des *chtatniki* (du mot argotique « *Chtaty* » – les États-Unis) est alors apparu. Ses représentants se distinguent par des habits fabriqués aux États-Unis⁷⁸. Cette évolution correspond au schéma diffusionniste de la mode. Certains

chercheurs inscrivent l'émergence du phénomène des *stiliagui* dans ce schéma pyramidal : comme les étudiants d'après-guerre ne possèdent pas l'expérience du front, ils sont confrontés au problème de l'affirmation de leur virilité et ils imitent une partie de la masculinité dominante à travers des vêtements étrangers amenés par des vétérans⁷⁹. Or, les traits stylistiques formateurs de cette mode sont venus des films-trophées, l'arrivée de vêtements étrangers l'a simplement alimentée. De plus, tous les vêtements occidentaux ne deviennent pas des signes distinctifs de la mode des *stiliagui*. Ce phénomène, tout en rompant avec le schéma existant de distinction, en crée un autre, parallèle, qui fusionne finalement avec la pyramide initiale. De la même façon, en Occident, à partir des années 1960, le modèle de la diffusion de la mode « du haut vers le bas » est renversé à la suite de l'émergence de la mode des « jeunes ». L'âge remplace ainsi le statut social et devient le nouveau facteur de légitimité dans le cycle de renouvellement de la mode⁸⁰. Le style des *chtatniki* est beaucoup moins kitch que celui des premiers *stiliagui* bariolés. Les cheveux longs cèdent la place à une coupe courte surnommée « *aérodrome* ». Ce nouveau look permet donc d'être moins visible dans la foule, d'être moins vulnérable au contrôle social de la conformité à la norme.

D'ailleurs, cette évolution entraîne un changement de la norme officielle sous l'influence de la mode des *stiliagui*. Vers la fin des années 1950, la largeur du pantalon fabriqué industriellement en URSS rétrécit ce qui rend le pantalon étroit des *stiliagui* plus normal qu'avant⁸¹. Ce sont donc les créateurs qui modèrent le contrôle social : en modifiant la norme vestimentaire en fonction de la mode des *stiliagui*, ils les protègent incidemment des critiques et des affronts faits par les consommateurs conformistes. Tout en assurant une évolution stylistique de la mode institutionnelle, les artistes veillent à l'homogénéité de l'apparence des consommateurs, cultivent l'esprit collectiviste et empêchent les déviances. Une telle intégration des éléments d'une anti-mode dans la mode n'est pas un phénomène proprement soviétique. Les mêmes processus se passent en Occident. D'après l'expression de Chanel, « il faut la médiation du couturier pour exprimer la mode qui se promène dans la rue sans savoir qu'elle existe »⁸². De même, le style hippie ne s'impose et emporte un large marché que quand il est adopté par quelques grands couturiers⁸³. La spécificité du cas soviétique réside dans la force d'imposition de la norme qui, certes, est susceptible d'évoluer, mais qui ne disparaît pas comme en Occident où elle a éclaté en une multitude de convenances propres aux différents milieux sociaux.

La pénétration des éléments de la mode des *stiliagui* dans la mode officielle ne passe pas inaperçue. Certains consommateurs intériorisent à tel point la fonction du contrôle de la normalité de l'apparence, qu'ils n'acceptent pas la possibilité de son évolution. Des remarques laissées par les acheteurs dans les feuilles de contrôle prévues dans les magasins pour enregistrer la demande, en sont un exemple particulièrement parlant. Ainsi un consommateur note que dans tous les magasins, y compris dans le TSOUM, les

pantalons proposés sont étroits au niveau des ourlets (25 cm), mais “tout le monde n’aime pas cette mode”. Pour cette dernière raison, il exige de produire, à côté du pantalon étroit, des pantalons avec la largeur de 29-30 centimètres en ourlet». Un autre client du TSOUM avoue qu’il préfère, lui aussi, la largeur du pantalon de 28-30 centimètres, car « loin de la capitale, cette mode au pantalon étroit n’est pas pratiquée ». Un troisième acheteur s’emporte dans son mécontentement : « Arrêtez de coudre des pantalons étroits car il est impossible d’acheter un costume. Visiblement bientôt les gens respectables n’iront pas acheter leurs costumes dans les magasins, ils vont se les faire coudre⁸⁴ ».

L’évolution de la mode des *stiliagui* et la pénétration de certains de ses éléments dans la mode institutionnelle ont fait dire aux chercheurs que les attaques contre ses adeptes cessent à la fin des années 1950⁸⁵. Cependant, des articles critiques à leur égard sont toujours publiés au début des années 1960. Il suffit de rappeler la grande enquête organisée en 1962 par la *Komsomol'skaja pravda*. Le discours change simplement de cible : les signes vestimentaires de *stiliagui* ne sont plus mis en avant, l’essentiel de la critique porte désormais sur la marginalité des représentants de ce milieu. Les *stiliagui* sont ainsi retirés du champ restreint de la mode et assimilés aux grandes catégories des déviants sociaux.

Les films occidentaux continuent d’être un canal de transfert non négligeable de la mode étrangère en URSS. Mais des craintes sur la pénétration des éléments indésirables n’ont pas lieu d’être, car les costumes dans les films portant sur l’époque contemporaine correspondent aux tendances de la haute couture occidentale qui est la source principale d’inspiration des créateurs soviétiques. Ainsi, la reprise des modèles de ces films par les spectateurs ne présente aucun danger pour le bon goût soviétique. Des vêtements imitant les costumes des vedettes du cinéma occidental ne tranchent pas avec les images des magazines de mode soviétiques.

Avec la stabilisation de la situation dans la production cinématographique pendant la période khrouchtchévienne, la politique d’acquisition de films étrangers se distingue par la prudence et le renforcement de la censure. Les achats sont effectués dans le cadre des accords culturels conclus entre l’URSS et les pays européens, à l’instar de l’accord entre la RTF et la Radio-télévision soviétique, lequel fait partie de l’accord culturel franco-soviétique d’octobre 1957⁸⁶. Plusieurs instances effectuent les procédures de censure et de contrôle. Le Département de la culture du CC du PCUS est une instance incontournable, avec un droit de veto sur les propositions du ministère de la Culture.

Dans le cadre du VI^e festival de la jeunesse et des étudiants, ayant lieu à Moscou en été 1957, un festival International du cinéma projette cent quatre-vingts films de trente pays vus par plus d’un million de spectateurs⁸⁷. Des chefs-d’œuvre des néoréalistes italiens (Michelangelo Antonioni, Luchino Visconti, Federico Fellini) sont présentés au cours du festival⁸⁸. Les specta-

trices soviétiques sont tellement fascinées par des costumes, que même l'obscurité des salles de cinéma ne les empêche pas de faire des croquis. Cette technique d'imitation des modèles se répand rapidement. Ceux-ci sont ensuite soit reproduits dans les conditions domestiques, soit commandés dans des ateliers ou chez une couturière privée. Il en est de même pour les coiffures : la projection du film *Babette s'en va-t'en guerre* dans les années 1960 suscite la mode des coiffures « à la Babette⁸⁹ ». Les consommatrices, qui se servent des films étrangers comme d'un canal d'emprunt des tendances de la mode occidentale, sont motivées par l'envie de se distinguer, mais elles ne sont pas perçues comme des adhérentes d'un système sémantique alternatif. L'impression qu'elles recherchent et qui correspond à la perception de leur entourage, est qu'elles sont habillées à la dernière mode. Cette mode n'est pas connotée péjorativement. Le cinéma joue pour elles le rôle d'une source fiable sur les tendances récentes de mode⁹⁰.

Parallèlement aux projections légales, le cinéma étranger continue à être diffusé en URSS par des voies informelles. L'ampleur de ce phénomène est difficile à évaluer car les sources officielles ne gardent que les traces des cas où les agents de diffusion sont pris en faute. Néanmoins, quelques exemples révèlent la provenance de ces films, leur genre, ainsi que les mécanismes de leur diffusion. En 1957, les organes judiciaires de Moscou découvrent un groupe d'étudiants et de jeunes sans emploi qui organisent des projections de films étrangers interdits, dans des Instituts et certains établissements de la capitale. Les participants du groupe, y compris des membres du Komsomol, viennent des milieux sociaux assez élitistes bien que disparates.

La mère du leader du groupe fournit l'appareil de projection. De toute évidence, la position institutionnelle et la profession des parents assurent un certain niveau d'aisance qui permet un développement des aspirations consommatrices, y compris envers des biens occidentaux, chez les enfants. Parmi ceux qui fournissent des films à ce groupe dont les membres sont nés entre 1902 et 1918, il y a un directeur d'un laboratoire de l'Académie des sciences de l'URSS, la femme du directeur du département de l'Institut d'Atome de l'Académie des sciences, un avocat, un ingénieur-artiste des éditions des chemins de fer, la femme d'un constructeur célèbre, un consultant du studio du cinéma Gorki⁹¹. Ce milieu élitiste est donc orienté vers la culture occidentale et y a accès. Les Ambassades sont une autre source de provenance des films. Ainsi, un membre du groupe obtient en 1944 le film *Grande valse* par le biais d'un fonctionnaire de l'Ambassade américaine⁹². Ce cas n'est pas unique, car le café *Molodejnoïé* à Moscou projette des films obtenus par voie illégale de l'Ambassade de France en 1964⁹³.

La *Grande valse* et la *Sérénade de la vallée ensoleillée* ont une licence expirée. D'autres films projetés par le groupe, tels que le *Destin d'un soldat en Amérique*, la *Fille de mes rêves* sont des films-trophées interdits. La collection est composée de plus de cent cinquante films, dont *Charlie Chaplin*, *Rome à 11 heures*, *l'Enfant du Danube*, la *Fièvre de l'or*⁹⁴. Certains sont volés dans les

Tableau n° 10. – PROFIL SOCIAL DES MEMBRES DU GROUPE QUI ORGANISE DES PROJECTIONS CLANDESTINES DE FILMS INTERDITS À MOSCOU EN 1956-57

<i>Membre du groupe</i>	<i>Membre du Komsomol</i>	<i>Année de naissance</i>	<i>Père</i>	<i>Mère</i>
<i>Leader, sans emploi</i>		1937		Correspondante étrangère de la Centrale d'achat Tekhnopromimport du MCE
<i>Étudiant de l'Institut de pétrole de Moscou</i>	oui	1939	Directeur d'un département de l'usine n° 135	Chercheuse en chef dans un Institut de recherche scientifique
<i>Étudiant, assistant de la chaire militaire de l'Université de Moscou</i>	oui	1932		
<i>Étudiant de l'Institut des métaux non ferreux et de l'or de Moscou</i>	oui	1938		
<i>Étudiant par correspondance de l'Institut de l'industrie alimentaire de l'URSS</i>		1938	Colonel au ministère de la Défense de l'URSS	
<i>Sans emploi</i>		1937	Sous-colonel de l'Armée Soviétique, chef d'une unité militaire de Moscou	
<i>Étudiant par correspondance de l'Institut pédagogique des langues étrangères n° 1 de Moscou</i>		1932		Directrice d'un collège
<i>Sans emploi</i>		1935	Ex-ministre de la Justice de l'URSS	
Sources : GARF, f. 9401 « Dossier secret de Khrouchtchev », op. 2, d. 490, l. 357-358.				

stocks d'État, comme la copie du film français *l'Idole* disparue en 1956 et retrouvée ensuite chez un employé de la Maison de l'art populaire de Moscou qui dit l'avoir acheté à une personne inconnue. Plusieurs films font l'objet de transactions illégales⁹⁵.

Le leader du groupe utilise son lien avec un expert du cinéma qui lui facilite les contacts avec diverses institutions. Il se fait passer pour un représentant des structures de gestion de la projection des films – *Glavkinoprokat* ou *Mossestrada*. Il arrive ainsi à organiser des séances dans une vingtaine d'Instituts moscovites. Les organisateurs ont l'intention de diffuser la culture alternative sous ses formes diverses : les séances du cinéma sont précédées de morceaux de jazz joués par quatre ou six musiciens « amateurs » qui touchent 500-1000 roubles par présentation⁹⁶. Faute de concerts, les spectateurs peuvent regarder un documentaire avec des jazz-bands américains qui précède la projection d'un film. Les acteurs de théâtres célèbres, chargés du rôle de présentateur, et les directeurs des Instituts reçoivent aussi une récompense monétaire. Pour remplir les salles et rendre l'entreprise profitable, le leader du groupe fait coïncider les projections avec les soirées estudiantines et les annonce comme des bals de jeunesse. L'envergure de l'entreprise donne à ceux qui assistent aux projections une impression de libéralisation artistique et culturelle sans précédent.

Malgré l'arrestation des membres du groupe en avril 1957, il est impossible d'effacer les traces et les impressions que leurs activités ont laissées dans le milieu des étudiants de Moscou. Leur arrestation paraît d'autant plus absurde que quelques mois après, les autorités soviétiques accueillent les hôtes du VI^e festival mondial de la Jeunesse et organisent la projection de films étrangers récents. Les raisons des arrestations sont plus liées aux activités lucratives et commerciales illégales, qu'au contenu des films. Néanmoins, sans le vouloir, ces « entrepreneurs » préparent le public soviétique à rencontrer la nouvelle production cinématographique étrangère et les représentants du monde occidental. Ils forment le goût et suscitent l'envie de vêtements occidentaux, exprimée maintes fois pendant le festival.

LES PARADOXES DE L'OUVERTURE : LE VI^e FESTIVAL DE LA JEUNESSE ET DES ÉTUDIANTS

Le VI^e festival de la Jeunesse et des étudiants est devenu un symbole du Dégel, un événement marquant l'ouverture de l'URSS. Il révèle aussi les ambiguïtés de cette époque. Moscou s'annonce capable d'accueillir des dizaines de milliers d'étrangers, mais le renforcement du contrôle et de la surveillance ne se fait pas attendre. Cette ambition d'ouverture s'explique par plusieurs raisons.

Premièrement, à l'instar des expositions étrangères, les festivals ont un caractère sériel et continu. Les événements de ce type reflètent l'atmosphère de l'époque, l'idée de la coexistence pacifique et des échanges sur plusieurs plans entre les pays aux régimes politiques différents. Le IV^e festival de la Jeunesse a lieu en 1953 en Pologne. Plus d'un millier de Soviétiques y participent⁹⁷. Le festival suivant se déroule à Varsovie en 1955. La secrétaire du Comité du Parti de Moscou, la future ministre de la Culture, Ekaterina Fourtseva, demande au CC l'autorisation d'y envoyer un groupe de fonctionnaires moscovites du Parti pour prendre connaissance de l'organisation du festival afin d'en utiliser l'expérience lors de la préparation du VI^e festival à Moscou⁹⁸. L'URSS se sent obligée de reprendre le flambeau d'autant plus que les démocraties populaires ont donné l'impression d'avoir organisé avec succès ces événements. Moscou projette ces réussites sur soi et s'engage à mettre sur pied une manifestation similaire.

Deuxièmement, les dirigeants soviétiques chérissent l'espoir d'élargir l'influence de l'URSS dans le monde, d'augmenter le prestige du communisme et d'y convertir les hôtes du festival. Or, les membres des organisations communistes ne représentent que 40 % des invités. Aussi les organisateurs soviétiques craignent-ils que les autres participants ne diffusent des valeurs non socialistes. Ils prennent donc des mesures de précaution pour anticiper tout effet indésirable. Dans la discussion du bilan du festival, la grille d'analyse du milieu des délégués étrangers révèle les espérances et les inquiétudes initiales des autorités. Les organisateurs classent les invités en trois catégories principales selon leur attitude envers l'Union soviétique. Dans la première se retrouvent «les amis sincères de l'URSS – en règle générale, des jeunes communistes ainsi que des représentants de plusieurs organisations démocratiques des pays coloniaux et dépendants». Le deuxième groupe, le plus nombreux, est formé par «des jeunes hommes et des jeunes filles honnêtes désorientés par la propagande réactionnaire». Enfin, vient en troisième place «une catégorie peu importante des participants étrangers venue au festival avec une attitude préconçue et hostile à l'égard de l'Union soviétique». Il s'agit essentiellement des Américains, mais aussi de quelques Anglais, Français, Allemands de l'Ouest et Italiens. Les organisateurs affirment qu'une partie d'entre eux «a essayé d'influencer les autres délégués, a eu recours aux provocations, au chantage, aux intimidations, a diffusé la littérature anti-soviétique» parmi les habitants de Moscou. Ces étrangers sont accusés d'avoir maintenu des liens avec leurs Ambassades et utilisé leur séjour en Union soviétique «pour collecter des “faits” pour la propagande antisoviétique⁹⁹». Une telle présentation, conforme à l'esprit de guerre froide, aide à imputer les infractions qui ont lieu durant le festival aux agents des pays capitalistes.

En 1957, en l'espace de deux semaines, du 28 juillet au 11 août, dans le cadre du VI^e festival de la jeunesse et des étudiants, Moscou voit un nombre imposant d'étrangers affluer : 34 608 personnes de 131 pays dont 72 % sont

des Européens, 14 % des Asiatiques, 5,6 % des Africains, 0,5 % des Australiens et 7,1 % viennent de l'Amérique du Nord et du Sud¹⁰⁰. Les délégations européennes sont les plus nombreuses : française (2 000 personnes), finlandaise (2 000), italienne (1 900), anglaise (1 500) et d'Allemagne Fédérale (1 100)¹⁰¹. Les habitants de Leningrad, Minsk, Stalingrad, Odessa, Kichinev, Tachkent, Sverdlovsk rencontrent aussi des hôtes du festival, car 6 670 d'entre eux visitent ces villes sur la route du retour dans leurs pays¹⁰².

La rencontre avec des jeunes occidentaux provoque un choc chez les *stiliagui*. Elle leur montre l'écart flagrant entre ce que ces derniers croyaient être la mode de la jeunesse occidentale et les pratiques vestimentaires réelles des Européens. Alexej Kozlov est frappé que ces étrangers soient habillés «différemment, sans style particulier, mais de manière simple, pratique, bariolée, sportive et sciemment négligée». Il réalise que ces gens de «là-bas», n'accordent pas du tout une telle importance à l'apparence comme c'était le cas en URSS, «dans les conditions de la pénurie totale et de la société fermée¹⁰³». Cette découverte de l'Occident réel influe sur l'attitude envers les vêtements, les coiffures et le mode de vie en général. Lors du bilan du festival, les organisateurs expliquent que la jeunesse soviétique a pris connaissance «de l'art abstrait, de la musique bourgeoise, surtout du jazz, des danses bourgeoises, telles que le rock and roll, le boogie-woogie.» À partir de ce moment, la jeunesse dorée ne pratique plus de danses «de fabrication soviétique», mais le vrai rock and roll. La mode des jeans apparaît à ce moment¹⁰⁴. Les militants du Komsomol déplorent ainsi les résultats de cette rencontre avec «des représentants vivants du monde bourgeois, avec leur type d'esprit, leurs idéaux, la manière de se comporter» : «une certaine partie de notre jeunesse s'est mise à singer, à copier les manières désinvoltes des Occidentaux». La lutte contre les formes d'admiration de «la culture pernicieuse bourgeoise» se renforce sur tous les fronts¹⁰⁵.

Les participants au festival ressentent un contrôle et une surveillance sans précédent. Des hôtes se plaignent de la présence trop importante des miliciens dans les endroits publics. Les agents du ministère de l'Intérieur supervisent le déroulement du festival et envoient au CC du Parti des comptes rendus détaillés de chaque journée écoulée. Cette présence ostentatoire est imposée par la résolution du Secrétariat du CC, en date du 24 avril 1957. Les répressions contre les «spéculateurs» et les «dilapidateurs de la propriété socialiste» se durcissent car ils sont soupçonnés de vouloir acheter des biens aux étrangers¹⁰⁶. Tout le personnel des appareils de lutte contre les dilapidations et la spéculation est organisé en cent groupes qui circulent dans les hôtels et les foyers, dans les points de rachat et d'échange pour étrangers, dans des grands magasins, aux stades, dans les rues et sur les places¹⁰⁷.

Cependant, ces mesures préventives ne permettent pas d'éviter la transformation de Moscou en grand bazar pendant le festival. La faute en revient aux hôtes étrangers. Les participants cernent bien la situation du marché vestimentaire en Russie. Certains viennent à Moscou avec l'intention d'en

tirer profit. Un membre de la délégation sportive hongroise transporte avec lui une valise de chaussures neuves pour femmes et tente de les vendre au personnel de l'hôtel où il est hébergé ; un délégué bulgare organise une vente de pulls dont il a aussi une valise remplie, en plein milieu de la chaussée Kourkinkoïé. Les délégués roumains invitent des Soviétiques dans leurs chambres d'hôtel, leur proposant d'acheter des marchandises. Des participants danois vendent des bas en capron dans la cour d'un immeuble. Ces actions sont bien évidemment illégales.

En revanche, les étrangers ont le droit d'amener des articles d'habillement dans les dépôts-ventes (*komissionnyé magaziny*) qui enregistrent chaque remise et les communiquent minutieusement au ministère de l'Intérieur. Ce n'est donc pas la mise en circulation des biens occidentaux, mais la voie non institutionnelle et informelle de leur distribution qui représente le plus grand danger aux yeux des autorités. À la limite, comme dans les années 1930, à l'époque du fonctionnement du *Torgsine*, la chaîne des magasins destinés aux étrangers, l'État est prêt à tirer un profit des majorations des prix des articles amenés par les hôtes du festival dans les dépôts-ventes. La prohibition en Finlande explique la surreprésentation des Finlandais parmi les étrangers se servant des dépôts-ventes pour se faire un surplus d'argent. La délégation des Finlandais apporte, en quatre fois au point de rachat du bourg Vladykino, 1 748 montres pour la somme de 477 468 roubles¹⁰⁸, et d'autres articles pour la somme de 107 000 roubles. Le ministère de l'Intérieur constate que « les Finlandais achètent beaucoup de vodka, ils sont ramassés en état de forte ivresse et ramenés dans les hôtels¹⁰⁹ ».

Les transactions se font souvent en gros : le groupe norvégien délègue un représentant pour apporter dans un point de rachat, une fois 305 pulls en laine pour homme et 200 imperméables en matière plastifiée, une autre fois 346 foulards et 497 bonnets tricotés, et ensuite encore une partie de 280 bonnets tricotés ; un délégué suédois vend 180 paires de bas en nylon et un Italien apporte 35 pièces du même produit ; un Polonais vend 35 parures de sous-vêtements pour femme¹¹⁰. Ainsi, les participants étrangers viennent bien préparés au festival et approvisionnent un nombre important de Soviétiques en produits vestimentaires occidentaux. Au total, du 24 juillet au 11 août, trois dépôts-ventes se trouvant à proximité des hôtels prennent des marchandises aux étrangers pour la somme de 2 302 259 roubles¹¹¹.

Le ministère de l'Intérieur se sent obligé d'avertir la Direction principale de la douane, car il suppose un délit de contrebande. Mais le président de la Direction, Morozov, ne trouve pas de cas de violation du Code de la douane : aucun membre de la délégation n'excède la norme quantitative autorisée pour le transport des biens à travers la frontière.

En raison du caractère désavantageux des émoluments proposés dans les dépôts-ventes pour des articles apportés, certains touristes optent pour le contact direct avec les clients soviétiques, sans intermédiaire, et offrent leurs marchandises devant les portes d'entrée des dépôts-ventes¹¹². Le climat

d'entreprise affecte l'esprit des délégués au point d'entraîner une série de transactions et de reventes consécutives : les Polonais tentent à plusieurs reprises de racheter, à des prix plus élevés, des marchandises amenées par d'autres étrangers dans les dépôts-ventes¹¹³. Certains hôtes du festival font appel aux services des Soviétiques pour organiser la vente des produits amenés, comme c'est le cas d'une déléguée autrichienne, Lioubov Grouber, née à Kharkov, fille d'un ex-militaire de l'Armée soviétique qui a franchi la ligne de démarcation en 1947 pour vivre à l'étranger. Une fois à Moscou, sa fille appelle sa famille ukrainienne dont les membres sont venus à Moscou pour organiser une vente d'articles amenés par Lioubov dans sa chambre d'hôtel¹¹⁴.

Beaucoup de Soviétiques profitent du besoin des touristes étrangers en roubles pour faire toutes sortes de malversations : prendre des vêtements à un étranger en lui promettant de revenir avec l'argent, mais disparaître sans laisser de traces ; payer pour ensuite arracher l'argent des mains et s'enfuir en courant¹¹⁵. Une cliente de Lioubov Grouber profite de son absence pour emporter une robe et des chaussures, sans les avoir payés. Les étrangers déposent des plaintes à la milice, sans craindre les conséquences qu'une telle déclaration d'activités commerciales illégales peut entraîner contre eux. En réalité, les gardiens de l'ordre public ne peuvent rien faire contre ces « entrepreneurs » étrangers, si ce n'est de les avertir de l'illégalité de leurs actions. Les miliciens leur indiquent en vain des adresses des dépôts-ventes (si les vendeurs ne se trouvent pas à la proximité d'un tel établissement). Faute de précédent et d'expérience dans ce domaine, le système se révèle incapable de prendre en main des activités illégales d'une telle envergure, effectuées par des personnes à qui les lois soviétiques ne sont pas applicables.

En revanche, les répressions touchent directement les clients de ces vendeurs improvisés. Ainsi, quand deux touristes finlandais vendent un pantalon et huit paires de bas en nylon à un certain citoyen Tchitarelidze « sans occupations précises, ni de domicile fixe », c'est lui qui est arrêté par la milice et devient la cible de la lutte contre ce type d'actions illégales¹¹⁶. Mais la majorité des acheteurs est représentée par des étudiants soviétiques, y compris membres du Komsomol et du Parti¹¹⁷. Au total, 183 personnes sont arrêtées pour avoir tenté d'acquérir des biens aux étrangers¹¹⁸.

Des mesures administratives sont appliquées aux acheteurs arrêtés : quarante-deux résidents des villes provinciales sont expulsés de Moscou¹¹⁹. Pour ces raisons, certains Soviétiques, surtout des membres du Komsomol, adoptent diverses tactiques pour contourner les persécutions. Un étudiant moscovite, membre du Komsomol, espère passer inaperçu après s'être rendu dans la chambre d'hôtel d'un délégué d'Allemagne Fédérale et avoir mis les vêtements et des chaussures neufs que l'Allemand lui a vendus. Il se compromet aussitôt en remerciant son ami allemand par des baisers pour le déjeuner offert à la cantine et en avouant publiquement que la vie des étudiants soviétiques est dure¹²⁰. Un autre étudiant adopte la même tactique :

au moment de son arrestation, il est habillé d'une chemise achetée aux membres de la délégation finlandaise. Il veut se faire passer pour un Finlandais et refuse de parler russe¹²¹. L'impunité des vendeurs aggrave l'échelle du phénomène. Au cours des premiers jours du festival, les étrangers sont gênés par les avertissements de la milice, remballent leurs affaires et s'en vont. Mais vers la fin de leur séjour, ils ne réagissent plus à la présence de la milice et organisent par centaines de véritables marchés à côté des dépôts-ventes¹²².

Et pourtant les créateurs soviétiques prennent des mesures préventives contre la pénétration de la mode occidentale par cette voie informelle. Ils conçoivent des vêtements spécialement destinés aux étudiants soviétiques qui participent au festival. Les modèles proposés aux étudiants soviétiques reprennent des tendances de la haute couture française de cette époque (des jupes larges avec des jupons), retravaillées avec des motifs du costume russe national. Un numéro de *Žurnal mod*, paru à la veille du festival, est consacré à cet événement. En présentant de nouveaux modèles créés spécialement pour les participants soviétiques, les rédacteurs du magazine espèrent que ces modèles servent également de souvenirs aux hôtes étrangers¹²³.

Certains événements du festival ont un caractère propagandiste et didactique. Dans le cadre de la fête des jeunes filles, une « parade internationale de mode » est ainsi organisée. Pour renforcer l'impact de cette manifestation, les organisateurs du festival décident de prendre de jeunes actrices célèbres en qualité de mannequins¹²⁴. Cet aménagement de la façade impressionne surtout les jeunes spécialistes étrangers de l'industrie de confection. Ainsi, la Française Danielle Encœur conclut que la présentation des modèles soviétiques peut rivaliser avec les défilés de mode parisienne. Sa collègue, Montéroux, ajoute que « la mode soviétique avance à grands pas vers la haute qualité » et que les femmes soviétiques comprennent et connaissent la mode française¹²⁵. Mais apparemment les lignes de haute couture française interprétées par les créateurs soviétiques ne répondent pas aux attentes des étudiants en URSS qui aspirent à une mode plus informelle et moins institutionnalisée. Par ailleurs, tous les hôtes du festival ne sont pas aussi enthousiastes. D'autres expriment des opinions bien critiques à l'égard de l'apparence des Soviétiques et soulignent l'absence de goût et de mode, la pauvreté, la mauvaise qualité et la cherté des vêtements et des chaussures¹²⁶.

La pénétration importante et inattendue de biens vestimentaires occidentaux suscite donc plusieurs types de réactions de la part des structures officielles. D'une part, elles essaient d'intégrer ces marchandises dans le circuit étatique de distribution, en dirigeant les étrangers vers les dépôts-ventes. En raison de la faible efficacité de cet encadrement, les miliciens tentent d'empêcher les transactions informelles en réprimandant les acheteurs. Toutefois, ces mesures policières se combinent avec des tentatives d'éradiquer les raisons pour lesquelles les Soviétiques ont recours à ces stratégies illégales d'acquisition de vêtements : une nouvelle vague de réglementation et de normalisation de l'apparence est lancée. Des décisions sont prises de produire à grande

échelle des vêtements élaborés par les créateurs soviétiques pour la jeunesse. Néanmoins, cette campagne d'approvisionnement des jeunes en vêtements « convenables » n'élimine pas la recherche des vêtements de production étrangère. Le mécanisme de transferts informels des biens occidentaux par l'intermédiaire des touristes étrangers, mise en route au cours du festival, continue à fonctionner les années suivantes. Désormais chaque touriste étranger en URSS est considéré comme une source potentielle d'approvisionnement en vêtements.

LA MISE À L'ÉPREUVE DE L'IMPERMÉABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE : LE TOURISME ÉTRANGER EN URSS

La première grande vague de touristes étrangers dans l'URSS khrouchtchévienne date de l'emblématique année 1956, celle du XX^e Congrès. Leur encadrement est alors effectué par l'*Intourist*. Par la suite, ce sont des associations d'amitié qui commencent à organiser des voyages touristiques. Ainsi, France-URSS conclut un accord avec l'*Intourist* et « devient la première agence de voyage française vers l'Union soviétique¹²⁷ » dont le pic d'activité a lieu en 1961, en raison de l'exposition française à Moscou.

Les consommateurs soviétiques en quête de biens de consommation occidentaux repèrent les touristes étrangers et leur demandent de vendre des vêtements. Au premier abord, cette attitude choque certains touristes. Le chef de la Direction du tourisme étranger cite un de ces cas selon lequel un touriste, Favilla, s'est plaint d'un certain Giovanni, originaire de Géorgie, qui est entré dans sa chambre en lui demandant de lui vendre son imperméable et ses cravates d'origine italienne. Le touriste a expulsé Giovanni de sa chambre¹²⁸. Mais de tels échecs n'empêchent pas d'autres transactions de s'effectuer. Ainsi, en 1956, un groupe de touristes anglais est arrêté sur la perspective Nevski par quelques étudiants qui leur demandent de leur céder un tailleur, une cravate, des chaussures. Des vêtements d'occasion (des chaussures, une chemise, une cravate, un tee-shirt) font l'affaire¹²⁹.

L'enracinement de cette pratique donne naissance au milieu des *fartsovchtchiki* qui sont des intermédiaires entre les consommateurs de vêtements occidentaux et les étrangers-fournisseurs de ces marchandises. L'étymologie du terme reste obscure. Les dictionnaires proposent différentes interprétations. Selon l'un d'eux, le terme peut provenir du mot français « force », de l'allemand *forsch* (gaillard), ou du polonais *forsować* (obliger, se procurer par la force)¹³⁰. Un autre trouve que le mot *fartsovka* est apparu de l'expression anglaise « for sale »¹³¹. Un troisième ne cherche pas de lien étymologique avec des mots étrangers, mais suppose que le terme est dérivé de la racine *fart* qui

désigne en russe populaire la chance. L'historien Iouri Aksiouline affirme que le terme a été inventé par les *fartsovchtchiki* eux-mêmes¹³². Natalia Lebina insiste sur l'« officialisation » de ce terme à travers son usage courant dans la presse¹³³.

La demande d'un certain type de produits inaccessibles par les voies légales suscite l'émergence de mécanismes spécifiques pour leur mise en circulation. Ces individus entreprennent de rechercher des biens de production étrangère et d'en assurer la distribution parmi les clients. Leur importance est reconnue par les consommateurs à partir du moment où ils reçoivent des commandes individuelles¹³⁴. Le phénomène de *fartsovka* s'installe donc profondément dans la société soviétique, en devenant une des tactiques d'acquisition de vêtements par des personnes qui désirent afficher leur culture de consommation alternative. Les commerçants eux-mêmes portent des vêtements de production étrangère comme signes d'identification pour les clients. Cette mise en scène de la fonction des *fartsovchtchiki* est rapidement devenue l'objet de quolibets dans la presse satirique :

« Récemment je me promenais dans la ruelle Stolechnikov et j'ai entendu quelqu'un m'appeler joyeusement. Je me suis retourné. C'était Goga Barantchouk, mais avec quel habit ! Les épaules de son costume orange sont devenues deux fois plus larges à cause de la doublure en ouate, le chapeau aux longs poils était vert, il portait des chaussures de couleur jaune vive à la semelle extrêmement grosse, et tout son aspect témoignait de la prospérité... – Exactement, – Goga a répondu, en soulevant son long nez et en remettant en ordre sa coiffure à la “Broadway”, copiée sur un acteur américain, lorsque les cheveux sur la nuque sont longs comme si l'homme allait devenir prêtre. – Le rapporteur est celui qui passe son temps près du magasin et propose des marchandises absentes sur le comptoir. Moi, par exemple, je suis un spécialiste en nylon royal, en ratine, en *cover coat*, en cosmétique... »¹³⁵

L'accent mis sur les couleurs assimile le personnage de *fartsovchtchik* au *stiliaga*, ce qui le situe nettement dans le champ stigmatisé et connoté des éléments antisociaux. D'ailleurs, le discours officiel insiste sur leur même origine sociale. Le premier secrétaire du CC du Komsomol, Sergueï Pavlov, caractérise ainsi le public du café *Molodejnoe* à Moscou : « un groupe de jeunes garçons et de jeunes filles idéologiquement dégingandés, de *fartsovchtchiki* et de gaspilleurs de l'argent de leurs papas » ou encore « des parasites et des débauchés qui nouent des relations avec des étrangers »¹³⁶. Ce propos est chargé de métaphores dignes des meilleures représentations de l'Union soviétique comme forteresse assiégée et minée par des ennemis intérieurs. Il contient une quintessence des éléments sociaux marginaux. En même temps, tous ces « maux » sont implicitement reconnus comme des fruits du présent soviétique. Ils ne sont plus attachés à l'héritage du passé capitaliste, car ce sont des enfants des pères soviétiques fortunés. Grâce à la présentation du problème à travers des clivages générationnels, des inégalités sociales sont donc mises en avant de la scène. Le conflit de générations et l'opposition entre

les pères soviétiques dévoués qui ont fait la guerre et les fils « sans valeurs » reviennent aussi dans le discours d'une manière récurrente : « Il arrive que les enfants échangent les ordres et les médailles de leurs parents contre des babioles étrangères ¹³⁷. » La tendance à réunir toutes les manifestations de marginalité et d'opposition aux valeurs socialistes dans un seul phénomène pour en renforcer la connotation et en accentuer la gravité, est particulièrement présente en ce qui concerne le traitement des *fartsovchtchiki*. L'assimilation d'une figure marginale à une autre signifie également que les moyens de répression contre les *stiliagui* s'étendent sur les *fartsovchtchiki*.

La *fartsovka* n'est pas mentionnée comme un délit dans le Code pénal. Comme le phénomène même, son nom est informel. Il est apparu pour distinguer les revendeurs des biens de la production soviétique (les « spéculateurs ») de ceux qui font des transactions avec des articles étrangers. Les *fartsovchtchiki* sont difficilement passibles de l'article du Code pénal sur la spéculation, car il est impossible d'y voir un délit, vu que la vente des biens d'occasion est officiellement autorisée. Les dossiers du Parquet témoignent de ces problèmes de traitement des actes de revente des biens étrangers qui ont lieu au domicile des *fartsovchtchiki* ou sur leurs lieux de travail. La provenance de marchandises reste inconnue des organes judiciaires ¹³⁸. Le critère principal pour qualifier une revente de spéculation réside dans l'augmentation du prix de la marchandise par rapport à son coût dans le réseau commercial. Les dossiers d'instruction des revendeurs des biens étrangers se contentent de mentionner les prix auxquels les produits ont été proposés aux consommateurs soviétiques ¹³⁹. L'impossibilité de définir les prix initiaux conduit l'État à employer d'autres mesures de lutte. Selon la logique officielle, il faut éradiquer les racines du phénomène, notamment restreindre les contacts entre les Soviétiques et les touristes étrangers.

Les autorités prennent alors des mesures policières pour faire face aux transactions informelles des Soviétiques avec les touristes étrangers. Le Présidium du CC du Parti adopte le 4 janvier 1962 une résolution « sur la mise en ordre des liens touristiques avec des pays étrangers ». Elle oblige des comités locaux du Parti à former des groupes spéciaux, composés des *droujinniki* « préparés politiquement (membres du PCUS et du Komsomol) », des militants du Komsomol et des étudiants maîtrisant des langues étrangères. Ils ont pour mission d'empêcher des « actions hostiles potentielles de la part de certains étrangers et de prévenir des contacts indésirables entre eux et des éléments anti-sociaux ». Ces groupes doivent surveiller les lieux de résidence des étrangers et les sites des visites guidées. Le régime des passeports est renforcé dans les régions visitées par des étrangers ¹⁴⁰.

Toutefois, ces dispositifs n'apportent pas les résultats escomptés. Les « détachements opérationnels » circulent à proximité des étrangers, en « neutralisant les personnes qui tentent de nouer des liens » avec eux, mais des ventes de vêtements ont toujours lieu ¹⁴¹. En 1963 et 1964, le problème de la diffusion de la mode occidentale en URSS par des canaux informels, ainsi que

du commerce en vêtements entre des touristes étrangers et des Soviétiques reste à l'agenda des structures idéologiques. Le plénum du CC du Parti de juin 1963 aborde le sujet de la jeunesse soviétique et de son éducation politique. Quelques mois après, les cellules du Parti en dressent un bilan : les étudiantes sortent le soir avec des étrangers ; « les fringues et toutes ces bagatelles » attirent les garçons aussi bien que les filles soviétiques¹⁴². Un des paradoxes du Dégel réside donc dans les tentatives, vaines, de conjuguer l'ouverture de l'URSS à l'imperméabilité de la société soviétique à l'influence étrangère. La restriction de tous contacts en dehors du cadre institutionnel doit préserver la population de la pénétration des valeurs occidentales. Malgré la naïveté de ce postulat, les dirigeants continuent obstinément à croire à l'efficacité de leur propagande. Ils déplorent certes les échecs, mais les considèrent comme rares et marginaux.

Lors de la XVI^e conférence du Komsomol de Leningrad en novembre 1963, une représentante du Comité du Parti de la ville cite le cas d'un doctorant de la faculté de philosophie de l'Université d'État de Leningrad qui est « tombé sous l'influence des stagiaires américains » : « Il a vu sur leurs épaules une veste à la mode et une cravate en vogue, mais il n'a pas regardé leur âme, il n'a pas su ce qu'ils pensent et à quoi ils rêvent, à quoi ils aspirent et où ils vont¹⁴³. » Cette désapprobation de l'attirance envers des objets de consommation contredit les enjeux de la politique khrouchtchévienne centrée sur l'amélioration des conditions matérielles et, en même temps, témoigne implicitement de l'incapacité à reconnaître l'infériorité des articles de mode soviétiques par rapport aux articles occidentaux. La répression des individus qui recourent à des transferts informels sape paradoxalement l'orientation générale de la politique du gouvernement en direction des biens de consommation, dorénavant considérés comme superfétatoires.

Le discours des créateurs sur les normes de l'habillement perd de la pertinence quand les dirigeants du Komsomol discutent des effets produits par les émissions de la radio *Voice of America* sur les adolescents soviétiques. Une émission consacrée à la jeunesse américaine mentionnerait que les filles âgées de 19 à 25 ans, travaillant comme secrétaires et comptables, viennent au bureau en robes habillées, en changeant celles-ci tous les jours. Les dirigeants du Komsomol en concluent que la chaîne radiophonique américaine essaie ainsi de produire un effet sur « une certaine partie instable de la jeunesse » soviétique par le biais de « ces choses primitives¹⁴⁴ ».

La recherche de vêtements étrangers est assimilée à de la cupidité, et donc à une trahison des valeurs socialistes. Les termes dans lesquels le premier secrétaire du CC du Komsomol, Sergueï Pavlov, caractérise la fascination d'un écolier pour le mode de vie occidental reflètent parfaitement ce glissement de sens : « Le Moscovite Boris Khourguine rencontrait systématiquement des étrangers, pratiquait de la "*fartsovka*", jetait l'argent que ses parents lui offraient généreusement, par la fenêtre. » Cela amène Pavlov à conclure que le garçon est tombé « sous l'influence de la propagande tendancieuse du

mode de vie occidental » et a commencé à faire « l'éloge du régime capitaliste », en « raffolant littéralement de la perspective de la belle vie à l'étranger ». L'affaire s'est terminée en 1963 quand Khourguine a tenté de passer la frontière finlandaise pour partir aux États-Unis¹⁴⁵. Pavlov cherche consciemment des exemples qui prouvent l'inévitabilité du glissement de la passion pour les biens étrangers vers la forfaiture. L'adolescent Hedre Romas de Klaipėda serait aussi « mû par des désirs analogues ». Lui et ses trois amis sont accusés par le dirigeant du Komsomol d'avoir pratiqué de la *fartsovka* et de la spéculation, ainsi que d'avoir acquis des revues étrangères. Ce comportement est présenté comme menant droit à la trahison de la Patrie : « Ils ont essayé de s'emparer d'un avion à l'aérodrome et de partir en Suède¹⁴⁶. »

Cette intervention de Pavlov a lieu le 20 février 1964, dans le cadre d'une réunion consacrée aux questions de l'éducation de la jeunesse « dans l'esprit d'intransigeance et de l'offense à l'égard de l'idéologie bourgeoise ». Les organisations du Komsomol de Moscou, de Leningrad, de Tbilissi et de Bakou sont particulièrement mises en garde en raison de la gravité du problème dans ces villes. Toutefois, des exemples qui appuient les propos des intervenants prouvent que les *fartsovchtchiki* sont nombreux dans les républiques baltes, dans les villes portuaires, notamment à Odessa où le marché des biens de consommation durable s'est transformé en « bourse noire » avec une offre très diversifiée : « des maillots de bain en nylon jusqu'aux images pornographiques, des tapis importés jusqu'aux éditions antisoviétiques »¹⁴⁷. Le Parquet de la région d'Odessa sonne l'alarme auprès des dirigeants du Komsomol de l'Ukraine et du président du département d'éducation. Il demande de prendre des mesures prophylactiques pour éliminer les actes amoraux parmi les jeunes, car en 1956, 218 mineurs sont arrêtés à Odessa pour avoir acheté aux marins étrangers différents objets afin de les revendre. De même, durant les deux premiers mois et demi de l'année 1957, la milice traite vingt-neuf cas similaires. Ce sont principalement des élèves du secondaire, mais aussi des étudiants des écoles techniques qui acquièrent et revendent des bas en nylon¹⁴⁸. L'enchaînement des actes du comportement déviationniste conduit à impliquer les services de la sécurité d'État dans les persécutions contre les Soviétiques ayant des contacts informels avec des étrangers. Ainsi, d'après Vladimir Semitchastny, le président de la Sécurité d'État, à l'été 1963, le KGB a arrêté trois cents écoliers à Moscou « pour comportement indigne lors des relations avec les étrangers¹⁴⁹ ».

Les dirigeants du Komsomol cherchent des explications à l'envergure d'un phénomène où « les écoliers des classes terminales ne se préoccupent que de la recherche des possibilités d'acheter et de revendre [...] du chewing-gum, des crayons, des chemises, des chaussettes, des caleçons », où « certains écoliers, en essayant de provoquer de la pitié à leur égard, mettent consciemment des vêtements déchirés, font de la mendicité, et vendent ensuite à l'école des biens achetés aux étrangers, en impliquant dans ces transactions d'autres gamins¹⁵⁰ ». Mais les adolescents ne sont pas les seuls contaminés par

« l'esprit de la cupidité et de la débauche », c'est aussi le cas des étudiants, des professeurs et des jeunes ouvriers. Une explication avancée est la croissance permanente du bien-être des Soviétiques, ce qui exige le « renforcement du travail idéologique ». De la sorte, la politique khrouchtchévienne est à nouveau mise en porte-à-faux : l'amélioration de conditions de vie est pensée comme une raison de l'apparition « de l'état d'esprit consommateur » chez les jeunes ¹⁵¹. Malgré les efforts déployés depuis la fin de la guerre pour améliorer le bien-être de la population, les dirigeants refusent de reconnaître la légitimité des valeurs de la société de consommation en URSS.

Les actions restrictives à l'égard des Soviétiques n'empêchent pas les touristes d'amener leurs biens dans les dépôts-ventes, ce qui contribue à la diffusion de la mode occidentale en URSS de manière légale. Les gens qui ne voyagent jamais à l'étranger ont ainsi un accès aux vêtements fabriqués en dehors de l'espace soviétique ¹⁵². Malgré le discours qui désapprouve la passion pour les biens de consommation occidentaux, l'État autorise l'acquisition de ces articles. Toutefois, en 1957, le ministre de l'Intérieur, Nikolaï Doudorov s'inquiète de l'utilisation abusive des dépôts-ventes par les étrangers qui en font une source d'acquisition de roubles sans avoir recours aux points d'échanges monétaires. La vérification des registres de comptabilité du dépôt-vente n° 2 de *Mosskouppromtorg* montre, d'après lui, que pendant la période de janvier à juillet 1956, des étrangers, essentiellement des employés de l'Ambassade italienne, ont apporté dans ce seul magasin des biens de fabrication non soviétique pour la somme de 800 mille roubles ¹⁵³. Or, le véritable tabou réside dans les transactions informelles de ces biens, et non pas dans leur consommation comme le discours prétend l'affirmer.

Néanmoins, la légitimité de la pratique ne signifie pas forcément la disponibilité des biens étrangers dans les dépôts-ventes car ceux-ci sont aussi touchés par la pénurie. Alekseï Kozlov dévoile sa technique d'acquisition des vêtements étrangers dans les dépôts-ventes, fondée sur des relations personnelles avec des vendeurs. Il affirme que l'apparition de n'importe quelle « frusque » dans un dépôt-vente était un événement, et il fallait faire une tournée pour ne pas la rater. Les vendeurs « enterraient » un article arrivé pour le cacher des regards de simples acheteurs qui flânaient en foule dans les magasins. Une telle dissimulation des marchandises rares était une violation des règles du commerce socialiste et était sévèrement punie. C'est pourquoi les vendeurs prenaient un risque, ayant affaire seulement avec des gens de confiance. Les relations étaient maintenues par des pots de vin permanents. En entrant dans un magasin, Kozlov captait le regard du vendeur qu'il connaissait afin de lui faire constater son arrivée. Le vendeur réfléchissait une seconde, puis soit il hochait la tête, ce qui signifiait l'absence d'espoir, soit il faisait légèrement un signe de tête affirmatif, l'incitant à rester. Kozlov allait directement dans une cabine d'essayage où le vendeur amenait devant les yeux de tous un cintre avec un costume soviétique habituel et ensuite discrètement il sortait « de l'enterrement » sous le comptoir un costume de marque, emballé de papier ¹⁵⁴.

Ainsi, même des instruments légaux de distribution des produits de consommation engendrent des relations de clientèle qui seules offrent un accès aux biens rares occidentaux. Un autre canal de transferts informels des pratiques vestimentaires étrangères en URSS, la contrebande, fonctionne selon les mêmes principes.

LA CONTREBANDE : UN CANAL DES AGENTS SOVIÉTIQUES ET ÉTRANGERS

La contrebande en URSS est doublement criminalisée : par le Code des douanes et par le Code pénal. Cela s'explique par le profil hétérogène des délinquants qui sont aussi bien des citoyens de l'URSS, que des étrangers. Formellement le Code de la douane est applicable à tous les contrebandiers, sans distinction de citoyenneté. En 1962, le Présidium du Conseil Suprême de l'URSS soumet à l'examen du Parquet, du KGB et de certains ministères un projet d'oukase « Sur les changements du Code de la douane de l'URSS » qui était en vigueur depuis décembre 1928. Malgré le libéralisme apparent, les intentions de durcir la législation à l'égard de la contrebande sont observables dans le cadre de la discussion de ce projet. Le MCE de l'URSS, soutenu par le KGB et le ministère des Finances, propose d'augmenter le délai pour la prononciation de l'accusation, lequel doit désormais être égal à un mois à partir de la découverte d'un acte de contrebande et non plus à partir de l'infraction elle-même, à condition que la période entre la commission du délit et sa découverte n'excède pas un an. Le Parquet et le ministère de l'Intérieur maintiennent une ligne moins dure, en proposant de compter le délai d'ancienneté à partir de l'acte de l'infraction, ce qui devrait laisser impunis les crimes découverts tardivement¹⁵⁵.

Les amendements principaux portent sur la définition du délit. Le MCE de l'URSS propose d'y inclure non seulement le transfert illégal des marchandises à travers la frontière comme le précisait le Code de 1928, mais aussi la vente, le rachat et la garde des marchandises étrangères dont la quantité dépasse la norme de la consommation personnelle si leurs propriétaires ne peuvent pas prouver la légalité de l'acquisition¹⁵⁶. Cet élargissement de la définition du crime renvoie implicitement aux difficultés de lutter contre la contrebande. Il sous-entend aussi le classement, dans la catégorie des contrebandiers, des citoyens soviétiques qui rachètent des marchandises aux étrangers, par exemple, aux marins des bateaux. Il permet ainsi un recouplement avec le Code pénal de la RSFSR.

Le Code pénal de la RSFSR d'avant 1960 contient deux articles sur la contrebande. La contrebande « simple » est couverte par l'article 83 qui prévoit une responsabilité administrative. L'article 59-9 vise la « contrebande qualifiée » (*kvalifitsirovannaïa kontrabanda*) sans pour autant expliciter les

signes exacts de ce type de délit. Les juristes soviétiques eux-mêmes considèrent que l'article 59-9 du Code donne une « carte blanche » (*blanketnaia statia*), car il permet au procureur et au juge de donner la peine qu'ils veulent en raison du flou de la formulation¹⁵⁷. En 1955, les agents du ministère de l'Intérieur de l'Ukraine arrêtent pour contrebande cinquante-trois personnes dont trente-quatre sont condamnées à des sentences de durées différentes¹⁵⁸. Parmi celles-ci, un groupe de huit personnes achète systématiquement des produits essentiellement américains (des bas et des chemises en nylon, des robes, des pièces de tissus, des chaussures, des gilets en laine, des cravates, des sous-vêtements, des montres, etc.) aux marins des bateaux bulgares, en échange de caviar, de dollars et d'or. Lors de l'arrestation de ce groupe à Odessa en décembre 1955, des marchandises étrangères, dont le coût est estimé en 35 736 roubles, sont confisquées¹⁵⁹. Bien que dans ce cas précis, les membres de l'équipage des bateaux bulgares soient les véritables agents de transmission des produits occidentaux en URSS, la répression s'abat sur les acheteurs soviétiques. L'article 59-9 du Code pénal permet de tenir une ligne dure face aux délinquants soviétiques, laquelle est dissimulée par le libéralisme relatif du Code des douanes. Ces deux corpus législatifs ont donc un caractère complémentaire censé augmenter l'efficacité de la lutte contre la contrebande.

Les marins des pays socialistes profitent de l'attitude plus laxiste que celle adoptée à l'égard des employés des bateaux des États capitalistes. En 1956, le ministère de l'Intérieur prépare un projet de résolution sur les règles de présence de l'équipage des bateaux marchands étrangers sur le territoire de la ville portuaire. Il trouve nécessaire de mettre à jour le règlement relatif à la délivrance des laissez-passer aux marins étrangers par les gardes-frontières qui font partie des structures du ministère de l'Intérieur. Cette procédure date de 1926 et est fondée sur une résolution du Conseil des Commissaires du Peuple, légèrement révisée en 1935. Comme ce règlement reste en vigueur, les marins des pays capitalistes et socialistes subissent le même traitement. Le projet de 1956 exempte les marins des démocraties populaires des restrictions imposées aux marins des États capitalistes, bien que la sortie des biens du bateau en ville soit possible dans les deux cas uniquement avec une autorisation des douaniers¹⁶⁰.

Cependant, une telle tolérance à l'égard des ressortissants des pays socialistes est gênante pour les agents du ministère de l'Intérieur. Ainsi, le 9 mars 1957, le ministre de l'Intérieur, Nikolaï Doudorov informe le CC du Parti, le Conseil des ministres, le ministère des Affaires étrangères et la Parquet de l'URSS, de l'arrivée à Odessa d'un citoyen polonais M. B. Iouchtan. Arrêté par la milice, il déclare qu'il habite en Pologne depuis 1946, qu'il est le président de la Direction Pharmaceutique à Varsovie et qu'il est venu en mission pour un échange de médicaments avec le ministère de la Santé d'URSS. L'arrestation est fondée sur les transactions des biens de production étrangère que Iouchtan a effectuées. Il avoue avoir apporté

trente-huit montres suisses dont vingt-huit ont été vendues à un habitant d'Odessa, Rozentsvaïg. Les miliciens réquisitionnent des marchandises et des objets de valeurs à Iouchtan, mais Doudorov considère nécessaire de demander des instructions aux dirigeants centraux quant au traitement de cette personne et de son infraction ¹⁶¹. En principe, son cas devrait être traité à la lumière des dispositifs du Code des douanes qui prévoit, en plus de la confiscation des objets de la contrebande, une amende monétaire.

Depuis 1960, c'est l'article 78 du Code pénal de la RSFSR qui concerne la contrebande. À la différence des éditions précédentes – héritières du Code stalinien – l'article ne se réfère plus au Code des douanes pour définir des critères du délit et indique la peine d'une manière plus précise. La contrebande est désormais comprise comme « un déplacement illégal de marchandises et d'autres biens de valeurs à travers la frontière de l'URSS, commis soit avec un recel des objets dans des dépôts spéciaux, soit avec une utilisation frauduleuse des documents de la douane ou d'autres, soit à grande échelle, soit par un groupe de personnes organisé pour faire de la contrebande, soit par une personne qui utilise son statut professionnel ». Elle est punie par une privation de liberté pour un délai de trois à dix ans avec confiscation de biens ¹⁶². Cet amendement est introduit dans le Code à la suite de l'adoption en 1960 de la loi « Sur la responsabilité pour les crimes contre l'État », dont l'article 15 porte sur la contrebande sans faire de distinction entre « simple » et « qualifiée ¹⁶³ ». Les changements législatifs sont motivés par l'inefficacité de la lutte contre « ce type dangereux de crime ». Les statistiques des tribunaux montrent la quantité très insignifiante de ce type d'affaires. Dans toute l'URSS, pendant l'année 1959 et le premier semestre de 1960, parmi les vingt-deux cas de contrebande transmis au total par les douanes aux tribunaux, seulement cinq finissent par une condamnation ¹⁶⁴. En 1959, les organes judiciaires de Moscou, d'Erevan et de Tbilissi n'intentent aucun procès criminel concernant la contrebande, bien que, selon les informations de la Direction des douanes, le commerce des marchandises de contrebande soit très développé dans ces villes ¹⁶⁵.

Les fonctionnaires du Parquet de l'URSS considèrent que les amendes appliquées par les instances de la douane aux contrebandiers ne permettent pas d'éliminer ce phénomène. Selon les données de la Direction des douanes du ministère de Commerce de l'URSS, en 1959, les douaniers arrêtent 1903 personnes en leur confisquant « des objets de contrebande » pour une somme de 3 560 000 roubles. Des 1 460 individus arrêtés sur la frontière, 1 078 sont des étrangers. Au premier semestre 1960, le nombre de cas augmente jusqu'à 1 017 (par rapport aux 869 cas du premier semestre 1959), les étrangers y représentent toujours la majorité (617 cas) ¹⁶⁶.

Les timbres servent aux Soviétiques de devises permettant l'acquisition des biens de consommation, essentiellement de vêtements, à l'étranger. Les timbres sont envoyés dans des lettres par la poste, ramenés dans les bagages des touristes, des membres d'équipage des avions et des bateaux, par l'intermé-

diaire des délégations sportives et culturelles. En 1958, les Soviétiques arrêtés par la milice pour trafic de timbres, sont un ex-étudiant de l'Université d'État de Leningrad, né à Riga et sans emploi fixe au moment de l'arrestation, un agent d'inspection de la caisse d'assurance, un directeur d'une base d'approvisionnement en produits agricole et un autre individu sans emploi¹⁶⁷.

Les mesures proposées en septembre 1960 par les fonctionnaires du Parquet pour faire face à l'ampleur de la contrebande comprennent une poursuite pénale obligatoire des citoyens soviétiques ayant commis une telle infraction. Elles suggèrent une implication plus importante du ministère de l'Intérieur et du KGB, des fouilles douanières non seulement des bagages, mais aussi des personnes (y compris des membres des délégations sportives et culturelles, ce qui était jusqu'alors défendu par la loi), ainsi que la transmission immédiate des données sur les contrebandiers soviétiques des douanes aux tribunaux¹⁶⁸. Ces propositions naissent dans le cadre du travail de la Commission organisée pour élaborer la nouvelle loi concernant les « éléments antisociaux et parasites ». Les contrebandiers y sont mentionnés.

Les changements dans le Code des douanes, quant à eux, visent les étrangers. Après les révisions de 1962-1964, dans la nouvelle version du Code, l'amende est augmentée. Mais elle reste la seule forme de punition pour la contrebande. Les discussions autour de cette forme de sanction révèlent le profil des délinquants qui sont censés être touchés par cette législation. Selon les autorités soviétiques, dans la plupart des cas de contrebande découverts, les délinquants sont des étrangers, y compris des touristes qui arrivent en URSS en bus, ainsi que des employés des bateaux, des avions et des bus étrangers. Pour cette raison le projet prévoit que lors de la découverte des objets de contrebande dans les moyens de transports appartenant aux étrangers, ce sont les biens des propriétaires des moyens de transport mentionnés qui peuvent être recouverts d'une amende si les personnes ayant commis une contrebande ne sont pas trouvées ou s'ils ne payent pas l'amende infligée¹⁶⁹.

Faute de pouvoir appliquer des sanctions plus graves à ce type de délinquants, l'État essaie de tirer un profit financier de ces infractions. Les objets de contrebande confisqués sont transmis aux institutions et établissements étatiques « pour l'utilisation ou la vente ». Les sommes gagnées avec les objets de contrebande sont versées « dans le budget d'État¹⁷⁰ ». La rationalité et le pragmatisme de cette approche laissent dans l'ombre les caractéristiques qualitatives des objets de contrebande : leur conformité aux normes de production soviétique, obligatoire pour les marchandises importées dans le cadre des accords commerciaux, ne fait l'objet d'aucune procédure d'évaluation.

L'absence de contrôle peut être expliquée par la légitimité des transferts des biens de l'étranger dans certaines limites, fondées sur la notion d'usage personnel. Des objets déplacés à travers la frontière sans présence physique de personnes, notamment par la voie postale, peuvent être traités comme relevant de la contrebande, si leur quantité excède les normes définies par le MCE et s'ils ne sont pas destinés à « la satisfaction des besoins matériels et culturels

de leurs destinataires », mais à « l'extraction du profit ne provenant pas du travail ¹⁷¹ ».

Cette définition du délit de contrebande à partir d'une norme de consommation personnelle n'est pas spécifiquement soviétique. En 1954, le MCE de Pologne publie une disposition relative aux exemptions et aux facilités accordées pour des objets rapportés de l'étranger par les voyageurs. Les vêtements, le linge, les chaussures, les accessoires de toilettes sont exemptés de taxes douanières à condition d'être destinés à l'usage personnel, ou d'être usagés. Les voyageurs ont droit d'amener comme cadeaux deux paires de bas nylon ; deux paires de bas de soie ; un carré de soie ; un coupon de tissu de laine, largeur double, jusqu'à 5,5 mètres, ou largeur normale, jusqu'à 7 mètres ; ou bien des vêtements confectionnés avec la même quantité de lainage ; du tissu de coton ou de rayonne jusqu'à 8 mètres ; un sac de dame ou une serviette ; vêtements, linge – pour enfants jusqu'à cinq kilogrammes, à l'exception des fourrures ; cinq kilogrammes de jouets ; une paire de chaussures ¹⁷². Ainsi, les restrictions portant sur le trafic des biens neufs définissent implicitement la norme de la consommation personnelle. Les taxes douanières s'appliquent à tout ce qui est au-delà de ces limites. Si un voyageur tente d'éviter leur paiement ou si la quantité des biens dépasse ces normes de plus du double, le transfert est considéré comme une contrebande.

Par ailleurs, le Code des douanes français véhicule également des notions proches de l'idée de la norme personnelle. Ainsi, une des interdictions concerne « la détention de stocks de marchandises autres que du cru du pays, prohibées ou taxées à la sortie, non justifiées par les besoins normaux de l'exploitation ou dont l'importance excède manifestement les besoins d'approvisionnement familial appréciés selon les usages locaux ¹⁷³ ». À la différence de la législation des pays socialistes, le Code des douanes français se distingue par une certaine souplesse, car il ne fixe pas de limites quantitatives strictes pour les produits importés. Les normes de consommation familiale ou personnelle se réfèrent aux usages répandus qui sont susceptibles de varier d'une région à l'autre.

Dans le Code français, la notion d'usage personnel est un critère à partir duquel sont définis les cas d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée : « Les restants de provisions de route, ainsi que les cigarettes, cigares et tabacs importés par les voyageurs dans la limite de tolérance ¹⁷⁴. » La tendance à la normalisation est également présente dans la législation douanière française. La différence réside dans la liste des produits sur lesquelles portent les interdictions, ainsi que dans la manière flexible de dresser les limites de l'admissible. Celles-ci sont donc laissées à l'appréciation des douaniers qui les définissent au cas par cas.

Les restrictions quantitatives ne sont pas toujours respectées par les Soviétiques revenant de l'étranger. Les enquêtes judiciaires sur la spéculation de produits vestimentaires amenés de l'étranger prouvent que les organes de la douane ignorent l'importation de marchandises en quantité excédant « les

besoins personnels¹⁷⁵». Les notions de norme et d'usage personnel deviennent un terrain sur lequel se développent des tactiques de contournement de la loi.

Le 27 janvier 1959, le KGB de Leningrad entreprend de poursuivre un électricien sur le bateau marchand *Arkhangelsk*, Nikolai Skvortsov, membre du Komsomol depuis 1956, né en 1935 dans un village de la région de Kostroma, accusé de contrebande et spéculation. La faute initiale imputée à Skvortsov est d'avoir échangé «une grande somme d'argent soviétique contre des devises étrangères à Anvers et spéculé en URSS sur des marchandises amenées de l'étranger¹⁷⁶». Selon la résolution du Conseil des ministres de l'URSS du 20 février 1958 (qui reprend la résolution du 25 octobre 1948 «Sur le règlement de l'exportation, d'importation, d'envoi de l'étranger et à l'étranger de devises»), les citoyens soviétiques partant temporairement à l'étranger ont le droit d'amener avec eux une somme inférieure à 300 roubles, enregistrée à la douane, sans permission de la dépenser. Si la somme excède 300 roubles, la personne est obligée de la laisser à la douane en échange d'une quittance qui permet de récupérer l'argent au retour. Toute cette affaire se tient sur le respect des règles par les personnes partant à l'étranger. L'exportation et l'échange à l'étranger d'argent soviétique sont illégaux¹⁷⁷. L'enjeu principal de l'enquête judiciaire est donc de comprendre comment l'électricien a pu obtenir une telle somme d'argent puis dissimuler à la douane des biens achetés à l'étranger et revendus.

Skvortsov élabore un plan bien avant le départ du bateau. Il confirme qu'il se sert de ces traversées pour effectuer des transactions de biens : à l'occasion, il lui est ainsi arrivé de vendre des marchandises amenées de l'étranger non pas aux dépôts-ventes, mais à des personnes privées. Avant de partir pour sa dernière traversée, il emprunte vingt-et-un dollars à son ancien collègue du bateau *Gatchina* à Krasnoe Selo (qui les a eus par l'intermédiaire de marins étrangers) pour lui rapporter un tapis de l'étranger¹⁷⁸. Un membre de l'équipage d'*Arkhangelsk* prête 1 500 roubles à Skvortsov dans le port soviétique. Puis ce dernier profite de la prétendue distraction de deux membres de son équipage qui, en état d'ivresse, «oublient» de rendre respectivement 1 350 et 800 roubles à la douane soviétique. En arrivant à Anvers, il emprunte ces sommes d'argent à ses collègues, en leur promettant un tapis à chacun en guise d'«intérêts¹⁷⁹».

En échangeant tout cet argent (4 350 roubles) dans une petite boutique à Anvers pour 5 362,5 francs belges, Skvortsov achète douze tapis de pluche, une paire de bottines pour femme, trois paires de chaussures pour enfant, une tondeuse à cheveux, deux mètres de nylon pour des chemises de femme, trois montres pour homme, quatre montres pour femme, une chemise pour homme. Mais la tâche la plus ardue est de pouvoir dissimuler ces marchandises à la douane soviétique. Selon la réglementation en vigueur, les employés des bateaux marchands reçoivent une certaine récompense en devise du pays de destination lors de chaque traversée. Ils ont donc le droit d'acquérir des

marchandises avec cet argent. Ainsi, Skvortsov gagne 162 francs belges et 30 guldens hollandais (car le bateau fait une escale à Amsterdam). Un tapis coûte 280 francs, une montre pour femme est achetée au même prix, le prix de deux montres d'homme est 350 francs une pièce, et la troisième montre d'homme coûte 650 francs¹⁸⁰. Sans parler du prix des autres acquisitions, la somme dépasse déjà la prime de Skvortsov. Le montant des récompenses pour une traversée ne permet pas de dépasser la norme de marchandises pour une consommation individuelle. Toutefois, le peu de biens qui peut être légitimement acquis a, avant tout, une valeur symbolique aux yeux de l'équipage des bateaux marchands comme de ceux des représentants du KGB. L'inventaire des biens rédigé lors de la perquisition dans l'appartement de Skvortsov, mentionne « un pantalon de travail de la marque "Leiba", avec une étiquette "Real American Denim, Leiba. As worn in Dallas Texas"¹⁸¹ ». Cette précision classe immédiatement le propriétaire du pantalon parmi les « adeptes du système de valeurs capitaliste ».

Néanmoins, la possession d'une paire de jeans américains ne constitue aucunement un crime car les normes des produits qu'on peut amener de l'étranger ne portent pas de restrictions qualitatives, n'étant définies que quantitativement : trois tapis, deux montres, etc., par personne. Les douaniers doivent comparer approximativement le coût des marchandises amenées par chaque membre de l'équipage, avec le montant de devises gagné lors de la traversée. Si la quantité des biens leur paraît trop élevée par rapport à ce qu'on pourrait acheter avec l'argent obtenu, les douaniers ont le droit de confisquer les « biens excessifs¹⁸² ». Skvortsov connaît parfaitement ces dispositifs. Pour les contourner, il distribue les produits acquis parmi les membres de l'équipage qui n'ont pas eu la possibilité d'en acheter. Ce mécanisme de contrebande nécessite donc la disponibilité d'un groupe de personnes initiées ou non au plan d'actions de l'organisateur. Si les collègues de Skvortsov ne l'avaient pas dénoncé pour les sommes d'argent non remboursées, son plan aurait marché. Le recours à de telles ruses explique probablement la quantité insignifiante des dossiers d'instruction pour affaires de contrebandes dans les archives du tribunal.

Ainsi, pratiquement toutes les autorisations de sortie du personnel d'*Arkhangelsk*, signées par le second, contiennent deux à trois tapis dans la liste des affaires personnelles¹⁸³. Les tapis achetés par Skvortsov se fondent dans la masse générale des produits qui, identiques, témoignent, entre autre, de l'actualité de ces objets de décor chez les consommateurs soviétiques. La norme quantitative est formellement respectée, bien qu'on puisse douter des possibilités d'utiliser trois tapis dans les ménages des membres de l'équipage. En effet, les enquêtes de budgets des familles léningradoises des années 1950-1960 indiquent des conditions du logement extrêmement précaires des enquêtés. La majorité d'entre eux ne possède que cinq mètres carrés par personne dans un appartement communautaire¹⁸⁴. Il est difficile d'imaginer la présence de trois tapis dans une pièce de dix mètres carrés. Mais les normes

douanières n'empêchent pas de ramener trois tapis à chaque traversée. Ainsi, le respect formel de la norme de la consommation personnelle peut se combiner avec des transferts de certains biens dans le but de les revendre en URSS.

Ces listes ne donnent pas d'indication sur l'état ou le degré de l'usure de biens vestimentaires. Si la destination de marchandises par sexe et par âge n'est pas mentionnée, il s'avère impossible de savoir quels produits ont été acquis récemment et lesquels étaient en usage avant la traversée. Un autre électricien du bateau *Arkhangelsk*, V. N. Verchinine, présente au point de contrôle une demande écrite et signée par le second du bateau, Moukhine, de le laisser passer avec ses affaires personnelles dont deux tapis, une paire de bottines pour femme, une paire de chaussures d'enfant, trois écharpes, deux chemises en jersey, deux autres chemises et une tondeuse à cheveux¹⁸⁵. La présence des mêmes objets dans plusieurs listes relève d'un effet d'imitation entre les marins qui dépensent de façon identique l'argent gagné sur le bateau dans les villes étrangères où ils accostent pour quelques heures. En ramenant ces articles en URSS, les employés de ces bateaux lancent une mode sur ces produits, et en même temps ils répondent sûrement à une demande de consommateurs. En effet, ces tapis de pluche, avec des représentations qui figurent des cerfs ou «l'enlèvement des belles», sont des produits rares, disponibles au marché noir à des prix élevés. Le père de Skvortsov est accusé de «petite spéculations» (*melkaïa spekouliatsia*) pour la vente des tapis apportés par son fils, au marché d'occasion, à un prix de 1 200 roubles tandis que leur coût dans le réseau commercial s'élève à 890 roubles (selon la conclusion de l'expert en marchandises d'un grand magasin de Leningrad)¹⁸⁶.

Le verdict de culpabilité insiste sur les intentions marchandes de Skvortsov. Il est accusé d'avoir étudié, dans les ports étrangers, «la conjoncture des prix de marché sur certains objets d'usage courant» et d'avoir «appris également les possibilités d'échange de l'argent soviétique d'une manière privée illégitime». Le tribunal l'incrimine d'avoir utilisé «ses séjours dans des ports étrangers dans des buts intéressés personnels¹⁸⁷». Skvortsov est condamné à cinq ans de prison, avec confiscation des biens de contrebande¹⁸⁸. Le tribunal décide d'exempter ses collègues de sentence, en prenant en compte leur ignorance quant aux «intentions criminelles» de Skvortsov. Néanmoins, leurs comportements (dissimulation d'argent de la douane et recel de tapis) représentent une faute à la discipline dont le prix est l'exclusion du Komsomol et l'interdiction de faire des traversées¹⁸⁹.

La double criminalisation de la contrebande offre une marge de manœuvre aux juges quant au traitement des délinquants soviétiques. La défense essaie aussi de jouer sur cet encadrement législatif : elle tâche de diminuer la gravité du délit pour pouvoir le poursuivre selon le Code des douanes. Cette affaire met en scène un employé d'un bateau marchand qui se sert de ses collègues pour contourner le règlement d'importation des biens achetés à l'étranger et les vendre aux consommateurs soviétiques. Un autre dossier d'instruction présente un cas de contrebande collective quand tous les

membres de l'équipage agissent en accord, selon le même schéma, en faisant des fameux tapis de pluche un objet de transfert illégal en gros.

Il s'agit de l'affaire de contrebande du bateau *Pskov* du Service baltique de navigation maritime. Elle date de l'année 1960. L'enquête est lancée suite au signalement d'un douanier qui a entendu une conversation entre deux matelots portant sur des possibilités de sortir du bateau, en cachette, une grande quantité de tapis, achetés dans le port de Gibraltar. Les détails de la discussion révèlent les mécanismes alternatifs de transferts illégaux qui impliquent un groupe de complices. L'un des interlocuteurs propose de donner un pot-de-vin de 200 roubles au douanier pour sortir des objets dont la quantité dépasse les normes établies. Apparemment, le premier contrôle du bateau est fait d'une manière formelle par un inspecteur des douanes qui croit sur paroles le capitaine l'assurant du respect des normes maximum autorisées pour l'importation des produits achetés à l'étranger¹⁹⁰. L'engagement personnel du capitaine du bateau dans l'affaire de contrebande facilite l'organisation et la gestion de l'affaire et crée une confiance entre lui et le douanier qui ne perçoit pas le caractère suspect de la situation.

En effet, trois tapis – le maximum autorisé – figurent dans chacune des trente-deux déclarations signées par le second et nécessaires pour passer la douane¹⁹¹. Il faut en plus pouvoir sortir quatre-vingt-dix-neuf tapis supplémentaires. Cependant, le plan du pot-de-vin n'est pas réalisé à cause du douanier qui a entendu la conversation. Les membres de l'équipage jettent en précipitation une partie de leur cargaison par-dessus bord. Cela ne passe pas inaperçu, et un groupe de plongeurs est appelé par les organisateurs de l'enquête judiciaire pour explorer le fond du quai. Comme cette entreprise ne donne pas les résultats attendus, il reste à supposer que les marchandises ont été sorties de l'eau par leurs acheteurs. Néanmoins, une brigade de contrôleurs des douanes découvre quatre-vingt-deux tapis cachés sur le bateau¹⁹².

Le fait que l'entreprise de la contrebande soit chapeautée par le capitaine du bateau, membre du PCUS, présente le plus grand danger aux yeux des dirigeants du Parti. Il confère à l'affaire un caractère bien organisé qui se manifeste par l'exploitation des moyens étatiques pour un intérêt personnel. Le problème est discuté aux réunions de la cellule du Parti du Service baltique de navigation maritime et du comité du Parti de l'arrondissement auquel le Service est attaché. « Un blâme sévère » est prononcé à l'encontre du capitaine et inscrit sur sa carte de membre. Le capitaine est dégradé, et la décision du comité du Parti est diffusée à tous les bateaux de la Baltique à titre de prévention¹⁹³. Toutefois, les accusations de contrebande concernent tous les membres de l'équipage, à l'exception du capitaine qui est protégé par son statut élevé. La discussion de ce type de cas lors de réunions closes des cellules du Parti évite de discréditer publiquement les personnalités haut placées et aide ainsi à préserver une hiérarchie au sein de la société soviétique. À la différence de l'époque stalinienne, les grandes figures ne sont plus détrônées facilement. Mais la dégradation professionnelle du capitaine correspond à un

abaissement de son statut social qui l'expose dorénavant aux risques de jugements publics et de condamnations.

Cet exemple traduit le phénomène de reproduction de la hiérarchie sociale en URSS. Les infractions aux normes sont plus pardonnables aux représentants des couches privilégiées qu'aux Soviétiques ordinaires. De la même façon, dans les cas d'accès aux biens occidentaux et de leur consommation, une personne de statut élevé est préservée des accusations publiques et juridiques. La différence entre les sommes gagnées lors d'une traversée est un autre moyen pour maintenir l'inégalité dans l'accès aux biens de consommation occidentaux au sein du personnel du bateau. Les listes des affaires personnelles faisant partie des déclarations pour passer la douane révèlent ce déséquilibre. Celles des matelots contiennent de une jusqu'à dix-neuf positions ; tandis qu'un mécanicien du bateau sort des biens énumérés en trente-deux postes, y compris des pièces de tissus de brocart et de velours ou douze chemises d'homme indiquées sous un seul poste ; un navigateur demande l'autorisation de sortir vingt-neuf sortes de biens, essentiellement des vêtements dont la moitié est destinée aux femmes¹⁹⁴. En ce qui concerne le capitaine, sa déclaration n'est pas dans le dossier d'instruction. Des vêtements en nylon, des imperméables caoutchoutés, des mackintosh en gabardine figurent dans la majorité des listes et témoignent de leur demande¹⁹⁵.

Si le Code des douanes vise en premier lieu des contrebandiers pour le transport illégal des biens, les amendements proposés par le MCE au Code des douanes prennent pour cible les clients des contrebandiers. Cependant, les chefs d'autres instances du pouvoir sont moins décidés quant à l'attitude à adopter à l'égard des acheteurs des biens importés de manière illégale. Le président de la commission juridique attachée au Conseil des ministres s'oppose au MCE, en considérant injuste de vouloir accuser de contrebande les acheteurs qui ignorent l'origine illégale des marchandises¹⁹⁶.

Une telle prudence est probablement liée au profil des consommateurs des produits de contrebande. La découverte, par des organes judiciaires, des réseaux de contrebandiers, permet en même temps de cerner leur clientèle. À la suite de l'arrestation, en décembre 1955, à Odessa, d'un groupe de contrebandiers qui achetait des marchandises de production américaine aux équipes de bateaux bulgares pour les diffuser ensuite dans les grandes villes de l'URSS, l'enquête judiciaire montre qu'une partie des articles est vendue au compositeur Nikita Bogoslovski – un dandy soviétique francophone connaissant personnellement Yves Montand, Jean Marais, Marcel Marceau grâce à ses voyages à Paris. D'autres clients de ce groupe sont l'actrice et chanteuse Lidia Atmanaki (originaire d'Odessa, habitant Leningrad), les acteurs du Théâtre de l'Estrade de Moscou Alexandre Menaker et Maria Mironova (les parents de l'acteur Andreï Mironov), les humoristes Nikolaï Rykounine et Efim Berezine. Ils achètent des marchandises étrangères à ce groupe pendant leur séjour à Odessa¹⁹⁷. S'il est impossible d'accuser ces représentants des élites artistiques soviétiques de contrebande,

la tolérance à l'égard de la consommation des biens importés par voie illégale est également impensable.

Une solution est trouvée qui consiste en des condamnations discursives anonymes de ces pratiques. Dans les discours des dirigeants du Komsomol, la contrebande est vue dans une perspective inverse. Ce ne sont plus les contrebandiers qui sont les cibles de la lutte, mais les acheteurs de leurs produits. Ces « clients » sont appelés la lie et la « moisissure » qui « se colle aux marins étrangers » et qui « discrédite le régime socialiste » par ses « activités antisoviétiques¹⁹⁸ ». Une telle dénonciation des personnes recherchant des biens étrangers déresponsabilise leurs fournisseurs. Du point de vue des dirigeants du Komsomol, des consommateurs suscitent la diffusion de ces biens dans la société soviétique. Pour stopper la contrebande, il faut donc exterminer les raisons d'une telle distribution – la demande de produits étrangers. Des actions dans ce sens sont faites dans les villes portuaires, comme Odessa ou Novorossisk. Les moyens d'éradication de la demande font partie des mesures policières traditionnelles soviétiques. À Ventspils notamment, les *droujimmiki* « mènent une lutte contre des “businessmen” et d'autres personnes amoraux importunant des marins étrangers¹⁹⁹ ». Le déplacement des attaques, des étrangers vers les acheteurs soviétiques de leurs produits, implique un glissement de sens dans la définition des contrebandiers, lequel correspond à la vision des fonctionnaires du MCE. Cette approche est similaire aux moyens de lutte déployés contre les transferts des vêtements par le biais des touristes étrangers. Les persécutions, soutenues par des stigmatisations discursives, tombent sur des consommateurs ordinaires.

Notes

1. Mihail German, *op. cit.*, p. 130.
2. A. Eppel, *Travjanaja ulica*, Récits, Moscou, Tret'ja volna, 1994, pp. 13-14.
3. Mihail German, *op. cit.*, p. 129.
4. N. B. Lebina, A. N. Čistikov, *Obyvatel' i reformy. Kartiny povsednevnoj žizni gorozhan v gody nepa i hrusčevskogo desjatiletija*, Saint-Petersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, p. 262.
5. L. B. Brusilovskaja, *Kultura povsednevnosti epohi « ottepeli » : metamorfozy stilja*. Avtoreferat dissertacii na soiskanie učenoj stepeni kandidata kul'turologii, Moscou, RGGU, 2000, p. 8.
6. BNF, INA, *Journal de nuit*, 01.04.1960.
7. BNF, INA, *Panorama*, 16.07.1965. C. Désiré, G. Sarthoulet, J.-O. Chattard, P. Bérard, C.-H. Salerne, F. Gay, « La Haute couture et ses problèmes ».
8. Mihail German, *op. cit.*, pp. 282-283.
9. Entretien avec M.G.S., née en 1924 (fonctionnaire du ministère de l'Industrie textile, puis présidente du département de l'industrie légère du comité du PCUS de Moscou) le 19 octobre 2004 à Moscou.

10. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique selon l'esprit d'intransigeance et de lutte à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », l. 68.

11. RGANI, f. 5 « Appareil du CC », op. 14 « Commission du CC du PCUS pour les départs à l'étranger », d. 19 « Sur les sérieux défauts dans le travail du ministère de la Culture lors de l'envoi à l'étranger des personnalités de l'art. 9.01.1960. »

12. *Idem.*

13. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique selon l'esprit d'intransigeance et de lutte à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », l. 68.

14. Mihail German, *op. cit.*, pp. 416-417.

15. RGANI, f. 5 « Appareil du Comité Central », op. 14 « Commission pour les départs en étranger attachée au CC PCUS (1949-1962) », d. 15, rolik 5333, l. 86.

16. Mihail German, *op. cit.*, pp. 416-417.

17. RGANI, f. 5 « Appareil du CC », op. 14 « Commission du CC du PCUS pour les départs à l'étranger », d. 19 « Sur des défauts sérieux dans le travail du ministère de la Culture pour l'envoi à l'étranger des personnalités de l'art. 9.01.1960. »

18. Entretien le 26.08.04 avec L.V.M. à Saint-Petersbourg, née en 1941 (formation technique courte). Des « vedettes » vues comme des sources de tendances de mode sont mentionnées dans les entretiens, menés le 14.08.04 à Novgorod avec T.V.O., née en 1944 (formation pédagogique courte), le 28.08.04 à Saint-Petersbourg avec Z. P. Šč., née en 1932 (bac général), le 02.09.04 à Kronstadt avec N.A.G., née en 1921 (formation supérieure en sciences humaines), le 19.10.2004 à Moscou avec M.G.S., née en 1924 (formation supérieure technique).

19. Archives du ministère des Affaires étrangères de France. Série : Europe 1944-1960. Sous-série : URSS. Dossier n° 235 « Relations économiques ». Lettre de l'Ambassadeur de France en URSS, Maurice Dejean au Bureau du tourisme du ministère des Affaires étrangères du 2 août 1960, l. 043.

20. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 759 « Matériaux pour des réunions des premiers secrétaires des comités régionaux, de *kraj* et du CC du Komsomol », l. 19.

21. RGANI, f. 5 « Appareil du Comité Central », op. 14 « Commission pour les départs à l'étranger attachée au CC PCUS (1949-1962) », d. 15, rolik 5333, ll. 86-87.

22. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 759 « Matériaux pour des réunions des premiers secrétaires des comités régionaux, de *kraj* et du CC du Komsomol », ll. 17-18, 20.

23. RGANI, f. 5 « Appareil du Comité Central », op. 31 « Département des organes du Parti des républiques de l'Union », d. 82, rolik 4679, ll. 21, 25, 28-30, 45.

24. L. B. Brusilovskaja, *op. cit.*, p. 11 ; Mark Edele, « Strange Young Man in Stalin's Moscow: the Birth and Life of the Stiliagi, 1945-1953 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, n° 50, 2002 (1), pp. 55-56.

25. Mihail German, *op. cit.*, pp. 145-146.

26. Mark Edele, *op. cit.*, p. 56.

27. Sur les zazous : Paul Yonnet, *Jeux, modes et masses. La société française et le moderne. 1945-1985*, Paris, Gallimard, 1985, p. 349.

28. D. Beljaev, « Stiljaga », *Krokodil*, n° 7, le 10 mars 1949, p. 10.

29. RGANI, f. 5 « Appareil du CC », op. 37 « Département de la science, des écoles et de la culture du CC PCUS de RSFSR, 1956-décembre 1962 », d. 2, rolik 5857 « Sur les phénomènes malsains parmi les étudiants des établissements d'éducation supérieure de la ville de Gorki, à l'université de l'Oural et d'autres. Février 1956 – mai 1957 », ll. 95-97 « Sur les mesures d'amélioration du travail idéologique et éducatif dans les universités. »

30. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 784 « Sténogramme et des matériaux de la réunion des directeurs des établissements d'éducation supérieure en médecine et de l'institut du perfectionnement des médecins de la Fédération de Russie sur les question d'éducation idéologique et politique des étudiants. Les 1-2 février 1961 », l. 35.

31. CGA IPD SPb, f. K-881 « Komsomol de Leningrad », op. 15, d. 10 « Sténogramme de la XVI^e conférence du Komsomol de la ville de Leningrad, le 30 novembre 1963 », ll. 27-28 ; *Komsomolskaja žizn'*, 1960, n° 4, pp. 25, 26, 30.

32. CGA IPD SPb, f. K-881 « Komsomol de Leningrad », op. 11, d. 18 « Compte rendu sténographique de la réunion des secrétaires des cellules des usines de Komsomol sur le travail de ces cellules pour l'éduction de la jeunesse », le 19 janvier 1957, l. 33.

33. Aleksej Kozlov, « *Kožel na sakse* » – *i tak vsju žizn'*, Moscou, Vagrius, 1998, p. 90.

34. *Komsomol'skaja pravda*, 1955, le 11 janvier.

35. *Smena*, le 31 décembre 1955.

36. LOGAV, f. 4375 « Tribunal municipal de Leningrad », op. 3, d. 1690 « Dossier de requête de pourvoi en révision de Dušenkov A. I. selon les articles 108 p. 1, 147 p. 2, 154 p. 2, 206 p. 2, 218 p. 1 du Code pénal de la RSFSR ; de Ermakov I. F. selon les articles 147 p. 2, 154 p. 2, 210, 218 p. 1 du Code pénal de la RSFSR ; de Trofimov L. S. selon l'article 153 p. 1 du CP ; de Ščukin G. E. selon l'article 153 p. 1 du CP, d'Aleksandrov N. N. selon les articles 153 p. 1, 218 p. 2 du CP et de Satelberg V. V. selon l'article 153 p. 1 du CP. Le 28 mars – le 31 mai 1961 », l. 2 ; d. 1691 – *Ibid.*, vol. 2, l. 3.

37. *Smena*, le 28 avril 1961.

38. LOGAV, f. 4375 « Tribunal municipal de Leningrad », op. 3, d. 1691 « L'affaire d'accusation de Dušenkov A. I. selon les articles 108 p. 1, 147 p. 2, 154 p. 2, 206 p. 2, 218 p. 1 du Code pénal de la RSFSR ; de Ermakov I. F. selon les articles 147 p. 2, 154 p. 2, 210, 218 p. 1 du Code pénal de la RSFSR ; de Trofimov L. S. selon l'article 153 p. 1 du CP ; de Ščukin G. E. selon l'article 153 p. 1 du CP, d'Aleksandrov N. N. selon les articles 153 p. 1, 218 p. 2 du CP et de Satelberg V. V. selon l'article 153 p. 1 du CP. 1961 », vol. 2, ll. 226, 235-236.

39. O. Harhordin, *Obličat' i licemerit'. Genealogija rossijskoj ličnosti*, Saint-Petersbourg, Moscou, Evropejskij Universitet v Sankt-Peterburge, Letnij sad, 2002, p. 378.

40. RGALI, f. 2924, op. 1, d. 50, cité par Kristin Roth-Ey, « Kto na piedestale, a kto v tolpe ? Stiljagi i ideja sovsotskoj "molodežnoj kul'tury" v epohu "ottepeli" », *NZ*, n° 36 (4-2004), <http://www.nz-online.ru/index.phtml?aid=25011077>

41. B. A. Grušin, V. V. Čikin, *Ispoved' pokolenija*, Moscou, 1962, p. 204.

42. *Ibid.*, pp. 2, 149.

43. *Ibid.*, p. 200.

44. *Ibid.*, p. 201.

45. *Idem.*

46. Deborah A. Field, *Private Life and Communist Morality in Khrushchev's Russia*, New York, Peter Lang, 2007, p. 19.

47. O. Harhordin, *op. cit.*, p. 372.

48. Mark Edele, *op. cit.*, p. 42.

49. O. Harhordin, *op. cit.*, p. 378. La pratique est reconstituée à partir des mémoires d'un journaliste-*stiljaga* Artemy Troitsky, *Back in the USSR: The True Story of Rock in Russia*, Boston, Faber and Faber, 1988, p. 13.

50. LOGAV, f. 4380 «Parquet de Leningrad», op. 3, d. 229 «Dossier de requête de pourvoi en révision de l'affaire de Barabanov Oleg Aleksandrovič, Filon Stanislav Kazimirovič, Bogoslovskij Ruslan Grigorievič, Baskov Vladimir Borisovič, Jakovlev Nikolaj Pavlovič, Postnikov Vladimir Vasilievič, Mukel' Viktor Nikolaevič, Vinogradov Sergej Andreevič, Gurevič Aleksandr Il'ič, Nikiforov Fedor Ivanovič, Flejšman Fridrih Petrovič selon les articles 99, 107 du Code pénal. 18.12. 54 – 11.03.55», ll. 3-68.

51. Néanmoins, l'acte d'accusation mentionne que l'accusé a une instruction supérieure et qu'il est ingénieur-constructeur à l'Institut technologique de recherches scientifiques.

52. *Ibid.*, d. 924 «Requête de pourvoi en révision de l'affaire de Bobrik Mark Viktorovič selon l'article 99 du Code pénal. 25.4.60-24.6.60», l. 6.

53. *Ibid.*, d. 955 «Dossier de requête de pourvoi en révision de l'affaire de Lapin Boris Mihajlovič selon l'article 99 du Code pénal», l. 8.

54. Mark Edele, *op. cit.*, pp. 40-41.

55. CGA IPD SPb, f. K-881 «Comité du Komsomol de la ville de Leningrad», op. 15, d. 16 «Sténogramme du 2^e Plénum du Comité du Komsomol de la ville de Leningrad "Sur le développement consécutif des principes sociaux dans l'organisation des loisirs de la jeunesse." le 18 mai 1963», ll. 39-40.

56. *Ibid.*, op. 11, d. 67 «Compte rendu sténographique de la XIII^e conférence du Komsomol de la ville de Leningrad. Les 11-12 janvier 1958», l. 100.

57. RGASPI, f. 1, op. 5 «Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol», d. 1010 «Sténogramme de la discussion autour des problèmes d'éducation des adolescents. Rencontre avec des pédagogues. Le 3 juillet 1964», ll. 83-84.

58. CGA IPD SPb, f. K-881 «Comité du Komsomol de la ville de Leningrad», op. 15, d. 9 «Le rapport du Comité du Komsomol de la ville sur l'organisation des patrouilles de la culture pour le contrôle du travail des salles de danse de Leningrad», l. 2.

59. *Ibid.*, d. 16 «Sténogramme du 2^e Plénum du Comité du Komsomol de la ville de Leningrad "Sur le développement consécutif des principes sociaux dans l'organisation des loisirs de la jeunesse." le 18 mai 1963», l. 6.

60. *Ibid.*, ll. 29-30, 34-36, 38-41, 46

61. RGASPI, f. 1, op. 5 «Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol», d. 1010 «Sténogramme de la discussion autour des problèmes d'éducation des adolescents. Rencontre avec des pédagogues. Le 3 juillet 1964», l. 85.

62. RGAE, f. 523 «MdM de l'URSS», op. 1, d. 112 «Matériaux pour l'organisation du XIX^e Congrès International de la mode à Bucarest (le protocole, la correspondance). 1958», ll. 3, 4.

63. *Ibid.*, l. 5.

64. CMAM, f. 1487 «Mosodežda», op. 1, d. 75 «Compte rendu sténographique de la réunion des gérants de la chaîne commerciale du 24 janvier 1957 sur les résultats du travail en 1956», ll. 17-18, 64-65.

65. Aleksej Kozlov, *op. cit.*, p. 81.

66. A. Nujkin, «Stiljaga li Vladimir Tokarev?», *Komsomol'skaja pravda*, le 5 avril 1958, cité par Kristin Roth-Ey, *op. cit.*

67. Aleksej Kozlov, *op. cit.*, p. 80.

68. *Ibid.*, p. 82.

69. *Ibid.*, p. 86.

70. RGASPI, f. 1, op. 5 «Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol», d. 1009 «Sténogramme de la réunion avec des travailleurs du Parquet de l'URSS et du ministère de la Défense de l'ordre public, le 2 juillet 1964», ll. 121-122.

71. CGA IPD SPb, f. 1944 «La cellule du Parti du grand magasin *la Maison du commerce de Leningrad*», op. 7, d. 4 «Procès-verbaux des réunions générales de la cellule du Parti du magasin et des matériaux accompagnants. Le 8 janvier – le 12 décembre 1957», l. 3.

72. RGALI, f. 2924, op. 2, d. 72, ll. 9-10, cité par Kristin Roth-Ey, *op. cit.*

73. Mark Edele, *op. cit.*, p. 38 ; RGASPI, f. 1, op. 5 «Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol», d. 760 «Sténogrammes du séminaire-réunion panrusse pour les présidents des commissions pour la propagande orale et imprimée parmi la jeunesse et les dirigeants des groupes de conférenciers des comités régionaux et de *kraj* du Komsomol, les 9-12 août 1960», l. 35 ; d. 1010 «Sténogramme de la discussion autour des problèmes d'éducation des adolescents. Rencontre avec des pédagogues. Le 3 juillet 1964», l. 14.

74. GARF, f. 8131 «Parquet de l'URSS», op. 32, d. 4597 «Matériaux sur l'état et les mesures de renforcement de la lutte contre les éléments antisociaux et parasites à Leningrad (notes d'information, rapports, etc.) 7.6.56-7.9.56», l. 5.

75. *Ibid.*, ll. 121-122.

76. *Ibid.*, l. 125.

77. Aleksej Kozlov, *op. cit.*, p. 84.

78. V. Slavkin, *Pamjatnik neizvestnomu stiljage*, Moscou, 1996, p. 75.

79. Marc Edele, *op. cit.*, p. 39.

80. Diana Crane, *op. cit.*, p. 14.

81. Aleksej Kozlov, *op. cit.*, p. 115.

82. Frédéric Monneyron, *op. cit.*, p. 43.

83. *Ibid.*, p. 45.

84. CMAM, f. 1953 «CUM de Moscou», op. 2, d. 238 «Informations sur des résultats des expositions-ventes organisées par CUM à la foire de Moscou à Lužniki, sur le commerce ambulant dans les entreprises industrielles en 1959. Août 1959 – le 31 décembre 1959», ll. 47, 115, 117.

85. N. B. Lebina, A. N. Čistikov, *op. cit.*, p. 264.

86. Archives du ministère des Affaires étrangères. Série : Relations culturelles. Sous-série : URSS 1956-1959. Dossier : Direction Générale des Affaires Culturelles et Techniques.

87. RGASPI, f. 3 «Événements et organisations internationales», op. 15 «VI^e festival de la jeunesse et des étudiants», d. 83 «Comptes rendus des résultats du festival, une note d'information sur le déroulement et les résultats du festival et une notice bibliographique “Pays étrangers – participants du 6^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants”, juin-octobre 1957», l. 20.

88. L. B. Brusilovskaja, *op. cit.*, p. 11-12.

89. Les photographies des consommatrices interviewées servent de preuve à cette affirmation. Voir aussi les mémoires de l'actrice soviétique L. M. Gurčenko, *Applodismenty*, Moscou, 1994, p. 365, cités par N. B. Lebina, A. N. Čistikov, *op. cit.*, p. 265.

90. Entretiens : le 26.08.04 avec L.V.M. à Saint-Petersbourg, née en 1941 (formation technique courte) ; le 14.08.04 à Novgorod avec T.V.O., née en 1944 (formation pédagogique courte), le 28.08.04 à Saint-Petersbourg avec Z.P.Šč., née en 1932 (bac général), le 02.09.04 à Kronstadt avec N.A.G., née en 1921 (formation supérieure en sciences humaines), le 19.10.2004 à Moscou avec M.G.S., née en 1924 (formation supérieure technique).

91. GARF, f. 9401 « Dossier secret de Hruščev », op. 2, d. 490, l. 358.

92. *Ibid.*, l. 360.

93. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique selon l'esprit d'intransigeance et du militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », ll. 79-80.

94. GARF, f. 9401 « Dossier secret de Hruščev », op. 2, d. 490, l. 360.

95. *Ibid.*, l. 361.

96. *Ibid.*, l. 358.

97. RGANI, f. 5 « Appareil du Comité Central », op. 14 « Commission pour les départs à l'étranger attachée au CC PCUS (1949-1962) », d. 15, rolik 5333, l. 88.

98. *Ibid.*, d. 16, rolik 5333, l. 34.

99. RGASPI, f. 3 « Événements et organisations internationales », op. 15 « VI^e festival de la jeunesse et des étudiants », d. 83 « Comptes rendus des résultats du festival, une note d'information sur le déroulement et les résultats du festival et une notice bibliographique "Pays étrangers – participants du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants", juin-octobre 1957 », ll. 1, 5, 7.

100. *Ibid.*, d. 22 « Sténogramme de la réunion de la commission permanente du Comité préparatif international du VI^e festival de la jeunesse et des étudiants, les 7-9 mai 1957 », l. 107 ; d. 83 « Comptes rendus des résultats du festival, une note d'information sur le déroulement et les résultats du festival et une notice bibliographique "Pays étrangers – participants du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants", juin-octobre 1957 », l. 42.

101. *Ibid.*, d. 83 « Comptes rendus des résultats du festival, une note d'information sur le déroulement et les résultats du festival et une notice bibliographique "Pays étrangers – participants du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants", juin-octobre 1957 », l. 105.

102. *Ibid.*, ll. 5, 9.

103. Aleksej Kozlov, *op. cit.*, p. 103.

104. *Ibid.*, p. 114.

105. RGASPI, f. 3 « Événements et organisations internationales », op. 15 « VI^e festival de la jeunesse et des étudiants », d. 83 « Comptes rendus des résultats du festival, une note d'information sur le déroulement et les résultats du festival et une notice bibliographique "Pays étrangers – participants du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants", juin-octobre 1957 », ll. 32-33.

106. GARF, f. 9401 « Dossier secret de Hruščev », op. 2, d. 491, l. 150 « Lettre du ministre de l'Intérieur Dudorov à Zolotuhin, du 8 juillet 1957. »

107. *Ibid.*, l. 275 « Lettre du ministre de l'Intérieur Dudorov au CC du Parti, du 27 juillet 1957 ».

108. Au moment du festival, le prix moyen d'un manteau de production soviétique est de 800 roubles, tandis que le revenu mensuel moyen des familles ouvrières est de 1609 roubles (519 roubles en moyenne par personne). RGAE, f. 1562 « Direction Centrale de la Statistique », op. 26, d. 473 « Matériaux (tableaux envoyés au Gosplan de l'URSS, à la Commission Économique d'État et à d'autres organismes, sur les revenus et les dépenses monétaires, la consommation de produits alimentaires, l'acquisition de marchandises industrielles dans les familles des ouvriers et des employés des branches industrielles enquêtées, des régions économiques et des républiques de l'Union en 1956 », l. 40.

109. *Ibid.*, l. 265 « Lettre du ministre de l'Intérieur Dudorov au CC du Parti, du 29 juillet 1957 » ; l. 375 « Communiqué du 10 août 1957 », l. 392 « Sur les crimes durant les deux derniers jours du festival ».

110. *Ibid.*, l. 299 « Communiqué sur les crimes et les accidents ayant lieu de 8 heures le 31 juillet jusqu'à 8 heures le 1^{er} août », l. 347 « Communiqué sur les crimes et les accidents liés au déroulement du festival, le 5 août 1957 » ; l. 400 « Communiqué du 11 août ».

111. *Ibid.*, l. 432.

112. *Ibid.*, l. 298 « Communiqué sur les crimes et les accidents ayant lieu de 8 heures le 31 juillet jusqu'à 8 heures le 1^{er} août. »

113. *Ibid.*, l. 347 « Communiqué sur les crimes et les accidents liés au déroulement du festival, le 5 août 1957 ».

114. *Ibid.*, l. 376 « Communiqué sur les accidents liés au déroulement du festival du 10 août 1957. »

115. *Ibid.*, l. 256-258 « Lettre du ministre de l'Intérieur Dudorov au CC du Parti, le 27 juillet 1957 » ; ll. 391-392.

116. GARF, f. 9401 « Dossier secret de Hruščev », op. 2, d. 491, l. 284 « Lettre du ministre des Affaires intérieures Dudorov au CC du Parti, du 30 juillet 1957 ».

117. *Ibid.*, ll. 347, 361, 400, 407.

118. *Ibid.*, 431.

119. *Ibid.*, ll. 347, 362.

120. GARF, f. 9401 « Dossier secret Hruščev », op. 2, d. 491, l. 321 « Lettre du ministre de l'Intérieur Dudorov au CC du Parti du 5 août 1957 ».

121. *Ibid.*, l. 362 « Communiqué sur les accidents liés au déroulement du festival, du 7 août 1957. »

122. *Ibid.*, ll. 375, 392.

123. A. Sudakevič, « Navstreču festivalju », *Žurnal mod*, 1957, n° 2 (48), pp. 20-21.

124. RGASPI, f. 3 « Événements et organisations internationales », op. 15 « VI^e festival de la jeunesse et des étudiants », d. 90 « Plan-scénario thématique du programme du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants à Moscou, des propositions pour le programme du festival. Août 1956-janvier 1957 », l. 11, 15, 25, 61 ; d. 92 « Programme de festivités du VI^e FMJE, le 28 juillet – le 11 août 1957 », l. 39, 46 ; d. 95 « Des scénarios d'ouverture du VI^e FMJE, du défilé d'automobiles, de la fête du travail, de la fête "Jette un coup d'œil dans le futur", de la « Journée des filles », de la plantation du parc de l'Amitié, et de la soirée de la solidarité avec la jeunesse des pays coloniaux. 1957 », ll. 112, 115, 117, 119.

125. *Ibid.*, d. 85 « Opinions des participants et des hôtes du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants sur leur séjour à Moscou, août 1957 », ll. 68-71.

126. *Ibid.*, d. 83 « Comptes rendus des résultats du festival, une note d'information sur le déroulement et les résultats du festival et une notice bibliographique "Pays étrangers – participants du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants", juin-octobre 1957 », l. 13, 61, 65-66; d. 85 « Opinions des participants et des hôtes du VI^e festival Mondial de la jeunesse et des étudiants sur leur séjour à Moscou, août 1957 », ll. 99, 125, 141.

127. Thomas Gomart, *op. cit.*, p. 112.

128. RGANI, f. 5, op. 48, d. 117, ll. 43-47, cité dans Nicolas Werth, Gaël Moullec, *Rapports secrets soviétiques 1921-1991. La société russe dans les documents confidentiels*, Paris, Gallimard, 1994, p. 70.

129. CGA IPD SPb, f. K-881 « Comité du Komsomol de Leningrad », op. 11, d. 18 « Compte rendu sténographique de la réunion des secrétaires des cellules du Komsomol dans les usines "Sur le travail des cellules du Komsomol dans les usines pour l'éducation de la jeunesse" et des matériaux d'accompagnement. Le 19 janvier 1957 », l. 85.

130. N. G. Komlev, *Slovar' novyh inostrannyh slov (s perevodom, etimologiej, tolkovaniem)*, Moscou, Éditions MGU, 1995.

131. N. Z. Kotelova (dir.), *Slovar' novyh slov russkogo jazyka (ser. 50-h – ser. 80-h godov)*, Saint-Petersbourg, Dmitrij Bulanin, 1995.

132. J. Aksjutin, *Hruščevskaja « ottepel' » i obščestvennye nastroenija v SSSR v 1953-1964 gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2004, p. 245.

133. N. B. Lebina, A. N. Čistikov, *op. cit.*, p. 272.

134. Aïnsi, l'écrivain E. Rein a commandé une fois un imperméable en nylon de couleur bleue marine qui était le dernier cri de la mode. « L'interview avec E. Rein », E. Rein, *Mne skučno bez Dovlatova*, Saint-Petersbourg, 1997, pp. 274-275.

135. N. Asanov, « Šeptun », *Krokodil*, 1954, n° 3, p. 14.

136. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », ll. 79-80.

137. *Ibid.*, d. 976 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 21 février 1964 », l. 41.

138. Voir, par exemple, LOGAV, f. 4380 « Parquet de Leningrad », op. 4, d. 227 « Notes sur l'étude des affaires criminelles de spéculation pendant l'année 1962 », ll. 7-8.

139. *Ibid.*, op. 3, d. 663 « Requête de pourvoi en révision de l'affaire d'Abramson Leonid Georgievič relevant de l'article 107 du Code pénal. 15.6-17.7.59 », ll. 2.

140. RGANI, f. 5 « Appareil du CC », op. 14 « Commission pour les départs à l'étranger attachée au CC PCUS (1949-1962) », rolik 5333, d. 20, ll. 86.

141. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », ll. 141.

142. CGA IPD SPb, f. K-881 « Comité du Komsomol de Leningrad », op. 15, d. 24 « Procès verbaux des réunions du bureau et des matériaux d'accompagnement. 1963 », l. 56.

143. *Ibid.*, d. 10 « Sténogramme de la XVI^e conférence du Komsomol de Leningrad. Le 30 novembre 1963 », l. 142.

144. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 976 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 21 février 1964 », l. 108.

145. *Ibid.*, d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », l. 20.

146. *Ibid.*, l. 21.

147. *Ibid.*, l. 46.

148. GARF, f. 8131 « Parquet de l'URSS », op. 28, d. 5117 « Matériaux de contrôle du travail du Parquet d'Odessa pour la lutte contre la spéculation et la fraude contre les acheteurs. 1957 », l. 29.

149. *Ibid.*, d. 976 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 21 février 1964 », l. 41.

150. RGASPI, f. 1, op. 5 « Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol », d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », l. 21 ; d. 976 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 21 février 1964 », l. 41.

151. *Ibid.*, d. 975 « Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964 », l. 23.

152. « Entretien avec E. Rejn », E. Rejn, *op. cit.*, p. 272.

153. GARF, f. 9401 « Dossier secret de Hruščev », op. 2, d. 490, l. 293.

154. Aleksej Kozlov, *op. cit.*, pp. 85-86.

155. GARF, f. 8131 « Parquet de l'URSS », op. 28, d. 6752 « Projet de l'oukase du Présidium du Conseil Suprême de l'URSS "Sur le changement du Code de la douane de l'URSS" et des remarques au projet. 16.08.1962-05.05.1964 », l. 2.

156. *Ibid.*, l. 9.

157. Art. 59-9 de l'*UK RSFSR*, Moscou, 1957 ; voir, par exemple, LOGAV, f. 4375 « Le tribunal de la ville de Leningrad », op. 3, d. 1601 « Dossier d'accusation de Skvorcov Nikolaj Nikolajevič pour des crimes selon les articles 59-9, 59-12 et 107 du Code pénal de la RSFSR. Le 28 janvier – le 26 février 1959 », l. 268.

158. GARF, f. 9401 « Dossier secret de Hruščev », op. 2, d. 478, l. 172.

159. *Ibid.*, ll. 170-172.

160. *Ibid.*, d. 481, ll. 171, 173, 174.

161. *Ibid.*, d. 490, l. 161.

162. Art. 78 de l'*UK RSFSR*, Moscou, 1960.

163. GARF, f. 8131 « Parquet de l'URSS », op. 32, d. 6416 « Projet de la loi du Conseil des ministres de l'URSS sur le renforcement de la lutte contre les éléments antisociaux et parasites. Le 4 février 1957 – le 19 octobre 1960 », l. 93.

164. *Ibid.*, l. 93, 97.

165. *Ibid.*, l. 97.

166. *Ibid.*, l. 96.

167. *Ibid.*, ll. 94-96.

168. *Ibid.*, ll. 97-98.

169. *Ibid.*, op. 28, d. 6752 «Projet de l'oukase du Présidium du Conseil Suprême de l'URSS "Sur le changement du Code de la douane de l'URSS" et des remarques au projet. 16.08.1962-05.05.1964», l. 3.

170. *Ibid.*, l. 12.

171. *Ibid.*, l. 130.

172. CAEF, B 0060 366/1 Pologne, Ambassade de France en Pologne, Le Conseiller commercial, Varsovie, le 22 février 1954, Bordereau d'envoi à M. le ministre des Affaires économiques, Direction des Relations Économiques Extérieures, Service des Accords Commerciaux, ll. 1-2.

173. *Code des douanes. Législation applicable au 1^{er} janvier 1957*, Journal officiel de la République Française, 1957, p. 69.

174. *Ibid.*, p. 304.

175. GARF, f. 8131 «Parquet de l'URSS», op. 28, d. 5117 «Matériaux de vérification du travail du Parquet de la région d'Odessa dans la lutte contre la spéculation et la fraude à l'égard des acheteurs. 1957», l. 12.

176. LOGAV, f. 4375 «Le tribunal de la ville de Leningrad», op. 3, d. 1601 «Dossier d'accusation de Skvorcov Nikolaj Nikolajevič pour des crimes relevant des articles 59-9, 59-12 et 107 du Code pénal de la RSFSR. Le 28 janvier – le 26 février 1959», l. 2.

177. *Ibid.*, l. 145 (interrogatoire d'un contrôleur de la douane de Leningrad), l. 159 (Extrait de l'instruction du MCE du 25 février 1958).

178. *Ibid.*, l. 49.

179. *Ibid.*, ll. 45, 64.

180. *Ibid.*, ll. 52, 147, 157, 167. Les taux officiels d'échange étaient les suivants : 100 francs belges = 8 roubles ; 100 guldens = 105,26 roubles.

181. *Ibid.*, l. 6.

182. *Ibid.*, l. 145.

183. *Ibid.*, ll. 21-33.

184. CGA SPb, f. 4965 «Direction de la Statistique de Leningrad», op. 2, dd. 5701-6754 ; op. 4, dd. 1349-1769 ; op. 6, dd. 364-1979 ; op. 9, dd. 416-545.

185. LOGAV, f. 4375 «Le tribunal de la ville de Leningrad», op. 3, d. 1601 «Dossier d'accusation de Skvorcov Nikolaj Nikolajevič pour des crimes relevant des articles 59-9, 59-12 et 107 du Code pénal de la RSFSR. Le 28 janvier – le 26 février 1959», l. 21.

186. *Ibid.*, ll. 112, 114, 115.

187. *Ibid.*, ll. 167.

188. *Ibid.*, l. 251.

189. *Ibid.*, ll. 162-163, 252-253.

190. *Ibid.*, d. 881 «Du transport des tapis par voie de contrebande sur le bateau *Pskov* du Service Baltique de navigation maritime d'État. 6 mai – 28 juin 1960», l. 53.

191. *Ibid.*, ll. 46-47.

192. *Ibid.*, ll. 49, 54-55, 129, 131

193. *Ibid.*, l. 180.

194. *Ibid.*, ll. 15, 31, 41.

195. *Ibid.*, ll. 13-45.

196. GARF, f. 8131 «Parquet de l'URSS», op. 28, d. 6752 «Projet de l'oukase du Présidium du Conseil Suprême de l'URSS "Sur le changement du Codes des douanes de l'URSS" et des remarques au projet. 16.08.1962 – 05.05.1964», l. 38.

197. *Ibid.*, f. 9401 «Dossier secret de Hruščev», op. 2, d. 478, ll. 12, 20, 29, 170-172.

198. RGASPI, f. 1, op. 5 «Sténogrammes des réunions du CC du Komsomol», d. 975 «Sténogramme de la réunion sur les questions de l'éducation de la jeunesse soviétique dans un esprit d'intransigeance et de militantisme à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Le 20 février 1964», l. 72.

199. *Ibid.*, l. 75.

Retrouvez tous les ouvrages de CNRS Éditions
sur notre site

www.cnrseditions.fr